



# **TABLE DES MATIERES**

## **PAGE**

<b>INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>CHAPITRE I: LA COOPERATION SOUS REGIONALE DANS LES PAYS DES GRANDS LACS (CEPGL - OBK - ACTT)</b>	<b>3</b>
1.1. La sous-région des Grands Lacs	4
1.2. Les cadres institutionnels de la coopération sous-régionale des Grands Lacs	4
1.3. Le potentiel de développement économique de la sous-région des Grands Lacs	7
1.4. L'environnement économique et juridique des investissements dans la sous-région des Grands Lacs	8
<b>CHAPITRE II: PROJETS SOUMIS AUX OPERATEURS ECONOMIQUES &amp; INVESTISSEURS</b>	<b>25</b>
2.1. Fiche de projet 1: Interconnexion des réseaux électriques des Etats membres de la CEPGL & de l'OBK	26
2.2. Fiche de projet 2: Création d'une compagnie aérienne commune aux Etats membres de la CEPGL	37
2.3. Fiche de projet 3: Industrie intégrée du bois	47
2.4. Fiche de projet 4: Industrie chimique du sel et des produits dérivés	51
2.5. Fiche de projet 5: Industrie des articles en papier	54
2.6. Fiche de projet 6: Industrie sidérurgique/aciérie	57
2.7. Fiche de projet 7: Industrie pharmaceutique	64

<b>CHAPITRE III:</b>	<b>PROJETS SOUMIS AUX OPERATEURS ECONOMIQUES ET AUX ONGs DE DÉVELOPPEMENT . . . . .</b>	<b>68</b>
3.1.	Fiche de projet 8: Développement de la pêche continentale dans les pays des Grands Lacs . . . . .	69
3.2.	Fiche de projet 9: Machinisme agricole . . . . .	75
<b>CHAPITRE IV:</b>	<b>PROJETS SOUMIS AUX DONATEURS ET BAILLEURS DE FONDS BILATERAUX ET MULTILATERAUX . . . . .</b>	<b>82</b>
4.1.	Fiche de projet 10: Harmonisation des politiques, législations et instruments sur le transport de transit entre les Etats de la sous-région des Grands Lacs - CEPGL - OBK - ACTT . . . . .	83
4.2.	Fiche de projet 11: Création d'un Centre sous-régional d'information, de documentation et de promotion commerciales pour les pays des Grands Lacs CEPGL - OBK - ACTT . . . . .	90
4.3.	Fiche de projet 12: Ecole polytechnique des pays des Grands Lacs . . . . .	96
<b>CHAPITRE V:</b>	<b>PROJETS SOUMIS AUX ONGs . . . . .</b>	<b>104</b>
5.1.	Fiche de projet 13: Femmes et techniques de conservation des produits agro-alimentaires . . . . .	105
<b>ANNEXE 1:</b>	<b>FICHE D'INSCRIPTION POUR LA PARTICIPATION À LA RENCONTRE (à remplir par les opérateurs économiques des pays des Grands Lacs à la recherche des partenaires . . . . .</b>	<b>1-4</b>
<b>ANNEXE 2:</b>	<b>FICHE D'INSCRIPTION POUR LA PARTICIPATION À LA RENCONTRE (à remplir par les investisseurs à la recherche de partenaires) . . . . .</b>	<b>1</b>
<b>ANNEXE 3:</b>	<b>FICHE D'INSCRIPTION POUR LA PARTICIPATION À LA RENCONTRE (à remplir par les ONGs) . . . . .</b>	<b>1</b>

## INTRODUCTION

En énonçant les principes et objectifs d'un programme d'action pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international, l'Assemblée Générale des Nations Unies avait adopté plusieurs résolutions dont celles 3.201 (S.V.) de mai 1974, demandant la création des Centres Multinationaux de Programmation et d'Exécution des Projets, connus sous le sigle anglais de MULPOC <sup>1</sup> et la résolution 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975 sur le développement et la coopération économique internationale.

Ces mesures faisaient suite à diverses résolutions adoptées par les états africains dans le cadre de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) ou de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), et demandant un accroissement sensible de la coopération économique internationale.

C'est en application de ces décisions que la 4<sup>e</sup> Conférence des Ministres de la CEA tenue à Kinshasa en Mars 1977 a créé, par résolution 311 (XIII), les MULPOCs, conçus comme organes permanents et décentralisés de coopération entre la Commission, les états africains et leurs organisations intergouvernementales.

Bras opérationnels de la CEA, les MULPOCs ont reçu pour mission d'apporter leurs concours aux OIGs dans l'identification et l'exécution des projets de développement susceptibles de promouvoir l'intégration économique sous-régionale, l'un des défis majeurs du continent africain à l'aube du 3<sup>e</sup> millénaire.

Il a été ainsi convenu que, pour autant que les moyens de la CEA le permettront, les MULPOCs s'efforceront d'entreprendre pour le compte des organisations intergouvernementales, des études de pré-investissement ou de faisabilité, et de concevoir et mettre en oeuvre des projets qui favoriseront l'intégration et le développement économique dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture et des industries agro-alimentaires, des transports, du commerce et des paiements, du tourisme et de la mise en valeur des ressources humaines.

L'ampleur de cette tâche nécessite une mobilisation de moyens importants, pour la définition et la mise en oeuvre de programmes sectoriels crédibles, dans une région où la problématique du développement reste soumise à de multiples contraintes d'ordre géo-physique - enclavement, relief accidenté - ou socio-économique - pression démographique, exigüité des marchés nationaux et forte dépendance de quelques produits pour les recettes d'exportation.

L'identification et l'évaluation de ces contraintes ont occupé une place importante dans les actions du MULPOC de Gisenyi au cours de sa première décennie d'existence. Il a également joué un rôle de premier plan dans la conception et l'articulation de stratégies relatives au développement socio-économique de la sous-région ainsi que dans la formulation de propositions pour lever les obstacles au processus d'intégration régionale.

---

<sup>1</sup> MULPOC: Multinational Programming and Operational Centre

Dans le cadre des priorités définies par les Etats, la CEA/MULPOC de Gisenyi continue de déployer des efforts dans l'identification et l'évaluation de projets sous-régionaux susceptibles de renforcer et d'accélérer l'intégration économique des pays des Grands Lacs. Tout en poursuivant cette assistance technique au profit des états et de leurs institutions de coopération, de concert avec les autres agences spécialisées du Système des Nations Unies, le MULPOC tente aussi d'élargir son champ d'action vers les opérateurs économiques régionaux pour une plus grande implication du secteur privé dans le processus d'intégration.

La présentation de quelques projets intégrateurs de la sous-région des Grands Lacs fait l'objet de ce document qui comporte quatre chapitres.

L'introduction se réfère au mandat confié aux centres Multinationaux de programmation et d'Exécution des Projets d'entreprendre pour le compte des organisations intergouvernementales de leurs juridictions respectives, des études de pré-investissement ou de faisabilité et de concevoir et mettre en oeuvre des projets qui favorisent l'intégration et le développement économique de la sous-région.

**Le premier chapitre** évoque entre autres l'unicité du cadre géographique et géo-climatique, les brassages humains et la similitude des problèmes de développement qui ont généré et entretenu depuis des décennies, une coopération sous-régionale active et multisectorielle. **Le deuxième chapitre** décrit et présente sous forme de fiches, certains projets sélectionnés d'intégration et de coopération économique dans la sous région des Grands Lacs. **Le troisième chapitre** s'intéresse aux projets à soumettre aux opérateurs économiques et aux ONGs de développement dans le cadre de l'intégration et de la coopération économique des pays des Grands Lacs. **Le quatrième chapitre** porte sur des projets à caractère institutionnel et le cinquième est consacré aux projets à soumettre exclusivement aux ONGs, parce que se recoupant avec les domaines traditionnels d'intervention de ces institutions.

Lors de la réunion de concertation tripartite, les opérateurs économiques ressortissant des Etats membres de la CEPGL, de l'OBK et de l'ACTT auront la possibilité de présenter des projets d'intégration économique identifiés dans des domaines ciblés de développement tels que agriculture et alimentation, industrie, énergie, transports et communications ainsi que santé et éducation. Il s'agit des projets concrets qui nécessitent la participation des investisseurs et ONGs étrangers en indiquant de manière précise les partenariats et interlocuteurs recherchés. Ces opérateurs économiques, investisseurs & ONGs pourront discuter des projets d'investissement, argumenter sur les profils de ces projets afin de faciliter l'adhésion et l'engagement des investisseurs au type du partenariat recherché.

**CHAPITRE I: LA COOPERATION SOUS REGIONALE  
DANS LES PAYS DES GRANDS LACS  
CEPGL - OBK - ACTT**

### **1.1. LA SOUS REGION DES GRANDS LACS**

La sous-région des Grands Lacs constitue un ensemble géographique homogène, situé au carrefour de l'Afrique Centrale, Orientale et Australe, de part et d'autre de l'équateur, entre l'embouchure du fleuve Zaïre sur l'Atlantique et les côtes occidentales de l'Océan Indien.

Les états qui la composent - Kenya, Burundi, Ouganda, Rwanda, Tanzanie, Zaïre - couvrent une superficie totale de 4.160.057 km<sup>2</sup>, avec une population estimée en 1993 à 131 millions d'habitants.

L'unicité de ce cadre géographique et géo-climatique, les brassages humains, la similitude des problèmes de développement, une certaine co-propriété de plusieurs espaces naturels - bassins fluviaux, formations lacustres - et une volonté politique affirmée ont généré et entretenu depuis des décennies, une coopération sous-régionale active et multisectorielle.

Des politiques et stratégies communes ainsi que plusieurs projets et programmes de développement ont ainsi été conçus, élaborés et mis en oeuvre par les institutions sous-régionales créées à cette fin - CEPGL, OBK, ACTT - dans la perspective d'un espace économique et d'un marché intégrés.

Les profondes mutations intervenues dans l'économie mondiale dans le courant des dix dernières années, se sont traduites, dans les pays des Grands Lacs, par une libéralisation accrue des économies nationales et une mise à jour des stratégies régionales de développement pour l'accélération du processus d'intégration et la promotion d'un secteur privé dynamique et performant.

### **1.2. LES CADRES INSTITUTIONNELS DE LA COOPERATION REGIONALE**

#### **A. LA CEPGL**

La Communauté Economique des Pays des Grands Lacs - CEPGL créée le 20 septembre 1976, regroupe le Burundi, le Rwanda et le Zaïre.

Historiquement, ces trois états ont été administrés par la même puissance coloniale. Cet héritage commun, des points de vue juridique, économique et administratif, et surtout la politique de bon voisinage voulue par les dirigeants des trois états ont été déterminants dans la création de cette institution.

#### **A.1 OBJECTIFS FONDAMENTAUX ET STRATEGIES SECTORIELLES**

La volonté exprimée par les pères fondateurs de la Communauté a été et demeure l'intégration économique en tant que moyen et cadre de résolution des problèmes communs de développement économique et social.

### **1.1. LA SOUS REGION DES GRANDS LACS**

La sous-région des Grands Lacs constitue un ensemble géographique homogène, situé au carrefour de l'Afrique Centrale, Orientale et Australe, de part et d'autre de l'équateur, entre l'embouchure du fleuve Zaïre sur l'Atlantique et les côtes occidentales de l'Océan Indien.

Les états qui la composent - Kenya, Burundi, Ouganda, Rwanda, Tanzanie, Zaïre - couvrent une superficie totale de 4.160.057 km<sup>2</sup>, avec une population estimée en 1993 à 131 millions d'habitants.

L'unicité de ce cadre géographique et géo-climatique, les brassages humains, la similitude des problèmes de développement, une certaine co-propriété de plusieurs espaces naturels - bassins fluviaux, formations lacustres - et une volonté politique affirmée ont généré et entretenu depuis des décennies, une coopération sous-régionale active et multisectorielle.

Des politiques et stratégies communes ainsi que plusieurs projets et programmes de développement ont ainsi été conçus, élaborés et mis en oeuvre par les institutions sous-régionales créées à cette fin - CEPGL, OBK, ACTT - dans la perspective d'un espace économique et d'un marché intégrés.

Les profondes mutations intervenues dans l'économie mondiale dans le courant des dix dernières années, se sont traduites, dans les pays des Grands Lacs, par une libéralisation accrue des économies nationales et une mise à jour des stratégies régionales de développement pour l'accélération du processus d'intégration et la promotion d'un secteur privé dynamique et performant.

### **1.2. LES CADRES INSTITUTIONNELS DE LA COOPERATION REGIONALE**

#### **A. LA CEPGL**

La Communauté Economique des Pays des Grands Lacs - CEPGL créée le 20 septembre 1976, regroupe le Burundi, le Rwanda et le Zaïre.

Historiquement, ces trois états ont été administrés par la même puissance coloniale. Cet héritage commun, des points de vue juridique, économique et administratif, et surtout la politique de bon voisinage voulue par les dirigeants des trois états ont été déterminants dans la création de cette institution.

#### **A.1 OBJECTIFS FONDAMENTAUX ET STRATEGIES SECTORIELLES**

La volonté exprimée par les pères fondateurs de la Communauté a été et demeure l'intégration économique en tant que moyen et cadre de résolution des problèmes communs de développement économique et social.



En effet, aux termes de l'article 2 de la Convention, la Communauté a pour objectifs:

- d'assurer la sécurité des Etats et de leurs populations;
- de concevoir, définir et favoriser la création et le développement d'activités d'intérêt commun;
- de promouvoir et intensifier les échanges commerciaux et la circulation des personnes et des biens;
- de coopérer de façon étroite dans les domaines social, économique, commercial, scientifique, culturel, politique, financier, technique, touristique et plus spécialement en matière judiciaire, douanière, sanitaire, énergétique, des transports et communications.

Une évaluation des activités de la Communauté, intervenue en 1985 a abouti à un recentrage des efforts sur quelques secteurs prioritaires dans les domaines:

- Economique: agriculture, alimentation, industrie, énergie, transports, échanges commerciaux, paiements, libre circulation des biens, capitaux et services;
- Juridique: libre circulation des personnes, droit d'établissement, coopération judiciaire;
- Socio-culturel: emploi, santé, éducation, recherche scientifique, information;
- Politique: Sécurité.

La planification a été utilisée comme méthode possible de définition des orientations générales, d'adoption des stratégies de mise en oeuvre des objectifs et de mobilisation rationnelle des ressources des états membres.

De nos jours, et dans le cadre de l'espace économique néo-libéral qui se met en place en Afrique, les Etats membres de la CEPGL se sont engagés dans un vaste programme de libéralisation de leurs économies, de rétablissement des équilibres macro-économiques avec un désengagement de l'état, une plus grande implication du secteur privé dans les activités de production, et un renforcement du processus d'intégration, dans la perspective de la Communauté Economique Africaine instituée par le Traité d'Abuja.

## **A.2 PRINCIPAUX INSTRUMENTS ET MECANISMES DE LA COOPERATION CEPGL**

Pour la réalisation de ces objectifs, les instances communautaires ont adopté et mis en oeuvre un certain nombre d'instruments juridiques touchant divers domaines de coopération. On en citera notamment:

l'Accord commercial et de coopération douanière;  
 le Protocole portant libéralisation des produits du cru;  
 l'Arrangement monétaire;  
 le Code communautaire des investissements;  
 l'Accord d'exploitation des Télécommunications;  
 le Protocole relatif à la création du Tarif Préférentiel CEPGL;  
 l'Arrangement postal relatif à l'acheminement des dépêches et colis postaux;  
 la Convention relative à la constitution de sociétés communes;  
 la Convention sur la libre circulation des personnes, des biens et des services;  
 l'Arrangement relatif à la libre circulation des fonctionnaires et des hommes d'affaires;  
 la Convention judiciaire en matière civile et commerciale... etc.

Comme il est aisé de le constater, tout ce dispositif - du reste non exhaustif - a été conçu et mis en place pour faciliter les transactions commerciales, la circulation des personnes et des biens, la mise à disposition de l'information économique, la promotion et la sécurisation des investissements.

### **A.3 ACQUIS ET REALISATIONS DE LA COMMUNAUTE**

Sur les 66 Accords, conventions, protocoles et autres textes communautaires, 52 sont déjà appliqués ou en cours d'application, ce qui exprime par dessus tout, la volonté des états membres de promouvoir une véritable coopération régionale, nonobstant les difficultés de tous genres auxquelles ils peuvent être confrontés à un moment donné ou à un autre.

Par ailleurs, la CEPGL a mis en place un certain nombre d'institutions spécialisées dans des domaines aussi prioritaires que l'énergie, la recherche scientifique, la formation et la valorisation des ressources humaines, le financement du développement. Il s'agit de EGL - Energie des Grands Lacs - qui est chargée de la coopération entre les trois états dans le domaine énergétique, sous toutes ses variantes, de la société internationale de l'Electricité - "SINELAC" - de l'Institut de Recherche Agronomique et Zootechnique "IRAZ", de l'Institut Régional de Recherche sur les Maladies Tropicales Transmissibles "IRRM-TT", et de la Banque de Développement "BDEGL".

Pour cette dernière institution - BDEGL - les missions sont de promouvoir le développement économique et social des Etats membres, de renforcer leur coopération en finançant des projets communs, communautaires ou nationaux, publics ou privés, s'intégrant dans les objectifs de la Communauté, de mobiliser les ressources financières intérieures et extérieures, de fournir aux Etats et aux opérateurs économiques l'assistance technique et financière dans les études, la préparation et l'exécution des projets.

### **B. L'ORGANISATION DU BASSIN DE LA KAGERA - OBK**

Organisme à objectifs plus spécifiques, l'OBK, qui regroupe l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie, a pour vocation essentielle la gestion et la mise en valeur des ressources

du bassin de la rivière Akagera.

Ses programmes et projets portent donc principalement sur le développement du potentiel hydrique et hydroélectrique de ce cours d'eau, la promotion des activités agricoles, pastorales et forestières, la production d'engrais et de fertilisants, l'exploitation de la tourbe, les transports et communications, la protection de l'environnement et le tourisme. La circonscription de l'aire de juridiction de l'OBK au bassin du fleuve n'en limite pas moins la dimension de ses activités qui s'intègrent pleinement dans les politiques et stratégies régionales, notamment dans les domaines de l'énergie, de la pêche, des transports et communications.

### **C. L'AUTORITE DE COOPERATION DU TRANSPORT DE TRANSIT DU CORRIDOR NORD - ACTT**

L'importance toute particulière du transport - transit dans les pays des Grands Lacs a justifié la création de cette institution qui regroupe le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda et le Zaïre.

Sa mission essentielle est de

- faciliter le transit de marchandises entre les états membres;
- réduire et éliminer les fraudes douanières liées au transit;
- simplifier et harmoniser les procédures et documents y afférents.

Un certain nombre d'instruments ont été élaborés et mis en oeuvre pour la réalisation des objectifs susmentionnés. Il s'agit notamment des protocoles 2, 3 et 4 qui traitent des couloirs de transit dans chacun des états, du contrôle douanier, de la caution de transit, de l'usage de la déclaration uniforme - DTDR -, de l'harmonisation et de la simplification des procédures administratives et autres documents douaniers d'accompagnement - y compris la lettre de voiture. Dans le même ordre d'idées, il importe de souligner l'existence de longue date, d'accords multilatéraux et bilatéraux liant le Zaïre, le Rwanda et le Burundi à la Tanzanie, pour l'utilisation du corridor central et des infrastructures portuaires de Dar-Es-Salaam.

### **1.3. LE POTENTIEL DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA SOUS REGION**

La sous-région des Grands Lacs recèle d'importantes potentialités de développement dans les domaines minier, agricole et énergétique.

Les ressources minières connues et inventoriées y sont abondantes. En particulier, le bassin minier du sud-est et de l'est du Zaïre recèle d'importants gisements de cuivre, de zinc, de cobalt, d'or, de diamant, de cadmium, de cassitérite et de wolfram.

Dans les autres états, les informations disponibles permettent d'identifier deux régions métallogéniques dans le bassin de la Kagera: une pour le nickel, le cuivre et le cobalt qui couvrirait le Burundi, l'Ouganda et la Tanzanie, et une autre pour la cassitérite et le wolfram

qui concernerait essentiellement le Rwanda et l'Ouganda.

En matière agricole, le climat de type équatorial humide et l'important potentiel hydrique (bassin du Zaïre, lacs Kivu, Tanganyika, Victoria) permettent une gamme variée de cultures tant vivrières qu'industrielles et d'exportation: maïs, haricot, riz, tubercules, palmier à huile, bois, tabac, canne à sucre, banane, soja, café, thé, coton, quinquina. Pour toutes ces spéculations végétales, les possibilités de développement restent assez grandes aussi bien pour l'autosuffisance alimentaire que pour la promotion de l'agro-industrie.

Dans l'espace OBK par exemple (Rwanda, Burundi, Uganda, Tanzanie) qui couvre une superficie totale de 1.178.921 km<sup>2</sup>, 660.671 km<sup>2</sup> soit 56 %, sont des terres à vocation agricole, tandis que les forêts et savanes couvrent 469.820 km<sup>2</sup>.

En matière énergétique et pour le seul Zaïre, le potentiel hydroélectrique est estimé à 100.000MW (Economic intelligence Unit, Country Profile 1993/94). Le complexe d'Inga notamment a une capacité potentielle de 40.000 à 45.000MW et permet déjà des exportations dans les pays limitrophes (Zambie, Zimbabwe, Angola, Congo). De même, un projet de ligne à haute tension Inga-Egypte est à l'étude entre le Zaïre et l'Egypte depuis juillet 1992. Par ailleurs, un important programme d'interconnexion des réseaux électriques des Etats membres de la CEPGL et de l'OBK est présentement en cours d'étude. Il devrait permettre aux Etats de la sous région, une fois réalisé, non seulement de disposer d'une énergie à moindre coût pour les besoins domestiques, mais aussi d'un avantage comparatif certain dans les espaces d'intégration de l'Afrique Centrale, Orientale et Australe.

#### **1.4. L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET JURIDIQUE DES INVESTISSEMENTS DANS LA SOUS REGION DES GRANDS LACS**

Comme les autres états du continent, les pays des Grands Lacs ont fortement subi les effets d'un environnement économique particulièrement défavorable durant les dix dernières années: persistance de la récession dans les pays développés, surproduction et baisse des prix des matières premières et produits de base, suspension de certains accords internationaux de stabilisation des prix, poids du service de la dette, baisse et conditionalité de l'aide publique au développement, inflation à deux chiffres, pression démographique supérieure à la croissance économique.

A ces facteurs dépressifs et pour la plupart exogènes, se sont joints, pour les pays des Grands Lacs, les effets de transitions politiques parfois assez longues et surtout de troubles ethniques qui ont considérablement ralenti l'activité économique entre 1993 et 1994.

Dans ce contexte, le Zaïre et le Rwanda ont enregistré des taux de croissance négatifs de leur PIB de 1991 à 1994 et d'autres agrégats macro-économiques ont connu un dérapage important, notamment au Zaïre: masse monétaire, Prix, Finances Publiques. Néanmoins, et nonobstant cette conjoncture économique difficile, les prévisions à long terme sont jugées bonnes par la Banque Mondiale, en raison des importantes ressources naturelles et autres potentialités

dont dispose le pays. Dans le cas du Burundi il est bon de noter une croissance globalement positive sur l'ensemble de la période, un taux d'inflation à un chiffre, le retour à l'équilibre budgétaire, un doublement des avoirs extérieurs nets et même un solde négatif des créances sur l'état dans la répartition des contreparties de la masse monétaire.

Les autres états - Kenya, Ouganda, Tanzanie - ont enregistré des taux de croissance positifs de leurs PIB (10% pour l'Ouganda en 1994) et une nette amélioration de leurs balances commerciales, en dépit des fortes fluctuations des cours des produits de base.

**Tableau 1:** Evolution de quelques données macro-économiques

	1990	1991	1992	1993	1994
<b>Zaire</b>					
PIB courant (en m de \$US)	8734,8	8533,3	7793,5	6854	nd
Taux de change (en 1993 NZ) pour 1US\$	718,6	15587,0	645549,0	2,51	1194,1
Taux de croissance réelle %	-2,4	-7,2	-10,7	12,6	-7,4
Principales productions					
Cuivre (en tonnes)	338690	276000	147300	48300	33600
Cobalt (en tonnes)	10.000	8600	6400	2200	3600
Diamant (en millions de carats)	19,4	18,3	13,3	15,2	15,6
Exportation , FOB (en m de US\$)	2360,4	1829,9	1219,0	1147,0	1028
Importations FOB (en m de US\$)	1764,1	1244,0	914,0	616,0	581
Taux d'inflation %	+264,9	+4228,5	+2989,6	+4651,2	+23770
<b>Rwanda</b>					
PIB courant (en m de US\$)	2402,4	1691,5	1629,5	1493,4	nd
Taux de change FRW (1US\$)	82,6	125,1	133,4	144,3	"
Taux de croissance réelle %	-1,7	-5,9	-1,3	-10,0	"
Principales productions					
Café (en tonnes)	34700	34200	38800	29200	"
Thé (en tonnes)	12900	13350	13402	nd	"
Pyréthre (en tonnes)	1047	915	nd	nd	"
Exportations FOB (en m de US\$)	102,6	95,6	68,5	67,5	"
Importations FOB (en m de US\$)	227,7	228,1	240,4	294,5	"
Taux d'inflation %	+4,2	+19,6	+9,5	+12,3	"

	1990	1991	1992	1993	1994
<b>Burundi</b>					
PIB courant (en m de US\$)	1148,2	1170,0	1086,8	923,3	1066,8
Taux de change (1US\$ = FBr)	171,3	181,5	208,3	242,8	252,7
Taux de croissance réelle %	3,5	5,0	2,3	-5,5	-18,0
Principales productions					
Café (en tonnes)	34900	34200	37100	22500	40900
Exportations FOB (en m US\$)	72,9	90,7	79,3	75,0	nd
Importations FOB (en m US\$)	189,0	195,9	181,7	172,8	nd
Taux d'inflation %	+7,0	+9,0	4,5	+9,7	+14,9
<b>Ouganda</b>					
PIB courant (en m de US\$)	3970,6	3510,9	3187,5	3395,8	4956,0
Taux de change (1US\$ = NUsh)	428,9	734,0	1133,8	1195,0	979,4
Taux de croissance réelle %	5,1	3,1	8,4	5,5	10,0
Principales production					
Café (en tonnes)	141000	125000	119000	114000	194.000
Exportations (en m US\$)	175,4	172,1	169,3	253,9	539,8
Importations (en m US\$) CAF	545,0	450,6	530,5	717,7	981,0
Taux d'inflation %	33,3	27,7	54,5	5,1	10,0
<b>Kenya</b>					
PIB courant (en m US\$)	7310,6	6935,6	6819,3	4658,2	5749,1
Taux de change (1US\$ = Ksh)	22,92	27,51	32,22	58,0	56,05
Taux de croissance réelle %	4,2	2,1	0,5	0,2	3,0
Principales productions					
Café (tonnes)	86400	85300	75100	79900	90.000
Thé (tonnes)	197000	203600	188100	211.100	209500
Tourisme (visiteurs)	598000	560000	515000	549000	676000
Exportations FOB (en m US\$)	1086	1128	1081	1268	1528
Importations CAF (en m US\$)	2221	1924	1834	1744	2053
Taux d'inflation %	+15,8	+19,6	+27,3	+46,0	28,8

	1990	1991	1992	1993	1994
Tanzanie					
PIB courant (en m US\$)		2858,4	2570,4	2375,3	2449,0
Taux de change (1US\$ = Tsh)		219	298	405	510
Taux de croissance réelle %		0,7	2,6	4,4	3,5
Principales productions					
Café (en tonnes)		44100	48000	59200	36600
Coton (en tonnes)		49200	90700	105300	50700
Exportations FOB (en m US\$)		335	401	439	519
Importations CAF (en m US\$)		1477	1510	1465	1505
Taux d'inflation %		+22,2	+23,1	+25,3	+34,1

Sources: Economic Intelligence Unit; Banques Centrales Etats membres.

n.d.: non disponible



Du reste, tous les états de la sous-région sont engagés depuis quelques années, avec le concours des Institutions Internationales, dans d'ambitieux programmes d'ajustement structurel dont les objectifs majeurs restent le rétablissement des équilibres macro économiques (Budget, Balance des paiements, masse monétaire, prix) et le retour à une croissance durable. Ces programmes de réforme se sont traduits entre autres par un désengagement progressif de l'état des secteurs productifs, l'ouverture au capital privé de plusieurs entreprises publiques, la baisse de la fiscalité, la libéralisation du commerce extérieur et des prix, un assouplissement de la réglementation en matière de change.

#### **A. Les P.A.S. et le nouvel environnement économique**

Nonobstant le fait que ces programmes d'ajustement structurel ont été conçus, négociés et conclus dans un cadre bilatéral (chacun des états avec les institutions de Bretton Woods), la similitude de leurs objectifs permet de faire à l'échelle sous-régionale, une synthèse des principales réformes économiques initiées dans les différents états.

##### **A.1 Les finances publiques**

Les réformes initiées en matière de finances publiques ont pour principaux objectifs la réduction sur un moyen terme des déficits budgétaires et le retour à un équilibre durable entre recettes et dépenses.

Les systèmes fiscaux ont ainsi fait l'objet de changements majeurs pour

- accroître les recettes par un meilleur rendement des administrations fiscales;
- transformer la plupart des taxes spécifiques en droits ad-valorem;
- réduire la prédominance des droits d'entrée et taxes assimilées au profit de la fiscalité intérieure sur les revenus et la consommation;
- corriger les distorsions induites dans la concurrence par les nombreuses exonérations et exemptions;
- réduire les taux des droits d'entrée et supprimer la plupart des droits de sortie.

Dans l'objectif d'une maîtrise des dépenses publiques et d'une meilleure répartition des ressources entre les budgets de fonctionnement et les budgets d'investissement, les états ont introduit l'usage de nouveaux instruments, notamment des programmes triennaux sectoriels qui définissent, sur un moyen terme, les objectifs à atteindre et les moyens financiers à allouer. Les entreprises publiques ont également fait l'objet de réformes, à la fois pour redynamiser les unités de production et accroître l'efficacité de leur gestion. Une nouvelle classification de ces entreprises a permis de réduire considérablement le nombre - des établissements publics, exploitant un service d'intérêt général dans un environnement non concurrentiel et celui - des sociétés nationales, à vocation industrielle et commerciale, fonctionnant exclusivement selon les règles de gestion privée, et dans lesquelles les états ont voulu conserver à titre particulier, des parts importantes de capital.

La plupart des entreprises dont le caractère public ne s'imposait pas, ont fait l'objet de restructurations, privatisations ou liquidations.

En vue d'augmenter les recettes courantes et réduire ainsi les subventions directes ou indirectes de l'état, les tarifs des services publics à caractère commercial ont été périodiquement ajustés de manière à dégager des marges bénéficiaires raisonnables. Pour les services non commerciaux fournis par l'état, les taux des redevances payées par les usagers ont été davantage rapprochés des niveaux nécessaires à la couverture des coûts.

## **A.2 Le commerce extérieur**

Les actions déployées dans ce domaine ont visé essentiellement une promotion des exportations et une libéralisation des importations.

Pour les exportations, l'objectif des programmes nationaux est la diversification en vue d'améliorer les balances des paiements et réduire la dépendance des états vis à vis de quelques produits de base: café, thé, cuirs et peaux. Ainsi les formalités à l'exportation ont été allégées dans tous les états, des fonds de promotion ont été créés ici et là et plusieurs droits de sortie ont été supprimés. En matière d'importations, l'arsenal des procédures administratives - autorisations préalables, préaffectation des devises, commissions de licence - a été progressivement assoupli pour éliminer les situations de monopole, favoriser la concurrence et une utilisation optimale des allocations en devises. De même, les protections quantitatives - quota, contingentements -, ont été remplacées par une fiscalisation au cordon douanier, conformément aux nouvelles règles définies dans le cadre de l'Uruguay Round.

## **A.3 Les politiques des prix**

Le volet "Prix" des programmes nationaux d'ajustement structurel s'est traduit par une libéralisation à grande échelle qui a vu entre autres la suppression:

- des prix minima aux producteurs (agriculteurs & éleveurs);
- du contrôle des marges bénéficiaires et
- du régime de fixation des prix pour les produits de consommation courante.

Les rares biens et services encore soumis à réglementation, dans certains états, concernent l'exploitation des services publics (eau, électricité, télécommunications), les produits pétroliers, les produits pharmaceutiques et les consultations médicales.

## **A.4 Politiques monétaires & taux de change**

La plupart des monnaies des états de la sous-région ont été dévaluées de 30 à 40% durant les 5 dernières années, pour rétablir de manière durable la compétitivité de l'économie et stimuler une relance des exportations.

En matière monétaire, les états se sont engagés dans des programmes de reconstitution des réserves de change, d'augmentation et parfois de doublement des avoirs extérieurs (Burundi, Ouganda), de réduction drastique des créances sur l'état et de maintien des créances sur l'économie à un niveau compatible avec les besoins réels des entreprises et l'objectif d'un taux d'inflation à un chiffre.

Le secteur financier a également été restructuré avec pour objectifs la maîtrise de l'inflation, l'accroissement de l'épargne monétaire, l'orientation sélective du crédit vers les investissements rentables, l'augmentation du volume du crédit alloué au secteur privé et la promotion d'une plus large concurrence entre les banques. Parmi les réformes initiées à cet effet, on notera la modification du régime fiscal applicable aux provisions pour créances douteuses ou litigieuses et l'augmentation du capital des institutions financières pour respecter les ratios prudentiels, l'augmentation des taux de réserves obligatoires, la modification de la structure des taux d'intérêt dans la perspective de leur libéralisation, et la mise en place de mécanismes souples de refinancement.

De même, les textes législatifs ont été modifiés pour un renforcement de l'autonomie des Banques Centrales et un audit plus régulier des banques primaires et établissements financiers.

#### **A.5 Les politiques sectorielles et l'ajustement structurel**

En plus des mesures d'ordre macro-économique, les programmes nationaux d'ajustement structurel comportent d'importantes composantes sectorielles qui définissent les réformes structurelles envisagées pour une croissance durable des secteurs clés de l'économie: agriculture, industrie, énergie, transports.

##### **A.5.1. L'agriculture**

Les pays des Grands Lacs ayant essentiellement une vocation agricole, d'importants programmes d'ajustement sectoriel ont été adoptés pour l'agriculture. Les objectifs majeurs de ces programmes sont d'assurer la sécurité alimentaire eu égard au taux de croissance de la population, d'augmenter le revenu monétaire des paysans et de diversifier les cultures d'exportation ainsi que les spéculations commercialisées dans la sous-région.

Les mesures prises ou envisagées à cet effet concernent plusieurs volets de la politique agricole.

##### **A.5.1.a. La révision des modes d'intervention de l'état**

L'action des pouvoirs publics en milieu rural passe progressivement d'un encadrement de type autoritaire à une approche de persuasion par l'exemple et les incitations. Les supports de cette nouvelle approche sont essentiellement l'expérimentation localisée des résultats de la recherche - développement, la mise à disposition des intrants agricoles et la démonstration dans les champs du paysan.

#### **A.5.1.b. La promotion des filières et la spécialisation régionale**

Les productions agricoles constituant pour la plupart des pays de la sous-région (Ouganda, Rwanda, Burundi, Tanzanie) les bases de l'industrie manufacturière et du commerce extérieur, les états développent de plus en plus le concept de projets-filière pour optimiser l'exploitation des produits de rente.

Le développement de ces filières s'accompagne en même temps de leur privatisation, notamment pour les cultures d'exportation - café, thé - et les cultures de substitution aux importations - riz, canne à sucre, blé -.

Pour les spéculations vivrières, une politique de spécialisation des différentes zones agrobioclimatiques est encouragée pour créer des marchés dynamiques d'échanges inter-régionaux, appuyés par un réseau de transport plus performant et une large information sur les demandes locales et les prix.

#### **A.5.1.c. La diffusion des intrants**

Les principaux intrants agricoles - engrais, pesticides, semences améliorées - continuent de faire l'objet de distributions gratuites dans le cadre de démonstrations ou de subventions, dégressives et modulées selon les types de culture et leur rentabilité.

A moyen terme, la commercialisation de ces produits devrait passer au secteur privé, le rôle des états se limitant progressivement à l'estimation des besoins et à la mise en place de mécanismes de suivi.

#### **A.5.1.d. Les réformes foncières**

De nouvelles législations foncières sont en cours d'élaboration dans les états de la sous-région avec comme objectifs le regroupement des propriétés, la réalisation d'un cadastre rural, la facilitation et la fiscalisation des transactions foncières. Dans le même temps, des plans d'aménagement des territoires sont à l'étude pour cerner davantage la nature et les différentes vocations des sols: agricole, pastorale, forestière, réserve naturelle ou autres ...etc.

#### **A.5.2. Le secteur industriel**

Différentes mesures ont été prises pour la réhabilitation du secteur minier, la diversification de l'exploitation des ressources naturelles et la promotion des petites et moyennes entreprises. Ce secteur a également été concerné par les réformes mentionnées ci-haut sur les politiques monétaires, les taux de change, les filières des produits agricoles de rente et la libéralisation du commerce.

Suite à toutes ces mesures, la branche manufacturière a enregistré dans une première période une récession en raison de la déprotection tarifaire, de la baisse du pouvoir d'achat des ménages consécutive aux dévaluations monétaires et des troubles politiques intervenus dans certains états de la sous-région. Une amorce de reprise est toutefois perceptible depuis 1995 après la phase de mutations - restructurations des unités industrielles.

#### **A.5.3. L'énergie**

La politique sous-régionale en matière énergétique est orientée prioritairement vers la mise en valeur et l'exploitation en commun du potentiel hydro-électrique qui représente ici, plus que partout ailleurs sur le continent, un atout considérable.

De nouveaux plans directeurs nationaux d'électrification ont été élaborés dans les états membres pour augmenter la production, avec comme principal critère d'appréciation la rentabilité financière des projets (environ de 10% selon les normes suggérées par la Banque Mondiale), et dans la perspective d'une interconnexion des réseaux électriques nationaux.

Ainsi, la plupart des projets - Ruzizi, Inga I & II, Rusumo Falls -, ont été conçus avec une dimension régionale qui devrait induire un effet de synergie sur les activités de production et le processus d'intégration dans son ensemble.

Parallèlement à cet important volet hydro-électrique, un certain nombre de programmes ont été initiés dans les différents états pour le développement et l'utilisation d'autres sources d'énergie: gaz méthane du lac Kivu, tourbières, biomasse, énergie solaire. Les prospections en cours visent, dans un premier temps, à disponibiliser l'information sur le potentiel existant, les technologies requises et les opportunités de marché. Dans une seconde étape, il reviendra au secteur privé de s'engager dans une exploitation optimale de ces sources alternatives, là où les études montreront une bonne rentabilité financière. La problématique de l'environnement a été également intégrée dans cette politique générale. Ainsi, la production et l'utilisation de foyers améliorés ont été promues à une large échelle en milieu rural pour réduire la consommation du bois de chauffe et sauvegarder l'équilibre de l'éco-système.

#### **A.5.4. Les transports**

Une attention toute particulière a été accordée à ce secteur, la plupart des états de la sous-région étant enclavés ou semi-enclavés. Les programmes en cours sont dans l'ensemble orientés vers la réhabilitation, le développement et l'entretien des infrastructures, la combinaison du transport multimodal (ferroviaire, lacustre, routier), l'interconnexion des voies existantes et l'aménagement de corridors de transit.

Les institutions sous-régionales de coopération ont ainsi initié des études sur plusieurs projets de développement - Dragage et/ou balisage des Lacs Kivu et Tanganyika, navigabilité de la rivière Akagera sur le tronçon Lac Victoria - Rusumo, amélioration de la desserte du port

de Kisangani, compagnie aérienne commune CEPGL, création de co-entreprises de transport lacustre ...etc.

Au plan institutionnel, d'autres réformes ont été engagées pour une libéralisation du transport international et des prix, la déréglementation de la sous-traitance, l'assouplissement des procédures pour la création d'entreprises de transport, l'harmonisation des normes techniques des véhicules et la facilitation du transit inter-états.

## **B. Le cadre juridique et fiscal des investissements**

Au plan juridique, les institutions sous-régionales de coopération - en particulier la CEPGL -, ont mis en place un certain nombre d'instruments pour promouvoir les investissements, garantir les capitaux étrangers et stimuler les échanges commerciaux. On notera, permis ces instruments, le code communautaire des investissements, les statuts type des entreprises communes et communautaires CEPGL et les régimes préférentiels des marchés régionaux.

### **B.1. Le code communautaire des investissements de la CEPGL**

Il a été adopté dans le cadre d'un accord signé le 31 janvier 1982 au niveau de la Conférence des Chefs d'état. Aux termes de l'article 1<sup>er</sup>, l'objectif du code est de définir les droits, garanties, obligations et avantages des entreprises communes et communautaires ainsi que les obligations des états membres.

#### **B.1.1. Disposition générales**

##### **Champ d'application & définitions**

L'entreprise commune est définie comme étant une "unité économique", copropriété de tous les états membres ou dans laquelle la part des capitaux détenus par ceux-ci équivaut au moins à 51 % des actions, avec une gestion, un financement et des organes de décision conjoints. Par contre, pour la définition de l'entreprise communautaire, le code n'a pas fait référence à la répartition du capital, mais renvoie, en son article 2, à cinq (5) critères cumulatifs qui peuvent être résumés comme suit:

- la mise en valeur des ressources nationales d'au moins deux états membres ou dont l'exploitation intéresse un autre état membre,
- un marché potentiel dépassant celui de l'état d'implantation,
- un volume minimum d'investissements,
- l'adéquation du projet avec les priorités de développement définies au niveau sous-régional et

- la rentabilité financière.

Cette double configuration correspond, schématiquement, aux sociétés d'économie mixte et aux entreprises privées. Du reste, l'article 4 du code précise que l'entreprise communautaire ou commune peut être:

- à capitaux nationaux, c'est à dire mobilisés dans l'un quelconque des états membres, qu'ils appartiennent à des nationaux ou à des étrangers;
- à capitaux intracommunautaires, composés majoritairement de contributions des états membres ou d'apports de personnes physiques ou morales d'au moins deux états membres;
- à capitaux étrangers, si ceux - ci ont été mobilisés hors de la Communauté et appartiennent à des personnes physiques ou morales étrangères;
- à capitaux mixtes s'il y a mise en commun de capitaux nationaux, intracommunautaires et étrangers.

Le lecteur notera au passage que toutes les formules de partenariat sont possibles et envisagées, le statut d'entreprise communautaire pouvant même être conféré à des sociétés à capitaux entièrement étrangers.

### **Garanties générales**

L'article 10 stipule que les entreprises communautaires à capitaux étrangers ou mixtes jouissent des mêmes droits et bénéficient de la même protection que les entreprises à capitaux intracommunautaires... "Elles ne peuvent faire l'objet d'aucune discrimination devant la loi et ont, en particulier, "la faculté d'acquérir" des droits immobiliers, droits industriels, concessions, autorisations et permissions administratives dans les mêmes conditions que les entreprises appartenant au pays hôte ou à ses ressortissants.

### **Garanties particulières aux capitaux étrangers**

L'article 13 du code dispose, entre autres, que - dans les limites et aux conditions de la réglementation des changes ..., toute entreprise à capitaux étrangers ou à capitaux mixtes, agréée en qualité d'entreprise communautaire ou commune, bénéficie:

#### **a) de la garantie du transfert**

- de la rémunération du capital étranger investi en espèces ou en nature (bénéfices, dividendes);
- du remboursement du principal et des intérêts des emprunts contractés à l'étranger

- et investis dans l'entreprise;
  - du coût de l'assistance technique étrangère indispensable aux activités de l'entreprise;
  - des revenus professionnels du personnel expatrié, des émoluments des commissaires aux comptes étrangers et des tantièmes des administrateurs;
- b) de la garantie d'obtenir les devises nécessaires à l'importation des matières premières, matières consommables et pièces de rechange.

### **B.1.2. Les régimes cadre I et II**

#### **B.1.2.a. Conditions et procédure d'agrément aux régimes privilégiés**

Le entreprises communes ou communautaires - relativement aux critères définis ci-haut (B.1.1) - qui peuvent justifier d'un **volume d'investissements d'un million de dollars US** ou équivalent, peuvent être agréées à l'un des régimes privilégiés prévus par le code. L'agrément est accordé par les instances supérieures de la Communauté, sur demande des promoteurs, adressée au Secrétariat Exécutif de la CEPGL. Un dossier complet est joint à la demande, avec des information sur le planning de production, les spécifications du ou des produits à fabriquer, la technologie et les matières premières utilisées, le calendrier des investissements, les sources de financement, l'étude de marché, le nombre d'emplois prévus et la date de démarrage des activités.

L'acte d'agrément précise le régime accordé, sa durée, les activités pour lesquelles l'agrément est accordé, les avantages et obligations spécifiques de l'entreprise et, le cas échéant, les voies de recours, notamment les modalités d'arbitrage.

#### **B.1.2.b. Mesures incitatives et avantages des régimes spéciaux**

##### **Le régime - cadre I**

Les entreprises agréées à ce régime peuvent bénéficier d'avantages multiples, notamment de l'assistance financière des organismes publics de crédit ou de l'accès prioritaire aux marchés publics de fournitures de biens et services.

En matière fiscale et tarifaire, le code prévoit le bénéfice, sur une période maximale de 5 ans de:

- l'application pour les droits et taxes d'entrée d'un taux unique global compris entre 0 et 5 % sur les importations de matériels, matériaux, machines et outillages nécessaires à la production;
- l'exonération totale ou partielle des droits et taxes d'entrée et des taxes intérieures indirectes sur les matières premières, les matières consommables et les emballages non réutilisables;



- l'exonération ou l'application de taux réduits pour les droits de sortie;
- l'exonération, pour les cinq premières années d'exploitation:
  - de l'impôt sur les bénéfices agricoles, industriels & commerciaux;
  - des redevances foncières, minières ou forestières;
  - de la contribution foncière des propriétés bâties et
  - de la patente.

### **Le régime cadre II**

Il est accordé aux entreprises communautaires ou communes éligibles au régime I et qui, en plus des conditions définies au paragraphe 1.2.a, répondent à l'un des critères ci-après: "une importance prioritaire pour le développement économique et social de la Communauté", des immobilisations justifiant une longue période d'amortissement, une activité d'exploitation minière ou une localisation en dehors des limites des agglomérations urbaines en vue du développement des zones rurales.

En plus des incitations et avantages inscrits au régime I, le code accorde aux entreprises éligibles au régime II une stabilisation de leur impôts directs sur une période maximale de 15 ans (articles 31 à 36) et dans certaines conditions, des droits et taxes d'entrée. Les obligations et avantages découlant de l'agrément à ce régime font l'objet d'une convention d'établissement entre l'entreprise et le pays d'implantation. Les éventuels litiges pouvant survenir entre l'investisseur et les états membres quant à l'application de la convention sont soumis à une procédure d'arbitrage préalablement convenue entre les parties. Toutefois, pour les entreprises à capitaux majoritairement étrangers, le recours à un arbitrage international reste ouvert à tout moment.

### **B.2. Les statuts - type des entreprises communes et communautaires**

Pour la mise en oeuvre du code communautaire des investissements, des statuts - type ont été élaborés pour servir de cadres juridiques de référence aux entreprises s'implantant dans la sous-région et pouvant prétendre aux régimes fiscaux d'exception ci-dessus présentés.

Ou notera ainsi que le statut de l'entreprise commune a été conçu pour les entreprises publiques ou les sociétés d'économie mixte dans lesquelles les états membres et/ou les institutions para-étatiques détiennent ensemble, des parts majoritaires du capital. Cette catégorie d'entreprises a une existence juridique originelle, entièrement "interétatique", non résolutoire, à laquelle vient s'ajouter, à titre subsidiaire et complémentaire, la législation nationale du pays siège, pour combler les éventuelles lacune ou omissions du régime international. Par contre, dans le cas des entreprises communautaires, qui sont des sociétés entièrement privées ou à capitaux majoritairement privés, c'est la loi du pays siège qui est la source principale du droit et qui donc détermine la situation juridique. En dérogation à ce principe, le statut - type accordé par les instances communautaires en application du code vient régir toutes les exceptions à la loi nationale notamment en matière commerciale, fiscale et douanière.

Ces politiques et instruments de libéralisation économique et de promotion des investissements sont renforcés par l'appartenance des états de la sous-région aux espaces d'intégration de l'Afrique Centrale, Orientale et Australe, qui offrent des marchés prometteurs pour une gamme variée de biens et services.

### **B.3. Les régimes préférentiels des communautés régionales**

En plus des institutions sous-régionales de coopération - CEPGL, OBK, ACTT -, les pays des Grands Lacs sont également membres à part entière du Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe - COMESA - et, pour certains d'entre eux - Zaïre, Rwanda, Burundi - de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale - CEEAC.

Cette position géographique et ce réseau institutionnel confèrent aux opérateurs économiques de la sous-région l'accès à des marchés plus larges et déjà structurés, tant pour leurs approvisionnements que pour l'écoulement de leurs produits.

En effet, toutes ces institutions ont mis en oeuvre des régimes tarifaires préférentiels pour les produits originaires et des mécanismes de facilitation des paiements, par le biais de chambres régionales de compensation.

#### **B.3.1. Le marché COMESA**

Le COMESA, qui regroupe une vingtaine de pays de l'Afrique australe et orientale a, entre autres objectifs majeurs, la mise en place, à l'horizon de l'an 2000, d'une union douanière totale, avec une élimination des barrières non tarifaires et un désarmement douanier entre les états membres, l'application d'un tarif extérieur commun et d'une politique commerciale commune à l'égard des pays tiers.

Un tarif préférentiel intra Comesa a déjà été adopté et mis en application. Il institue un schéma progressif de désarmement tarifaire pour tous les produits fabriqués dans le Marché commun et répondant aux critères d'origine. Aux termes des articles 2, 3, 4 et 5 du Protocole sur les règles d'origine, sont déclarés originaires des Etats membres et donc éligibles au tarif préférentiel COMESA:

- les produits à l'état brut des règnes animal, végétal et minéral, extraits sur le territoire de l'un quelconque des états membres;
- les produits industriels fabriqués à partir de matières premières entièrement communautaires;
- les produits industriels dans la fabrication desquels les matières premières communautaires représentent au moins 40% de la valeur totale des matériaux utilisés et qui, dans leur processus de fabrication, contiennent une valeur ajoutée équivalente à 45% de leur prix de revient départ usine.

Pour certains produits jugés "d'une importance particulière pour le développement économique des états membres", ce taux de valeur ajoutée requise est ramené à 25 %. Le lecteur notera au passage que ces nouvelles règles d'origine ne font plus cas de la répartition ou de l'origine du capital des entreprises productrices, comme précédemment dans le Traité de la ZEP, ce qui procède d'un souci pertinent de libéralisation des investissements dans le marché régional.

Le processus engagé vers l'union douanière est déjà opérationnel. Au 31 décembre 1995, les réductions tarifaires déjà opérées sur le commerce intra COMESA de produits originaires avaient atteint 70 % du droit commun et l'objectif d'un taux 0 à l'horizon 2000 paraît aujourd'hui plus que probable.

Ce désarmement linéaire s'accompagne de l'utilisation d'une nomenclature tarifaire unifiée basée sur le SH, de l'adoption de normes communes pour la définition de la valeur en douane, de la simplification et de l'harmonisation des documents de transit.

### **B.3.2. Le marché CEEAC**

Bien qu'à un stade moins avancé que celui du COMESA, le processus d'intégration engagé dans le cadre de la CEEAC n'en constitue pas moins une perspective de marché régional impliquant au moins 3 des états de la sous-région des Grands Lacs - Zaïre, Rwanda, Burundi. Là aussi, l'objectif est de mettre en place, au terme d'un processus de 12 à 20 ans, une union douanière complète avec cinq (5) étapes distinctes:

- stabilisation des régimes fiscaux et douaniers
- création d'une zone de libre échange avec élimination des barrières non tarifaires
- mise en place d'un tarif extérieur commun
- harmonisation de la fiscalité intérieure sur les biens et les services
- libre circulation des personnes et des capitaux.

Au plan monétaire, il est important de souligner que 6 des 10 états membres utilisent déjà une monnaie unique et convertible, le franc CFA, ce qui constitue un atout majeur pour les transactions commerciales et les mouvements des personnes. Le dispositif institutionnel de la Communauté comprend également une chambre de compensation dont le rôle est de faciliter les paiements et la coopération monétaire dans l'ensemble régional.

### **Conclusion**

Le processus de libéralisation et d'intégration des économies nationales ainsi décrit implique, pour les institutions de coopération de la sous-région, une actualisation des stratégies de mise en oeuvre de leurs objectifs sectoriels, à travers la dévolution d'un rôle prépondérant au secteur privé, une plus grande mobilité des biens et des capitaux, une régionalisation et une meilleure complémentarité des activités économiques.

C'est dans cette perspective que la CEPGL, l'OBK et l'ACTT organisent une première réunion de concertation tripartite entre les institutions sous-régionales de coopération, les opérateurs économiques africains et européens, et les ONGs autour des projets d'intégration portant notamment sur le désenclavement régional (transports aérien et lacustre), l'optimisation du potentiel hydro-énergétique (interconnexion), la mise en valeur des ressources minières, le développement de l'agro-industrie, la promotion de petites et moyennes entreprises dans différentes branches d'activités. Ces projets sont présentés dans les chapitres II à V ci-après sans préjudice de ceux qui pourraient être formulés et soumis par les opérateurs économiques régionaux.

## **CHAPITRE II: PROJETS SOUMIS AUX OPERATEURS ECONOMIQUES & INVESTISSEURS**

## **2.1. FICHE DE PROJET I: INTERCONNEXION DES RESEAUX ELECTRIQUES DES ETATS MEMBRES DE LA CEPGL & DE L'OBK**

### **A. CONTEXTE DU PROJET**

#### **1. Description du secteur**

Le continent africain présente, entre autres caractéristiques, un très faible niveau de consommation d'énergie par tête d'habitant avec 12 % de la population mondiale et une part dans la consommation d'énergie ne dépassant pas 3 %. Si plusieurs régions du continent disposent d'un important potentiel énergétique, celui-ci est insuffisamment mis en valeur, souvent pour non disponibilité de capitaux, faiblesse des institutions régionales d'intégration, inadéquation du cadre réglementaire des investissements.

Cette situation est bien reflétée dans les pays de l'espace CEPGL - OBK qui ont la double particularité d'être abondamment dotés en potentialités hydro-électriques et d'avoir en même temps un taux de raccordement assez faible, de l'ordre de 2 à 4 %.

Le potentiel de production d'électricité de ces pays à partir de barrages, n'est en effet utilisé qu'à:

- 14 % au Rwanda
- 10 % en Ouganda
- 9 % au Burundi
- 9 % en Tanzanie et
- 4 % au Zaïre

Les raisons de cette faible utilisation du potentiel existant résident dans plusieurs facteurs dont

- le coût très élevé des investissements nécessaires à la réalisation de barrages hydroélectriques, conjugués avec la raréfaction des ressources intérieures et extérieures;
- les maigres performances des sociétés et compagnies nationales d'électricité;
- le faible taux d'urbanisation de certains états;
- la dispersion de l'habitat en milieu rural, notamment au Rwanda et au Burundi.

#### **2. Stratégie régionale**

La rareté des ressources destinées au développement en général et au secteur énergétique en particulier, a conduit les pays concernés à instituer des regroupements sous-régionaux pour une utilisation rationnelle et efficiente des quelques moyens disponibles. L'interconnexion des réseaux électriques est ainsi apparu comme l'une des formes de coopération les plus appropriées pour relever les défis en matière énergétique.

Parallèlement à la création d'un réseau régional par interconnexion, les états, dans le domaine de l'électrification rurale, s'acheminent progressivement vers l'abandon des groupes électrogènes, trop onéreux, et leur remplacement par la mise en place de micro-centrales hydroélectriques. Dans les zones où ces deux solutions (interconnexion ou petits barrages) ne seraient pas applicables, les efforts seront orientés vers la promotion des énergies nouvelles et renouvelables, le solaire notamment.

### **3. Actions antérieures**

Plusieurs initiatives ont déjà été prises dans la sous-région. On en notera surtout la création, par les états membres de la CEPGL, de EGL (Energie des Grands Lacs) et de SINELAC (Société Internationale d'Electricité des Grands Lacs). Ces institutions ont, jusqu'à une date récente, bien rempli leurs rôles respectifs dans ce domaine de coopération, avec notamment les Centrales Ruzizi I et II, même si leur efficience est aujourd'hui fortement affectée par les difficultés financières que connaissent les sociétés d'exploitation des réseaux électriques des états membres - SNEL, ELECTROGAZ, REGIDESO -.

Par ailleurs, durant les dix dernières années, plusieurs études ont été menées pour une redynamisation et un développement du secteur énergétique dans la sous-région. Il s'agit notamment de

- l'étude/évaluation de l'Energie des Grands Lacs - EGL - réalisée en 1989 conjointement par le PNUD et la Banque Mondiale;
- l'étude de pré faisabilité de l'interconnexion des réseaux électriques des dix pays de la zone D; Mai 1993, EDF International;
- l'étude de faisabilité technico-économique de l'interconnexion des réseaux électriques de l'EGL (Rwanda - Burundi - Est Zaïre) et de la TANESCO (Tanzanie), à partir du projet de centrale de Rusumo Falls; TRACTEBEL; 1988;
- l'étude sur l'interconnexion des réseaux électriques des Etats membres de la CEPGL et de l'OBK; CEA/MULPOC de Gisenyi; Novembre 1995; et de
- Key issues facing the electricity sector in Tanzania - réalisée par LUHANGA Barunany/TANESCO.

Dans ces différents rapports, il a été procédé à une analyse approfondie des possibilités de développement du secteur énergétique dans une dimension régionale et à travers les institutions de coopération existantes.

## **B. JUSTIFICATION DU PROJET**

### **1. La situation actuelle**

Dans l'espace CEPGL - OBK, le secteur de l'énergie électrique est érigé en service public, essentiellement exploité par des sociétés nationales. L'Etat est propriétaire des installations de production, de transport et de distribution de l'électricité. Les investissements ont été jusque là réalisés sur des fonds nationaux, des emprunts extérieurs et/ou des aides publiques non remboursables. Dans chacun des états de la sous-région, un Plan Directeur National d'électrification a été élaboré par le Ministère chargé de l'énergie et la société nationale d'exploitation, avec des objectifs de mise en valeur des potentialités, de développement de la production et d'interconnexion avec les pays voisins. Mais la raréfaction de plus en plus grande des sources de financement et l'obligation des états de faire des choix parmi plusieurs priorités économiques et sociales ont beaucoup freiné les investissements dans ce secteur par ailleurs très capitalistique et nécessitant des fonds considérables pour la réalisation de centrales et de réseaux de distribution.

Ainsi, plusieurs programmes d'investissement dans les unités de production et les infrastructures de transport d'énergie n'ont pu être réalisés et d'autres projets ont vu leurs délais de réalisation largement dépassés, s'ils n'ont pas été purement et simplement abandonnés.

A ces défaillances liées à la récession économique, sont venus s'ajouter, dans le cas du Rwanda et du Burundi, les dommages causés sur les centrales et les postes de transformation lors des troubles politiques survenus en 1993 et 1994.

Au total, les moyens de production n'ont pas suivi l'accroissement de la demande. Des pays jusque là excédentaires (Uganda notamment), arrivent tout juste, aujourd'hui, à couvrir leurs besoins aux heures de pointe. La production d'EGL est inférieure à la demande et chacun des états qui en sont membres est déficitaire. Au Rwanda, ce déficit est tel que la capitale - Kigali - connaît un manque chronique d'électricité, toutes choses qui ne favorisent pas la relance de l'économie dans la sous-région. Dans le cas du Zaïre, s'il existe bien une ligne de transport de 400KV en courant continu qui traverse une grande partie du pays, les infrastructures de piquage pour l'électrification rurale n'ont pas été réalisées.

### **2. Objectifs du Projet - Situation escomptée**

#### **a) Objectifs généraux**

L'objectif majeur est d'arriver à une exploitation commune des ressources énergétiques de la sous-région, une plus forte intégration des réseaux électriques et à une mise en commun de l'expertise des sociétés nationales pour résoudre les problèmes identifiés.

Cette coopération, qui sera à la fois bilatérale et multilatérale, devrait toucher les domaines ci-après:



- l'équipement et l'exploitation en commun des sites de production;
- l'interconnexion des réseaux de transport et de distribution;
- l'électrification des localités frontalières;
- la mobilisation en commun des investissements privés pour le financement des ouvrages;
- le partage d'expérience entre les sociétés nationales.

En particulier, l'interconnexion des réseaux vise essentiellement une gestion plus rationnelle des excédents et des déficits énergétiques des pays de la sous-région et un partage judicieux des risques et des charges d'investissement. Elle doit permettre d'obtenir:

- une réduction du coût unitaire du KWH offert, par la réalisation d'économies d'échelle;
- un plus grand marché pour une pleine utilisation du potentiel existant;
- une meilleure adéquation entre l'offre et la demande régionale;
- la substitution de l'électricité à d'autres formes d'énergie;
- le développement de l'électrification des zones rurales traversées par les lignes d'interconnexion; et
- l'amélioration de la fiabilité des systèmes.

#### **b) Les objectifs spécifiques**

Les projets à réaliser peuvent être répartis sur le moyen et le long terme.

Entre 1996 et 2001, les priorités seront:

- l'interconnexion des réseaux Ouganda - Rwanda par une ligne 132/110KV de 270Km de longueur;
- l'installation d'une turbine à gaz de secours à Kigali, d'une puissance de 10MW fonctionnant au gasoil;
- l'aménagement de Rusumo Falls sur la rivière Akagera, avec:
  - construction de la centrale et du poste de transformation;
  - " de la ligne 110KV Rusumo-Rwanda;
  - " " 110KV Rusumo-Burundi;
  - " " 220KV Rusumo-Mwanza (Tanzanie);
  - " " 220KV Rusumo-Ouganda.
- Construction d'une centrale thermique fonctionnant à partir du gaz méthane du Lac Kivu.

L'étude réalisée par TRACTEBEL sur le projet de centrale de Rusumo Falls a fait ressortir, entre autres, un taux de rentabilité exceptionnel (94 %) et des bénéfices actualisés

considérables. Pour l'interconnexion Ouganda - Rwanda, il faut noter - déjà -, la réalisation de la phase I avec une ligne de 30KV reliant Katuna (en Ouganda) à Gatuna (au Rwanda) sur 28km avec une puissance de 5MW. La phase II concernera donc la ligne de 132/110KV d'une longueur de 270Km et d'une puissance de 20MW. Il s'agit d'un projet très viable qu'il faut réaliser en première urgence pour couvrir une partie du déficit rwandais. Toutefois sa mise en oeuvre demandant un délai approximatif de 26 mois (mi 1998), la solution palliative pourrait être l'installation d'une turbine à gaz (centrale thermique) de 10MW utilisant du gasoil fonctionnant aux heures de forte demande pour écrêter la pointe.

A moyen terme - et toujours pour le cas du Rwanda -, il faudra réaliser une centrale thermique exploitant le gaz méthane du lac Kivu. La quantité de méthane dissout y est estimée à 60 milliards de Nm<sup>3</sup> dont 50 milliards exploitables avec une formation annuelle de 250 millions de Nm<sup>3</sup> et un renouvellement constant, ce qui en fait pratiquement une ressource inépuisable.

L'exploitation de 75 à 100 millions de Nm<sup>3</sup>/an permettrait d'alimenter une turbine à gaz de 20MW. La centrale installée à MPEMBE (Kibuye) serait reliée au reste du réseau par une ligne de 110KV allant jusqu'au poste de transformation de Karongi.

**Tableau 2: Tableau récapitulatif des projets prioritaires (1995 - 2001)**

Projets	Puissance (MW)
1. Interconnexion Ouganda - Rwanda * ligne de 270km de long allant de Mbarara en Ouganda à Gironde au Rwanda	132/110KV 20 MW de puissance transitée
2. Turbine à gaz de secours à Kigali (fonctionnant au gasoil)	10 MW
3. Rusumo Falls * Centrale et sous-station * Ligne Rusumo - Rwanda * Ligne Rusumo - Burundi * Ligne Rusumo - Tanzanie * Ligne Rusumo - Ouganda * Transformateur 70MVA * Equipement PSS à Ruzizi II	61 MW
4. Gaz Méthane du Lac Kivu  * Installation d'une centrale thermique avec des turbines à gaz	10 à 40 MW

Sur le long terme - au delà de 2001 -, les objectifs porteront sur l'aménagement complet d'INGA (Zaïre) avec une puissance totale installée de 42.050 MW répartie comme suit:

INGA I	350 MW
INGA II	1400 MW
INGA III	1300 MW
Grand INGA	39000 MW

Avec ce complexe, plusieurs interconnexions seraient envisagées, notamment:

- Zaïre - Congo - Gabon
- Zaïre - Egypte avec prolongement vers le Maghreb via la Lybie
- Zaïre - Afrique du Sud via l'Angola et la Namibie et
- Renforcement de la liaison Zaïre - Zambie

La réactualisation des études et la recherche de financement devraient d'ores et déjà être engagées.

La réalisation dans le temps de tous ces projets devrait s'accompagner d'un certain nombre d'actions de nature à optimiser les investissements. Il s'agirait principalement:

- de l'assainissement des sociétés d'exploitation
- du développement des ressources humaines et
- de la mise en place d'un réseau d'information (Banque de données énergétiques)

### 3. Stratégie de mise en oeuvre

Comme souligné plus haut, les sources traditionnelles de financement - fonds propres, emprunts multilatéraux, aide publique au développement - se sont relativement amenuisées depuis le milieu de la décennie 80. Les états de la sous-région et leurs institutions de coopération entendent donc, en plus de l'assistance des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, orienter leurs efforts vers une forte mobilisation des investisseurs privés et un recours aux marchés financiers.

La promotion du secteur privé - y compris dans les secteurs jusque là dominés par les entreprises publiques - est du reste l'un des axes majeurs des nouvelles politiques économiques néo-libérales engagées par les états de la sous-région dans le cadre des programmes nationaux d'ajustement structurel.

L'intervention des investisseurs privés sera organisée par et avec les sociétés d'exploitation existantes, selon des modalités à convenir, parmi celles présentement utilisées pour ce type de réalisations, notamment:

- le "BOO" - Build - Operate - Own
- le "BOM" - Build - Operate - Maintain et
- le "BOT" - Build - Operate - Transfer

Ces concepts peuvent être traduits respectivement par

- Réalisation - Exploitation - Droit de propriété
- Réalisation - Exploitation - Maintenance
- Réalisation - Exploitation - Transfert de propriété

On notera avec intérêt que cette dernière formule - BOT - vient d'être expérimentée (1994 - 95) avec beaucoup de succès en Côte d'Ivoire entre la Compagnie Ivoirienne d'Electricité CIE et la société CIPREL, créée pour la circonstance par SAUR et EDF. Il s'agit d'une convention pour la construction, l'exploitation et le transfert de propriété (après 19 ans) d'une centrale thermique de production d'électricité à partir du gisement gazier de Foxtrot, avec une puissance installée de 100MW.

Cette formule pourrait être utilisée pour la réalisation des projets identifiés ci-dessus, parallèlement à l'ouverture du capital des sociétés nationales d'exploitations aux investisseurs privés.

### **C. CADRE JURIDIQUE ET/OU INSTITUTIONNEL**

Les maîtres d'oeuvre de ces différents projets seront les sociétés nationales qui utiliseront, concomitamment:

- l'ouverture de leur capital à des partenaires privés et leur mutation en sociétés d'économie mixte;
- la passation de conventions type BOT - Build - Operate - Transfer - avec des entreprises privées;
- les emprunts auprès des bailleurs de fonds multilatéraux et sur les marchés financiers.

### **D. BESOINS FINANCIERS - INFRASTRUCTURES**

Pour les projets à moyen terme (1996 - 2001), les besoins ont été quantifiés pour 3 des 4 volets retenus:

- Ligne Uganda - Rwanda 132/110KV, 270Km, 25 millions de dollars
- Turbine à gaz de secours à Kigali, 12,2 millions de dollars
- Complexe Rusumo Falls 228,7 millions de dollars

Le projet de centrale thermique exploitant le gaz méthane du Lac Kivu devra faire l'objet d'une étude complémentaire de factibilité pour en déterminer le coût et l'impact sur l'écosystème.

**Tableau 3: Tableau récapitulatif des projets prioritaires (1995 - 2001)**

Projets		Puissance (MW)	Coût (Millions \$US)
1.	Interconnexion Uganda - Rwanda * ligne de 270km de long allant de Mbarara en Uganda à Gironde au Rwanda	132/110KV 20MW de puissance transitée	25
2.	Turbine à gaz de secours à Kigali (fonctionnant au gasoil)	10MW	12,2
3.	Rusumo Falls * Centrale et sous-station * Ligne Rusumo - Rwanda * Ligne Rusumo - Burundi * Ligne Rusumo - Tanzanie * Ligne Rusumo - Uganda * Transformateur 70MVA * Equipement PSS à Ruzizi II	61MW	139,756 12,055 16,300 41,242 19,000 0,228 0,086
	Total Rusumo		228,667
4.	Gaz Méthane du Lac Kivu  * Installation d'une centrale thermique avec des turbines à gaz * Une étude factibilité devra être faite pour déterminer les coûts et s'assurer que l'écosystème ne sera pas perturbé pendant l'exploitation	10 à 40MW	à déterminer

**Tableau 4: RECAP. COST ESTIMATE FOR RUSUMO FALLS PROJECT WITH INTERCONNECTION OF THE NETWORKS (IN 10<sup>3</sup> \$ US JANUARY 1995)**

<b>1. RUSUMO POWER PLANT AND SUBSTATIONS</b>	
1.1. Civil works	70,623
1.2. Mechanical equipment	23,040
1.3. Electrical equipment	26,793
1.4. Operations housing	2,835
1.5. Related facilities	7,325
1.6. Design and supervision	9,140
<b>TOTAL POWER STATION</b>	<b>139,756</b>
<b>2. Interconnection lines and connection to existing substations (including design and supervision)</b>	
2.1. to RWANDA (110 KV)	12,055
2.2. to BURUNDI (110 KV)	16,300
2.3. to TANZANIA (220 KV)	41,242
<b>TOTAL LINES</b>	<b>69,597</b>
<b>3. Additional PSS equipment at RUZIZI II</b>	<b>86</b>
<b>4. Possible additional cost for a 70 MVA 110/220 KV interconnection transformer</b>	<b>228</b>
<b>OVERALL 1+2+3+(4)</b>	
• with 48 MVA interconnection transformer	209,439
• with 70 MVA interconnection transformer	209,667

Source: TRACTEBEL

Note: Les sommes qui étaient calculées en ECA ont été converties par nos soins en dollars US.

Tableau 5: Fiche de calcul du coût annuel des projets (Parmi ces projets nous avons choisi celui de Nyabarongo (27 MW) pour le comparer à la ligne 110KV UGANDA - RWANDA)

Projets	Puissance installée (P) (MW)	Investissement brut (IB) (M\$EU)	Coefficient pour infrastructures (c)	Indébit intercalaires (IDC = (c-1)*IB)	Investissement net (IDC compris) (M\$EU) (IN = IB + IDC = c*IB)	Multiplieur d'actualisation (k)	Annuité d'investissement (M\$EU) (AI = K*IN)	Coûts fixes d'exploitation (M\$EU) (CFE)	Coût total annuel (M\$EU) (CTA = AI + CFE)	Coût total annuel par MW (M\$EU/MW) (CTA/MW = CTA/P)
Taux d'actualisation à 14%										
Projet A: Centrale hydroélectrique de Nyabarongo	27,5	61,160	1,200	12,232	73,392	0,102	7,585	0,917	8,422	0,306
Projet B: Ligne électrique 110 KV	20,0	25,000	...	...	25,000	0,106	2,652	0,250	2,902	0,145
Taux d'actualisation à 12%										
Projet A: Centrale hydroélectrique de Nyabarongo	27,5	61,160	1,200	12,232	73,392	0,121	8,903	0,917	9,820	0,357
Projet B: Ligne électrique 110KV	20,0	25,000	0,000	...	25,000	0,124	3,104	0,250	3,354	0,168
Taux d'actualisation à 14%										
Projet A: Centrale hydroélectrique de Nyabarongo	27,5	61,160	1,200	12,232	73,392	0,141	10,330	0,917	11,247	0,409
Projet B: Ligne électrique 110KV	20,0	25,000	0,000	...	25,000	0,143	3,570	0,250	3,820	0,191

Source: Nos calculs

Pour les projets à long terme - complexe d'Inga - les besoins immédiats concernent la réactualisation des études qui devraient être prêtes vers 1999 pour la recherche de financement.

#### **E. APPORTS & RISQUES**

Les opérateurs économiques apporteront des capitaux et une technologie appropriée pour

- la transformation des sociétés nationales en sociétés d'économie mixte; et
- la création de sociétés pour la réalisation d'opérations BOT.

Les états de la sous-région et leurs sociétés d'exploitation électrique procéderont à l'ouverture du capital desdites sociétés et apporteront les droits de concession de type BOT pour la réalisation de certains ouvrages (Centrale Rusumo notamment). Les bailleurs de fonds traditionnels - Banque Mondiale, Banque Européenne d'Investissement, Banque Africaine de Développement, FED, PNUD assisteront les états membres pour la réalisation des études complémentaires - Centrale thermique Lac Kivu, INGA -, la restructuration et l'assainissement des sociétés nationales.

Les risques restent limités à ceux ordinairement encourus par les entreprises de production d'électricité déjà existantes dans la sous-région.



## **2.2. FICHE DE PROJET II: CREATION D'UNE COMPAGNIE AERIENNE COMMUNE AUX ETATS MEMBRES DE LA CEPGL**

### **A. CONTEXTE DU PROJET**

Le processus de mondialisation et de libéralisation de l'économie qui vient de franchir une étape cruciale avec la conclusion des négociations du cycle de l'Uruguay, s'est traduit, dans le domaine des transports aériens, par une déréglementation poussée, notamment sur les tarifs, les droits de trafic, les capacités des aéronefs ou les fréquences de vol.

L'âpreté de la concurrence qui en a résulté a eu, entre autres effets majeurs, la disparition de plusieurs petites compagnies et, à contrario, la naissance par fusions, absorptions ou prises de participations croisées, de méga - compagnies opérant, pour la plupart, sur les mêmes marchés.

#### **1. Description du sous-secteur**

Dans les pays de la CEPGL comme dans l'ensemble du continent africain, le transport aérien est caractérisé avant tout par l'exiguïté du marché. D'une manière générale, l'Afrique ne constitue ni une source ni une destination importante dans le trafic aérien international. En 1993, ses parts étaient respectivement de 4,1% pour le trafic "passagers" et 3,7% du fret.

Les compagnies aériennes du continent sont généralement de petite taille, n'ayant pas une surface financière qui leur permettrait d'acquérir de gros porteurs modernes. Ce facteur les exclut de la compétition sur les lignes intercontinentales, en même temps qu'elles partagent leur propre marché avec les grands transporteurs européens (AIR France, Lufthansa, SABENA, British Airways, IBERIA, Alitalia, Swissair, KLM... etc).

Leur seconde particularité est d'être, dans la plupart des cas, la propriété des pouvoirs publics (compagnies nationales) avec une faible autonomie organique et administrative, notamment quand il s'agit de la nomination des principaux dirigeants.

Ces deux caractéristiques se retrouvent, à des degrés divers, au niveau des compagnies aériennes des états membres de la CEPGL. Créées toutes les deux en 1975, Air Burundi et Air Rwanda avaient, jusqu'en 1992 respectivement une flotte de 3 et 5 aéronefs et appartenaient exclusivement aux pouvoirs publics. Un processus de restructuration amorcé en 1990 au niveau d'Air Rwanda a abouti à sa transformation en SARL avec une part du capital détenu par des privés à concurrence de 12%, mais également à une cession de 2 aéronefs en 1992 et 1994, ce qui a réduit sa flotte à 3 appareils.

Pour le Zaïre, la compagnie nationale a été créée en 1961 avec l'assistance technique belge. Elle a ainsi disposé, à sa création, de plusieurs appareils hérités de la SABENA et a connu une période de forte croissance qui a amené sa flotte au milieu des années 70, à 33

aéronefs dont de gros porteurs du genre DC8, F63 et DC10-30. Cette capacité était réduite en avril 1995, à 4 appareils, conséquence d'une longue récession amorcée au cours de la décennie 80. Cette réduction de la flotte a eu des effets sensibles sur tout le réseau d'exploitation:

- sur les lignes européennes, le nombre des dessertes est passé de 9 à 2 - Paris et Bruxelles - et celles-ci sont exploitées conjointement avec d'autres compagnies comme CAMAIR, SHABAIR et SCIBE;
- en Afrique, les destinations sont passées de 13 à 5; et
- sur le réseau intérieur, Air Zaïre ne dessert plus que 12 centres contre 51 pendant la période de croissance.

Dans l'ensemble CEPGL, le secteur des transports aériens reste donc caractérisé essentiellement par la petite dimension des compagnies nationales, ce qui amplifie l'enclavement des états membres ou de certaines de leurs régions.

## **2. La stratégie régionale**

Pour les états et le SEP/CEPGL, il s'agit avant tout d'inverser cette tendance par une politique de coopération active qui permette de transcender durablement les obstacles posés par l'exiguïté de chacun des marchés nationaux et la faiblesse des flottes locales. La stratégie régionale vise donc à promouvoir la création d'une compagnie aérienne commune, viable et crédible, à la dimension du marché sous-régional, et qui contribuerait au désenclavement des états membres.

## **3. Actions antérieures**

De multiples actions ont été initiées par les états de la sous-région d'abord dans le cadre d'accords bilatéraux, avec pour objectif, la rationalisation de l'exploitation de leurs marchés respectifs.

Un premier accord de coopération a été signé en juillet 1970 entre les gouvernements zaïrois et burundais pour la mise en service de deux liaisons hebdomadaires entre leurs capitales. Cet accord a été complété en 1973 par une convention spéciale sur le transport aérien. Aux termes de celle-ci, Air Zaïre assurait la gestion exclusive des droits de trafic bilatéraux du Burundi avec d'autres états et, en contrepartie, Air Burundi exploitait le trafic entre Bujumbura et les villes zaïroises de Kalemie, Bukavu, Goma, et jouissait de la cinquième liberté de trafic entre Goma et une destination ougandaise.

Des accords similaires ont été passés entre le Zaïre et le Rwanda, notamment l'accord commercial de janvier 1991 qui prévoyait une exploitation commune de la ligne Kigali - Nairobi avec un appareil d'Air Zaïre. Par la suite, cet agrément a été étendu au réseau "long courrier" Kigali - Frankfurt et Kigali - Bruxelles.

A l'échelle régionale, les états membres de la CEPGL ont progressivement inscrit leurs efforts dans la mise en oeuvre de la Déclaration de Yamoussoukro qui a recommandé aux états africains d'engager un processus de fusion de leurs compagnies aériennes nationales.

Dans le même ordre d'idées, on citera le projet de coopération tripartite initié par Air Zaïre et dont l'objectif majeur était d'exploiter en commun les lignes CEPGL - Europe et CEPGL - Afrique. Par ailleurs, plusieurs réunions d'experts et de ministres chargés des transports ont eu lieu dans le cadre de la CEPGL, autour du projet de "compagnie aérienne commune" qui a bénéficié, entre autres, d'un soutien du PNUD ainsi que d'une assistance technique de la Lufthansa et de partenaires russes.

Pour sa part, la CEA/MULPOC de Gisenyi a réalisé plusieurs études dont la plus récente (avril 1995) a porté sur la "Planification de la flotte et l'analyse financière" de la compagnie commune. Les données contenues dans cette étude devraient permettre aux états membres, à leurs compagnies nationales, aux opérateurs économiques et autres investisseurs privés de s'entendre sur les bases et les modalités de mise en oeuvre d'un tel projet.

## **B. JUSTIFICATION DU PROJET**

Comme souligné plus haut, la perspective d'une plus grande libéralisation du commerce mondial des biens et des services (OMC, GATS) rend impératif le regroupement des compagnies nationales africaines par la mise en commun tant de leurs flottes que de leurs droits de trafic. Une telle approche permettrait aux états africains non seulement de rester présents sur leur propre marché mais aussi de rester en compétition sur un marché mondial en expansion, notamment par la signature d'accords de partenariat crédibles.

Dans l'espace CEPGL, la création d'une compagnie aérienne commune répondrait en plus, au double besoin de combler le vide laissé par la quasi - faillite des compagnies nationales et de désenclaver la sous-région.

### **1. Situation actuelle**

Les études disponibles ont mis en évidence l'existence de deux flux de trafic de et vers la CEPGL, l'un avec l'Europe de l'Ouest et l'autre à l'intérieur du continent africain. En 1990, le trafic passager avec l'Europe a atteint le chiffre de 232.826 personnes et celui du fret marchandises s'est situé à 16.061 tonnes avec comme principaux centres, Kinshasa, Lubumbashi, Kigali, Bujumbura, Bruxelles, Paris, Frankfurt et Genève.

Pour la période 1997 - 2002, le taux de croissance de ce trafic est estimé à 5,1 % pour les passagers et 3,9 % pour le fret.

En direction de l'Afrique, le trafic a été de 96.432 passagers et 9881 tonnes de frêt avec comme principaux centres de départ et de destination Nairobi, Dar-Es-Salaam, Luanda, Libreville, Douala, Lagos, Abidjan et Johannesburg. Pour les cinq (5) prochaines années, les taux de croissance de ce trafic sont estimés à 5,5% pour les passagers et 3,9% pour le frêt.

Pour l'essentiel, ce marché reste dominé par des compagnies étrangères - SABENA, Air France, Lufthansa, Camair - et, accessoirement, deux entreprises privées locales - Scibe Air et Shabair.

Les compagnies nationales ne totalisent en effet qu'une capacité assez réduite pour les besoins du marché. En avril 1995, la situation était la suivante:

Pour Air Zaïre:	2 Boeing 737-200 1 DC-54 et 1 DC 10 - 30
Pour Air Rwanda:	2 Islander BN-ZA et 1 Twin OTTer DHC - 6 - 300
Pour Air Burundi:	2 Twin OTTer DHC - 6 et 1 Beech Craft 1900

Les trois compagnies disposent donc d'une flotte globale de 10 aéronefs dont la plupart ont été acquis entre 1975 et 1980.

**Tableau 6: Prévisions du Trafic global "passagers" CEPGL - Europe  
(1995 - 2000)**

Lignes	1995	1996	1997	1998	1999	2000
BJM-BRU	21652	23818	25104	26459	27888	29394
BJM-CDG	5860	8731	9202	9699	10223	10775
KGL-BRU	22302	24532	25857	27253	28725	30276
KGL-CDG	5743	8556	9018	9505	10019	10560
FIH-BRU	59608	61694	63854	67046	70399	73919
FBM-BRU	7225	7478	7740	8127	8533	8960
FIH-CDG	18712	19367	20045	21047	22099	23204
FBM-CDG	574	594	615	646	678	712
FIH-FCO	3211	3323	3440	3612	3792	3982
FBM-FCO	523	541	560	588	618	649
FIH-GVA	17655	18273	18912	19858	20851	21894
FIH-FRA	16658	17241	17844	18737	19674	20657
FIH-LIS	6933	7176	7427	7798	8188	8597
<b>TOTAL</b>	<b>186656</b>	<b>201325</b>	<b>209618</b>	<b>220376</b>	<b>231686</b>	<b>243578</b>
<b>taux de croissance</b>		<b>7.9</b>	<b>4.1</b>	<b>5.1</b>	<b>5.1</b>	<b>5.1</b>

**Tableau 7: Prévisions du trafic global "passagers" CEPGL - Afrique  
(1995 - 2000)**

Lignes	1995	1996	1997	1998	1999	2000
BJM-NBO	14983	15777	16613	17494	18421	19397
BJM-ADD	6218	6548	6895	7260	7645	8050
BJM-FIH	606	2212	2330	2453	2583	2720
BJM-DAR	2216	2333	2457	2587	2724	2868
BJM-DLA	1377	1450	1527	1608	1693	1783
BJM-EBB	3500	3686	3881	4087	4303	4531
BJM-KGL	4000	5800	6090	6395	6714	7050
BJM-GOM	2362	2487	2619	2757	2904	3058
BJM-OTH	4071	4193	4318	4448	4581	4719
KGL-NBO	15732	16566	17444	18369	19342	20367
KGL-ADD	6343	6679	7033	7406	7798	8211
KGL-FIH	636	2323	2446	2576	2712	2856
KGL-DAR						
KGL-DLA	1377	1419	1461	1505	1550	1597
KGL-EBB	3535	3723	3920	4128	4346	4577
KGL-OTH	4193	4318	4448	4581	4719	4860
FIH-NBO	12445	12942	13719	14542	15415	16340
FIH-ADD	2070	2152	2282	2418	2564	2717
FIH-DAR						
FIH-DLA	5146	5352	5673	6013	6374	6756
FIH-EBB						
FIH-ABJ	4819	5012	5313	5632	5970	6328
FIH-LOS	12812	13324	14124	14971	15869	16822
FIH-LAD	21421	22273	23614	25031	26533	28125
FIH-JNB	10400	10816	11465	12153	12882	13655
FIH-LBV	1156	1203	1275	1351	1432	1518
FIH-LFW	836	870	922	977	1036	1098
FIH-CKY	390	406	430	456	483	512
FIH-DKR	1067	1110	1176	1247	1322	1401
FBM-JNB	10400	10816	11465	12153	12882	13655
<b>Total</b>	<b>154111</b>	<b>165794</b>	<b>174939</b>	<b>184597</b>	<b>194798</b>	<b>205572</b>
<b>taux de croissance</b>		<b>7.6</b>	<b>5.5</b>	<b>5.5</b>	<b>5.5</b>	<b>5.5</b>

**Tableau 8: Prévisions du fret CEPGL - Afrique - Europe  
(1995 - 2000 en tonnes)**

Lignes	1995	1996	1997	1998	1999	2000
BRU-BJM	2706	2841	2983	3132	3289	3453
CDG-BJM	1775	1863	1956	2054	2157	2265
NBO-BJM	285	302	320	340	360	382
ADD-BJM	111	113	116	118	120	123
FIH-BJM	11	12	13	15	16	18
DAR-BJM	28	30	33	37	40	44
KGL-BJM	218	229	241	253	265	279
EBB-BJM	110	121	133	146	161	177
DLA-BJM	9	10	11	12	13	14
OTH-BJM	500	525	551	579	608	638
BRU-KGL	1844	1936	2033	2135	2242	2354
CDG-KGL	1182	1241	1303	1368	1437	1508
NBO-KGL	242	256	269	283	297	312
ADD-KGL	189	193	197	200	204	209
FIH-KGL	3	3	3	4	4	4

DAR-KGL	9	10	10	11	11	12
EBB-KGL	188	206	227	250	275	302
DLA-KGL	20	21	22	23	24	25
OTH-KGL	288	303	318	334	350	368
BRU-FIH	5081	5233	5390	5552	5719	5890
CDG-FIH	418	431	444	457	471	485
BRU-FBM	1366	1407	1449	1492	1537	1583
FRA-FIH	57	58	60	62	64	66
CDG-FMB	38	39	40	42	43	44
FCO-FBM	62	64	66	68	70	72
FCO-FIH	139	143	148	152	157	161
GVA-FIH	107	110	114	117	121	124
LIS-FIH	36	37	38	39	41	42
NBO-FIH	766	789	813	837	862	888
LOS-FIH	4957	5106	5259	5417	5580	5747
LAD-FIH	337	347	357	368	379	390
ABJ-FIH	82	85	87	90	93	96
LBV-FIH	11	12	12	12	13	13
JNB-FIH	268	276	284	293	301	310
LFW-FIH	7	7	8	8	8	8
DKR-FIH	24	24	25	26	27	27
JNB-FBM	268	276	284	293	301	310
OTH-FIH	33	34	35	36	37	38
<b>TOTAL</b>	<b>23744</b>	<b>24695</b>	<b>25653</b>	<b>26652</b>	<b>27695</b>	<b>28782</b>
<b>taux de croissance</b>		<b>3.9</b>	<b>3.9</b>	<b>3.9</b>	<b>3.9</b>	<b>3.9</b>

## 2. Objectifs poursuivis - Situation escomptée

Le premier objectif majeur est la création d'une compagnie aérienne commune à la dimension du marché sous-régional, crédible au plan opérationnel, commercialement viable, techniquement fiable et financièrement rentable.

Elle devrait, dans l'immédiat couvrir le trafic de et vers Rome, Genève, Paris, Frankfurt, Bruxelles, Nairobi, Dar-Es-Salaam, Entebbe, Johannesburg, Luanda, Libreville, Douala, Lagos et Abidjan. Sur le moyen et long terme, son réseau devrait s'étendre à Lisbonne, Londres et Athènes pour l'Europe, Addis Abeba et Windhock en Afrique. Il y aurait ainsi quatre routes:

CEPGL - Europe  
 CEPGL - Afrique Orientale  
 CEPGL - Afrique Australe et  
 CEPGL - Afrique de l'Ouest

avec une interconnexion optimale et des perspectives d'expansion vers les pays du golfe, l'Asie du Sud-Est et l'Amérique du Nord.

La compagnie devrait pouvoir conquérir des parts de marché de 45 % pour les passagers et 70 % du fret sur les routes CEPGL - Europe et 52 % sur les routes CEPGL - Afrique. En particulier et à titre indicatif, une fréquence de 5 vols hebdomadaires devrait être assurée vers l'Europe, dont 3 à partir de Kinshasa et 2 sur l'axe Lubumbashi - Bujumbura - Kigali.

La création de cette compagnie sous-régionale irait de pair avec l'adoption d'une politique commune en matière de transport aérien dont les principaux objectifs seraient, outre

l'exploitation commune des droits de trafic des Etats membres, la mise en place d'une structure sous-régionale de l'aviation civile chargée notamment de

- promouvoir un accord multilatéral de transport aérien
- renégocier avec les pays tiers et les compagnies étrangères de nouveaux accords sur les services aériens; et
- définir des normes communes en matière de certification, de délivrance de brevets, d'immatriculation des aéronefs et de sécurité;

### **3. Stratégie et modalités de mise en oeuvre**

Plusieurs options ont été analysées pour la création de la compagnie, notamment dans le rapport de la dernière étude réalisée par la CEA/MULPOC de Gisenyi. Eu égard aux avantages et contraintes de chacune d'elles et aux objectifs poursuivis, l'option la plus crédible semble être celle d'une compagnie qui serait la propriété commune des trois transporteurs nationaux - Air Zaïre, Air Rwanda & Air Burundi - et de partenaires privés, régionaux ou étrangers.

Une telle formule permettrait de combiner les avantages ci-après:

- la mise à disposition du marché sous-régional à travers les droit de trafic des états membres;
- un accès plus facile aux infrastructures nationales en matière de transport aérien;
- le soutien des pouvoirs publics dans les négociations avec les tiers;
- une totale autonomie de gestion du fait de la présence d'actionnaires privés;
- de meilleures chances d'accéder aux marchés financiers par l'appui combiné des pouvoirs publics et des investisseurs privés.

La mise en chantier du projet devrait être assurée par un consortium de promoteurs, en tant qu'organe temporaire, dont la mission - toute provisoire - serait de promouvoir le projet auprès des autorités politiques des Etats membres et des opérateurs économiques privés.

Les compagnies aériennes nationales, en tant que futurs actionnaires, les chambres consulaires nationales et les privés régionaux opérant dans le transport aérien devraient composer cet organe et coordonner ses activités avec l'assistance du Secrétariat Exécutif de la CEPGL.

### **C. CADRE JURIDIQUE ET/OU INSTITUTIONNEL**

La forme juridique la plus appropriée devrait être celle d'une société par actions avec un conseil d'administration représentatif des actionnaires comme principal organe de gestion de la compagnie. Il devrait être composé d'hommes d'affaires expérimentés, capables d'apprécier au double plan technique et financier la complexité des entreprises multinationales en général et celles du transport aérien en particulier. Un niveau à peu près égal de participation au capital entre les transporteurs nationaux et le secteur privé serait un gage supplémentaire de crédibilité et de rentabilité.

#### **D. INVESTISSEMENTS - BESOINS FINANCIERS**

Le transport aérien est une activité commerciale à forte intensité de capital. Les aéronefs modernes coûtent très cher et leur entretien nécessite des investissements énormes en infrastructures, en pièces détachées et en formation. Ils ont également un taux d'obsolescence assez élevé. En effet, la recherche continue d'une meilleure rentabilité, le souci d'attirer la clientèle, les normes internationales de sécurité et l'objectif d'élargissement des rayons d'action poussent à innover et à progresser rapidement en matière de technologie aéronautique. Enfin, les intrants requis pour l'exploitation de lignes aériennes sont également très onéreux: carburants, pièces de rechange, polices d'assurance, droits d'atterrissage, frais de manutention...etc -, le tout nécessitant des investissements assez lourds.

Sur la période 1997 - 2002, le plan d'investissement de la compagnie aérienne commune devrait permettre d'acquérir, à titre indicatif,

- 2 Boeing 767 - 200 ER pour les lignes intercontinentales (CEPGL - Europe)
- 2 Boeing 737 - 200 ADV pour les lignes interafricaines (CEPGL - Afrique) et
- 2 Boeing 757 - 200 PF pour le services de frêt, toutes directions.

D'autres aéronefs de dimension et de performance équivalentes pourraient également être acquis notamment des Airbus, Mc Donnell ou encore Lockheed. La référence à Boeing reste seulement indicative, les informations recueillies par les chargés d'étude n'étant disponibles que pour cette marque d'appareils.

Pour l'acquisition d'une telle flotte, les investissements requis se chiffrent à 474,4 millions de dollars courants des Etats Unis, sur la période 1997 - 2002. Ce montant couvre l'achat des aéronefs proprement dits et des pièces détachées, les frais de formation des équipages et le coût de certaines infrastructures. Il reste toutefois entendu que la nouvelle compagnie utiliserait les actuelles installations d'Air Zaïre, Air Rwanda et Air Burundi.

**Tableau 9: Programme d'investissements de la compagnie aérienne commune  
1995 - 2002 (en millions USD)**

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	TOTAL
<b>AERONEFS</b>									
B767 - 200ER A/C			87.4				106.3		193.7
Pièces détachées			21.9				26.6		48.4
Entretien			1.7				2.1		3.9
Formation			0.9				1.1		1.9
<b>SOUS TOTAL</b>			111.9				136.0		247.9
 B757 - 200PF			61.5			71.2			132.7



Pièces détachées	15.4		17.8	33.2
Entretien	1.2		1.4	2.7
Formation	0.6		0.7	1.3
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>78.7</b>		<b>91.2</b>	<b>169.9</b>
 B737 - 200ADV used	 5.4	 5.1		 10.5
Pièces détachées	1.4	1.3		2.6
Entretien	0.1	0.1		0.2
Formation	0.1	0.1		0.1
<b>Sous Total</b>	<b>7.0</b>	<b>6.5</b>		<b>13.5</b>
 <b>TOTAL</b>	 <b>197.6</b>	 <b>6.5</b>	 <b>91.2</b>	 <b>136.0</b>
 <b>Infrastructures</b>	 <b>19.8</b>	 <b>0.6</b>	 <b>9.1</b>	 <b>13.6</b>
 <b>Total général</b>	 <b>217.4</b>	 <b>7.1</b>	 <b>100.3</b>	 <b>149.6</b>
				<b>474.4</b>

### **E. APPORTS & RISQUES**

Les apports en capital des trois compagnies nationales et des actionnaires privés devraient représenter au moins 20% des investissements projetés sur cinq ans, soit 94,9 millions de dollars US. Les 80% restant, soit 379,3 millions de dollars devraient pouvoir être mobilisés sur le marché financier, notamment auprès des banques commerciales.

Cette opération suppose l'élaboration d'un document de prêt à partir d'une étude de faisabilité détaillée aux plans technique, commercial et financier. Ce document devra être crédible, pour bénéficier de l'appui des fabricants d'aéronefs auprès des banques commerciales. Une équipe pluridisciplinaire d'experts en transport aérien, financiers, juristes et planificateurs serait chargée de l'élaboration de ce document avec l'assistance des fabricants.

Les risques restent limités à ceux habituellement encourus par des compagnies de transport aérien. Du reste, l'exploitation prévisionnelle, faite sur la base de la projection du trafic sur le moyen terme, fait apparaître des résultats assez appréciables.

**Tableau 10: Compte d'exploitation prévisionnelle de la compagnie aérienne**  
**(1995 - 2002 en millions de US\$)**

Exercice	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Recettes			192466.1	202857.4	210747.0	219896.5	229500.2	239581.2
Dépenses			128655.5	144168.5	149214.3	167588.8	188620.8	196463.7
Pertes & profits			63810.7	58688.9	61532.7	52307.6	40879.4	43117.5
Intérêts sur emprunts		1477.2	9687.5	24203.9	34096.3	32829.9	21812.9	18387.0
Impôts sur les bénéfices			27061.6	17242.5	13718.2	9738.9	9533.3	12365.2
Profit net		-1477.2	27061.6	17242.5	13718.2	9738.9	9533.3	12365.2

## 2.3. FICHE DE PROJET III: INDUSTRIE INTÉGRÉE DU BOIS

### A. CONTEXTE DU PROJET

#### 1. Description du sous-secteur

L'industrie du bois est très peu développée dans l'espace CEPGL. Si ce phénomène peut s'expliquer dans le cas du Rwanda et du Burundi, où la pression démographique sur les terres et l'éco-système dans son ensemble ne permet pas l'entretien d'espaces forestiers à grande échelle, au Zaïre, les ressources sont abondantes mais mal ou non exploitées.

La sous-région reste donc fortement tributaire des importations de produits intermédiaires et de produits finis pour un grand nombre de petites entreprises travaillant à base de bois.

#### 2. Stratégie sous-régionale

La stratégie communautaire en matière d'industrie du bois comme pour d'autres sous-secteurs, vise d'abord à mettre en valeur le potentiel existant pour la satisfaction des besoins du marché local. La production de biens intermédiaires de bonne qualité et à des prix raisonnables, en même temps qu'elle permettrait un approvisionnement régulier du marché sous-régional, aurait d'autres effets induits majeurs, notamment sur l'emploi en milieu rural, les coûts de l'habitat et la balance des paiements courants des Etats concernés.

#### 3. Actions antérieures

Plusieurs études et actions ont déjà été réalisées dans le but d'évaluer le potentiel existant et d'identifier les meilleures opportunités d'exploitation. Ainsi, avec le concours de la FAO, des missions de prospection et d'inventaire ont permis d'identifier, dans la région de Kisangani, deux blocs de forêts dont les caractéristiques correspondent aux objectifs visés.

Il s'agit des zones de Isangi-Bengamisa et de Wannie-Rukula respectivement de 245.000 et 384.000 hectares.

L'analyse des photographies aériennes et de la cartographie forestière réalisées avec le concours de la FAO a donné les résultats ci-après:

- les terrains forestiers présentant un intérêt du point de vue exploitation couvrent 74,3% de la superficie du territoire;
- le volume total brut des espèces exploitables est évalué à 40.483.873m<sup>3</sup>;
- pour les tiges d'un DHP (Diamètre à hauteur d'homme) de 17,6cm et plus, il existe un volume brut de 32.319.742m<sup>3</sup> dont 18.877.992m<sup>3</sup> d'essences de classe I et II;

- un volume total exploitable ( $DHP \geq$  au DMU Diamètre minimum d'utilisation - 60 à 80cm suivant les essences) de 75,4m<sup>3</sup> à l'hectare;
- un total des effectifs "tiges" d'environ 12.511.950 unités.

## **B. JUSTIFICATION DU PROJET**

### **1. Situation Actuelle**

Comme souligné au premier paragraphe, elle reste caractérisée par une faible exploitation du potentiel existant et une forte dépendance extérieure des pays de la sous-région CEPGL en produits intermédiaires. Les besoins sont essentiellement couverts par des importations rendues plus onéreuses par l'enclavement des Etats.

### **2. Objectifs - Situation escomptée à la fin du projet**

Les objectifs immédiats sont l'exploitation forestière du bloc de Wannie - Rukula (384.000ha) et l'implantation d'une unité industrielle à Kisangani.

#### **a) L'unité d'exploitation forestière**

L'objectif est d'arriver à une exploitation rationnelle de la forêt naturelle par **coupes sélectives** des arbres, parmi 32 essences recensées, d'un DMU (Diamètre minimum d'utilisation) de 60 à 80cm dans les strates les plus productives.

Les produits extraits ne porteraient que sur les billes d'essences sélectionnées, **exportables en l'état** ou livrables à **une industrie** (sciages, déroulage, tranchage) après élimination des arbres défectueux, des gros défauts et de l'écorce.

Le volume "grumes" serait fixé à 30m<sup>3</sup>/ha, sur une surface annuelle d'exploitation de 2000ha avec une densité prévisionnelle de 12 tiges/ha. Les coupes porteraient sur des arbres d'un DHH (Diamètre à hauteur d'homme) de 60 à 180cm, avec une longueur de fût (jusqu'à la première branche) pouvant différer de 20 à 45m et un volume commercial moyen de 3 à 15m<sup>3</sup> par tige.

Une production annuelle de 60.000m<sup>3</sup> de grumes serait nécessaire pour couvrir les besoins de la sous-région.

#### **b) L'unité industrielle**

Elle serait approvisionnée en grumes à partir de l'unité d'exploitation forestière de Wannie - Rukula (385.000ha) distante de 10km environ.

Sa capacité annuelle de traitement serait de 60.000m<sup>3</sup> de grumes pour la production suivante:

- 15000m<sup>3</sup> de sciages dont 11000 de sciages verts et 4000 de sciages secs;
- 15000m<sup>3</sup> de panneaux dont 11.000 de contreplaqué et 4000 de latté;
- 2000 tonnes de charbon de bois produit selon la méthode de la meule en terre.

### **3. Stratégie de mise en Oeuvre**

Les objectifs poursuivis devraient être atteints de façon optimale dans le cadre d'une entreprise privée. Les groupements professionnels du sous-secteur et les principaux utilisateurs du bois dans la sous-région pourraient mettre en place une cellule de coordination et de pilotage du projet, notamment pour les formalités juridiques et l'enregistrement des intentions de souscription.

## **C. INVESTISSEMENTS & INFRASTRUCTURES**

1. L'unité d'exploitation forestière serait intégrée, regroupant dans une structure unique, l'ensemble des tâches de prospection, de programmation, de génie civil, de production, de transport et de maintenance du matériel.

L'hypothèse de travail serait l'utilisation de grumiers ayant une charge utile de 25 tonnes par voyage et pouvant assurer en moyenne 500 rotations par an, soit un tonnage de 12500m<sup>3</sup> de grumes transportées par engin et par an. Eu égard à l'objectif de 60.000m<sup>3</sup>, un parc de 5 grumiers + 2 en réserve soit 7 engins serait nécessaire.

Le matériel utilisé devrait être de type train semi-remorque avec

- 7 tracteurs routiers de puissance 200Kw, 0,3 essieux jumelés
- 10 semi-remorques fardières à 2 essieux dont 7 triqueballes, 2 herse et 1 porte-char.

Les autres infrastructures devraient être communes ou intégrées avec celles de l'unité industrielle:

- terrassement du site et pose d'une clôture;
- voirie interne
- viabilisation (réseau électrique, eau, égouts...);
- bureaux, mobilier et matériel de bureau;
- bâtiments d'entretien du matériel roulant.

2. Pour l'unité industrielle, les études de base présentent les plans d'implantation des lignes de production

- scierie
- chaîne de production du contreplaqué et des panneaux lattés
- bâtiment technique

et les annexes nécessaires à l'usine

- centrale d'énergie
- poste de transformation
- brûleur à rebuts

Les équipements importés et les dépenses d'investissement en monnaie locale étaient évalués en 1990 à environ 25 millions de dollars US.

#### **D. CADRE JURIDIQUE ET/OU INSTITUTIONNEL**

Ce projet d'industrie intégrée du bois devrait être réalisé dans le cadre d'une entreprise privée, individuelle ou sociétaire. L'idéal serait une société de capitaux couvrant à la fois l'exploitation forestière et l'unité industrielle pour amoindrir les frais généraux de premier établissement, le coût des infrastructures et les charges de gestion courante. Le domaine forestier serait toutefois en régime de concession avec notamment un cahier de charges incluant les obligations en matière d'environnement.

Les principaux entrepreneurs sous-régionaux opérant dans le bâtiment & TP, la menuiserie et l'import - export du mobilier et matériel de bureau pourraient être les chefs de file du projet.

#### **E. APPORTS & RISQUES**

Les états - Le Zaïre notamment - apporteront le droit de concession du bloc forestier de Wannie - Rukula.

Les institutions régionales accorderont à l'entreprise les avantages prévus par les instruments de coopération: Régimes préférentiels CEPGL - COMESA - CEEAC, Statut type d'entreprises communautaires, facilités de paiement, autres mesures incitatives.

Les investisseurs privés apporteront les capitaux et la technologie appropriée pour le montage et le fonctionnement de la société.

Les risques sont limités à ceux ordinairement encourus par toute entreprise commerciale.

## **2.4. FICHE DE PROJET IV: INDUSTRIE CHIMIQUE DU SEL ET DES PRODUITS DÉRIVÉS**

### **A. CONTEXTE DU PROJET**

#### **1. Description du sous-secteur**

Les états de la CEPGL ne disposent d'aucune industrie du sel et de ses dérivés, d'où une dépendance totale vis à vis de l'extérieur tant pour les besoins alimentaires qu'industriels: sel de table, soude caustique, chlore, acide hydrochloride, hypochloride de sodium ...etc.

Aux besoins de consommation des ménages, viennent s'ajouter ceux de la petite et moyenne industrie: savonneries, usines textiles, brasseries, matières plastiques (PVC) ...etc. Quelques exploitations artisanales existent ici et là, notamment au Zaïre et au Rwanda, sur des sources salifères (gisements de sel gemme) mais leur potentiel de production est sans commune mesure avec les besoins identifiés.

#### **2. Stratégie régionale**

Pour les institutions régionales de coopération, notamment la CEPGL, il s'agit de promouvoir des initiatives privées pour la réalisation d'unités industrielles mettant en valeur le potentiel existant dans le souci de couvrir les besoins domestiques ou tout au moins de limiter la dépendance extérieure.

#### **3. Actions antérieures**

A ce jour les seules actions tangibles - et à dimension régionale - se limitent aux études réalisées en 1991 par la CEA/MULPOC pour le compte de la CEPGL. Ces études ont essentiellement porté sur l'identification des sources salifères et les possibilités d'installation d'une usine d'électrolyse de chlorure de sodium.

### **B. JUSTIFICATION DU PROJET**

#### **1. Situation actuelle**

Pour un espace sous-régional de plus de 50 million d'habitants, et en se référant aux normes établies par l'OMS, la consommation de sel devrait être de l'ordre de 5Kg par habitant et par an, ce qui porte à 250.000 tonnes/an les seuls besoins en sel alimentaire. Les besoins en produits dérivés du sel, notamment la soude caustique pour les industries textiles, les savonneries et les autres industries de transformation peuvent être estimés à 140.000 tonnes.

Les pays des Grands Lacs ne possédant aucune industrie du sel, leur dépendance extérieure en la matière est quasiment totale avec de multiples effets pervers: déficit en iode pour les populations, approvisionnement irrégulier en raison de l'enclavement, coût important en devises ... etc.

On notera tout au plus, la réouverture d'une ancienne exploitation artisanale à Nguba avec une production de 600 à 800 t/an.

## **2. Objectifs du Projet, Situation escomptée**

L'objectif général est de combler le déficit sus-mentionné par la mise en valeur des sources salines du Shaba dont l'importance justifie une exploitation industrielle. Ces sources salines sont des sources thermominérales à une température moyenne de  $\pm 40$  degrés centigrades. Les analyses chimiques ont montré la présence de chlore dans les roches de la série des mines (100 à 200 PPM). Deux principales sources ont été identifiées à Nguba et Mwanhsia, localités situées respectivement à 70 et 92 Km de Likasi (Shaba). Elles contiennent, en solution, un certain nombre de sels:  $\text{CaSO}_4$ ,  $\text{MgSO}_4$ ,  $\text{MgCl}_2$ ,  $\text{KCl}$ ,  $\text{NaCl}$  et  $\text{NaBr}$ .

### **Les objectifs spécifiques sont au nombre de trois**

- Production du sel
- Iodation
- Fabrication de produits dérivés

Les gisements de sel gemme du Shaba et les besoins identifiés justifient l'installation d'une usine moyenne de production de sel d'une capacité de 200.000 à 300.000 tonnes.

L'unité industrielle à installer devrait également être dotée d'un procédé d'iodation pour le sel destiné à la consommation alimentaire. En effet, plusieurs millions de personnes vivent dans des zones de haute endémicité et il n'est pas rare de voir des personnes présentant des signes ou symptômes de crétinisme et autres troubles dus à la carence en iode (TDCI). L'Organisation Mondiale de la Santé OMS et l'International Council for Control of Iodine Deficiency Disorders recommandent aux producteurs et importateurs d'ioder le sel de table ou de cuisine à 2%.

Le troisième objectif spécifique est l'installation d'une usine d'électrolyse de chlorure de sodium. Cette unité devrait permettre d'obtenir des lessives et acides nécessaires à la production des dérivés du sel, à savoir:

- du chlorure pour la purification des eaux, les matières plastiques (PVC), les insecticides, les solvants ...etc;
- de la soude caustique pour les savonneries, brasseries, usines textiles, industries



du papier ...etc;

- de l'acide hydrochloride; et
- de l'hydrochlorure de sodium.

### **3. Stratégie de mise en oeuvre**

La démarche la plus rationnelle serait la transformation des salines de Nguba (Shaba) en une usine de production et d'électrolyse de sel, à dimension régionale. L'unité serait ainsi intégrée, ce qui amoindrirait les investissements et les coûts de production.

L'exécution du projet pourrait être étalée sur un moyen terme, avec une capacité installée initiale de 140.000 tonnes/an et des extensions par tranches, sur une période qui sera fonction de l'importance des fonds mobilisés (capitaux).

## **C. INVESTISSEMENTS ET INFRASTRUCTURES**

Les études disponibles ne présentent pas une évaluation financière du projet. Cette action pourrait être initiée par les opérateurs économiques et autres investisseurs intéressés par le projet, avec l'assistance technique de la CEA/MULPOC et des Secrétariats Exécutifs des institutions sous-régionales.

## **D. CADRE JURIDIQUE ET/OU INSTITUTIONNEL**

L'entreprise serait de droit privé sous la forme d'une société de capitaux: SARL, SA ou Société en Commandité par actions.

## **E. APPORTS ET RISQUES**

Le capital de l'entreprise sera composé exclusivement d'apports d'actionnaires privés. Les principaux importateurs et utilisateurs industriels régionaux en constitueraient le noyau d'entrepreneurs chefs de file.

Les Etats et la Communauté apporteront les concessions minières et accorderont à la société le statut d'entreprise communautaire et les autres avantages prévus par les divers instruments de coopération mis en place: tarifs préférentiels, facilités de paiement et autres régimes incitatifs.

Les risques restent ceux ordinairement encourus par des entreprises industrielles et commerciales.

## **2.5. FICHE DE PROJET V: INDUSTRIE DES ARTICLES EN PAPIER**

### **A. CONTEXTE DU PROJET**

#### **1. Description du secteur**

L'industrie du papier dans les pays des Grands Lacs est essentiellement limitée à une transformation de cartons ondulés (kraft) pour la production d'emballages, de manuels et cahiers scolaires, de papiers hygiéniques et l'impression de journaux. A cette dépendance en produits semi-finis, vient s'ajouter l'insignifiance des quantités produites par rapport à des besoins croissants, notamment dans les cas du Zaïre et du Burundi.

Quelques unités de production existent en effet au Rwanda et au Zaïre, mais l'essentiel des besoins sont couverts par des importations massives en provenance du Kenya, du Japon et des pays de l'Union Européenne. La dépendance extérieure reste donc assez forte tant pour les produits finis que pour les matériaux intermédiaires.

#### **2. Stratégie sous-régionale**

Pour ce sous-secteur, les ambitions des états et de leurs institutions de coopération sont de mobiliser des investisseurs privés pour promouvoir non seulement des unités industrielles pour la satisfaction des besoins sous-régionaux en produits finis, mais aussi en amont, des entreprises de production locale des matières premières (pâte à papier). Toutefois, pour l'industrie de la pâte à papier, les objectifs de la CEPGL seraient envisagés dans le cadre plus élargi de la CEEAC en raison à la fois d'une plus grande disponibilité des matières premières (bois) des besoins d'écoulement des produits semi-finis (marché) et de l'importance des coûts d'investissement.

#### **3. Actions antérieures**

Une étude a été réalisée en 1990 par la CEA/MULPOC pour le compte du Secrétariat Exécutif de la CEPGL. L'étude a porté essentiellement sur l'analyse de la situation du sous-secteur, les procédés technologiques de transformation du papier kraft et les possibilités d'augmenter la production sous-régionale en produits finis. Un accent particulier a été mis sur l'évaluation de l'offre - production locale & importations - et de la demande.

### **B. JUSTIFICATION DU PROJET**

#### **1. Situation actuelle**

Le Rwanda et le Zaïre disposent de quelques unités de production d'emballages en papier, de manuels scolaires, de livres et autres ouvrages imprimés à partir de cartons ondulés (kraft)

importés et, accessoirement, de récupération-recyclage de déchets en papier. Les entreprises rwandaises - SIEVA, PACAREM, SOCOBICO - produisaient environ 1000.000 d'unités de cartons et papiers d'emballages principalement pour les industries du savon. Dans le cas du Zaïre, la demande annuelle, estimée à 40.000 tonnes de papier en produits finis, est couverte à 90% (36000 tonnes) par les importations. Au Burundi, tous les besoins sont couverts par les importations et dans l'ensemble, toute la sous-région demeure importatrice de produits intermédiaires (papier kraft).

Compte tenu de la croissance rapide des besoins, elle même fonction de l'importance des secteurs utilisateurs - enseignement, industries de consommation, presse écrite -, le coût en devises est de plus en plus élevé pour les états, confrontés par ailleurs à de multiples autres priorités, dans le cadre des programmes nationaux de réhabilitation (Rwanda notamment).

## **2. Objectifs du projet - Situation escomptée**

Les objectifs spécifiques, dans l'espace CEPGL, sont de créer une ou plusieurs unités industrielles pour couvrir l'important déficit en produits finis. Pour mémoire, les importations du seul Zaïre se chiffraient à environ 36.000 tonnes en 1990 et le Burundi ne possède aucune unité de production d'articles en papier.

Les besoins en production peuvent donc être valablement estimés à 50.000 tonnes par an, ce qui justifierait l'existence de deux entreprises de dimension sous-régionale.

A une échelle plus grande, l'objectif est d'avoir une usine de production de pâte à papier dans l'espace et à la dimension de la CEEAC, qui fournirait en matières premières (papier kraft) les petites et moyennes entreprises de transformation.

## **3. Stratégie de mise en oeuvre**

L'approche des institutions sous-régionales est de mobiliser les professionnels du sous-secteur dans les états membres et d'autres investisseurs pour la création d'entreprises moyennes de production d'articles en papier.

Sur le moyen terme, et en fonction de l'intérêt manifesté par les opérateurs économiques, d'autres concertations et une étude de faisabilité seront initiées pour le projet d'usine de pâte à papier.

## **C. INVESTISSEMENTS & INFRASTRUCTURES**

L'étude réalisée en 1990 avec l'assistance du MULPOC/CEA estimait à environ 25 millions de dollars US le coût financier des investissements pour une usine de pâte à papier d'une capacité annuelle de 20.000 tonnes.

---

Par contre, pour les unités de production d'articles finis, la synthèse du rapport d'étude ne détermine pas le coût approximatif des investissements. L'option qui serait prise par les opérateurs économiques intéressés - une ou plusieurs unités - et le montant des capitaux mobilisables - intentions de souscription - fourniront des données indicatives sur une évaluation des équipements et infrastructures nécessaires.

#### **D. CADRE JURIDIQUE ET/OU INSTITUTIONNEL**

La ou les entreprises de production seraient de droit privé, de préférence sous la forme de sociétés de capitaux, compte tenu de l'importance des objectifs à long terme (usine de pâte à papier).

#### **E. APPORTS & RISQUES**

Les opérateurs économiques et autres investisseurs apporteront les capitaux et la technologie nécessaires au montage et au démarrage de la société.

Les états et les institutions sous-régionales accorderont à la société le statut d'entreprise communautaire, les avantages prévus par les codes nationaux d'investissement et les préférences tarifaires CEPGL, CEEAC & COMESA.

Les risques restent limités à ceux ordinairement encourus par les entreprises industrielles et commerciales.

## **2.6. FICHE DE PROJET VI: INDUSTRIE SIDERURGIQUE/ACIERIE - AFRIQUE CENTRALE**

### **A. CONTEXTE DU PROJET**

#### **1. Description du sous-secteur**

La région de l'Afrique Centrale est fortement dépendante en produits sidérurgiques - acier notamment - nonobstant l'importance des gisements de fer identifiés (Zaïre, Gabon, Cameroun, Congo), et du potentiel énergétique existant (hydro-électricité, charbon, pétrole).

Quelques unités de production existent, au Zaïre et au Cameroun notamment, de même que des projets de mini aciéries en RCA, au Congo et au Gabon. Mais, en raison de facteurs multiples, les états de la région restent de grands importateurs d'acier. On notera entre autres que la seule grande usine sidérurgique de la région - MALUKU au Zaïre - ne fonctionne qu'entre 3 et 5 % de sa capacité installée, ce qui ne couvre pas les propres besoins du pays.

#### **2. Stratégie régionale**

Pour répondre aux objectifs définis dans le Plan d'Action et l'Acte Final de Lagos en matière d'industrialisation, les institutions régionales et sous-régionales d'intégration poursuivent la réalisation d'une aciérie à la dimension des potentialités et des besoins de l'Afrique Centrale. Une telle action est rendue nécessaire à la fois pour la mise en valeur des abondantes ressources minières et pour la fabrication d'un produit intermédiaire stratégique pour le développement d'un nombre important de petites et moyennes industries.

#### **3. Action antérieures**

Une étude d'opportunité a été réalisée en 1989 par le MULPOC/CEA pour le compte de la CEPGL. Le rapport y afférent fournit, entre autres données, une évaluation de la situation du secteur en Afrique Centrale - unités existantes et projets en cours -, des matières premières disponibles et de la demande en produits sidérurgiques, projetée jusqu'en l'an 2000.

### **B. JUSTIFICATION DU PROJET**

#### **1. La situation actuelle**

Au Zaïre, l'usine sidérurgique de Maluku a été initialement conçue pour une production de 250.000 tonnes par an avec un laminoir à chaud d'une capacité annuelle de 10.000 tonnes d'acier et un train de laminage à froid de 150.000 tonnes pour la demande du marché en tôles. Mais l'usine n'étant approvisionnée qu'à partir de la mitraille, sa production réelle ne dépasse pas 3 à 5 % des capacités installées. Au Cameroun, le laminoir de SOLADO avec un four de chauffage et deux laminoirs, produisait, en 1986, 32.000 tonnes de ronds et de fers à béton

notamment, soit 80% de sa capacité installée.

Dans les deux cas, la production est inférieure aux besoins nationaux, et tous les états de la région sont importateurs nets de produits sidérurgiques.

**Tableau 11: Situation actuelle des usines et des projets sidérurgiques**

Usine				Projet	
Pays	Emplacement	Capacité (1000 t/an)	Production actuelle (1000 t/an)	Description	Etat d'avancement
Cameroun	SOLADO DOUALA (Laminoir)	40.0	32.0 (1986)	a) Mini-acière pour billettes: 110.000 t/an	a) idée de projet
				b) Agrandissement laminoir de Solado pour en porter la capacité à 110.000 t/an	b) idée de projet
République Centrafricaine	-	-	-	a) Mini-acière de 10.000 t/an	a) étude investissement disponible
				b) Petite fonderie et forge	b) idée de projet
Congo	-	-	-	a) Usine de ferro-alliages à Loudima: 4.500 t/an	a) idée de projet
				b) Mini-acière de 30.000 t/an	b) idée de projet
				c) FERCO mini-acière de 16.000 t/an à Loubomo	c) matériel dispo- nible sur place attendant son installation
				d) Fonderie/Forge à Loubomo	d) matériel disponible sur place attendant son installation
Gabon	-	-	-	a) mini-acière de 12.000 t/an projet SAGASIDER	a) pas de suivi assuré
				b) Usine sidérurgique 36.000 t/an à Owenda	b) pas de suivi assuré

**Tableau 12: Importations des produits sidérurgiques en Afrique Centrale, 1965 - 1986**

Pays	<u>Quantités importées en milliers de tonnes</u>							Consommation par habitant
	1969	1970	1975	1980	1984	1985	1986	en kg
Cameroun	-	-	55.0	132.3	118.8	120.0	125.0	12.0
Congo	34.1	19.9	23.6	66.7	69.5	59.3	23.4	13.7 (**)
Gabon	-	23.9	79.8	50.8	46.7	47.7	15.3	13.9 (**)
Burundi								
Rwanda	3.4	10.1	3.2	18.1	28.5	26.8	22.3	2.06
Zaïre	38.2	130.9	73.9	60.0	72.5	48.2	19.1	0.63
Autres pays (*)	163.3	75.3	63.9	83.3	178.3	88.4	52.8	6.5
	239.3	260.1	299.4	411.2	514.8	390.4	257.9	4.15

(\*) RCA, Guinée Equatoriale, Tchad, Saotome et Principe

(\*\*) A cause de la faible population

Source: Statistiques du Commerce Mondial d'acier, 1984 - 1986

## **2. Objectifs du projet - Situation escomptée**

L'objectif majeur est de doter l'Afrique Centrale d'une aciérie qui mettrait en valeur les importants gisements de fer et autres matières premières déjà connus et inventoriés dans la région, et couvrirait les besoins des états membres en produits sidérurgiques finis et semi-finis.

### **a) Les matières premières disponibles**

Différentes prospections, explorations et évaluations ont mis en évidence d'importants gisements de fer au Gabon (1216 millions de tonnes), au Congo (300 millions de tonnes d'une teneur de 60 à 65 % de fer), au Zaïre (entre 190 et 300 millions de tonnes) et au Cameroun (200 millions de tonnes).

Accessoirement, les quelques industries mécaniques existantes peuvent fournir entre 300.000 et 1 million de tonnes de mitraille pour recyclage.

Les besoins en charbon et autres produits ligneux peuvent être couverts par les gisements de houille identifiés dans le Shaba et la région de Lukuga (Zaïre), et dont les réserves sont estimées à 750 millions de tonnes. Le Zaïre dispose également d'importantes ressources en intrants - principes fondants et autres additifs - nécessaires à l'industrie sidérurgique comme le

calcaire, la chaux, la silice, la dolomite, le spathfluor, le quartz, la castine, le ferro-manganèse et d'autres ferro-alliages.

### **b) Les besoins en produits sidérurgiques**

Les produits utilisés en Afrique Centrale sont généralement des produits laminés ou formés à chaud et/ou à froid, sous diverses présentations:

- Produits longs: billettes, profilés, barres rondes, aciers carrés, poutrelles, cornières, autres;
- Produits plats: plaques, tôles épaisses et fines, feuillards et bandes d'acier, fers blancs, tôles ondulées ou galvanisées ...etc;
- Produits tubulaires: tubes sans soudure, tubes soudés, ajustages;
- Profilés spéciaux: profilés formés à chaud ou à froid, pressés, étirés, axes, cuves, roues ...etc.

D'autres articles mécaniques fabriqués à partir de différents types d'acier sont également usités dans la région, notamment pour le matériel de transport, les pièces détachées, le matériel pour le travail des métaux, les outils & instruments divers ...etc.

La consommation globale de produits sidérurgiques en Afrique Centrale a dépassé, au milieu de la décennie 80, la barre des 500.000 tonnes, même si, par la suite, le ralentissement de l'activité économique consécutive à la récession mondiale, a conjoncturellement réduit les importations.

Les études prévisionnelles situent les besoins en produits sidérurgiques des pays de l'Afrique Centrale, à l'horizon de l'an 2000, entre 1,3 et 1,7 millions de tonnes. L'essentiel de cette demande serait constituée à 80% de profilés, barres, plaques, tôles, tubes et tuyaux pour les industries du bâtiment et assimilées.

Sur cette hypothèse, la production de minerai de fer, de mitraille et de charbon devrait atteindre, respectivement:

- 3 à 4 millions de tonnes (minerai de fer)
- 800.000 à 1 million de tonnes (mitraille) et
- 1,2 à 1,5 millions de tonnes (charbon)

Les tableaux 3 à 5 donnent les détails par pays.



**Tableau 13: Demande de mitraille pour le procédé du four à arc électrique dans la sous-région de l'Afrique Centrale à l'an 2000 (tonnes)**

Pays		M*/	A*/
1.	Cameroun	215.300	33.200
2.	Congo	65.400	98.600
3.	République Centrafricaine	10.100	16.100
4.	Rwanda	21.100	33.200
5.	Tchad	14.100	19.100
6.	Zaïre	614.700	327.900
Total		840.700	1.028.100

**Tableau 14: Demande d'éponge de fer (Réduction directe) et de minerai de fer (pour sa production) correspondant aux besoins en acier dans la sous-région de l'Afrique Centrale (an 2000/tonnes)**

	Eponge de fer		Minerai de fer	
	M*/	A*/	M*/	A*/
1. Cameroun	321.000	415.500	459.000	594.200
2. Congo	97.500	147.000	139.400	210.200
3. Gabon	481.500	640.500	683.500	928.800
4. République Centrafricaine	15.000	24.000	21.000	34.300
5. Rwanda	31.500	49.500	45.000	70.800
6. Tchad	21.000	28.500	30.000	40.800
7. Zaïre	931.500	1.234.500	1.332.000	1.765.300
TOTAL	1.899.000	2.539.500	2.714.900	3.644.400

**Source:** Estimation basée sur la consommation moyenne d'éponge en Afrique Centrale

\*/ M - Chiffres fondés sur le rapport consommation moyenne d'acier/PIB

A - Chiffres fondés sur le rapport consommation accrue d'acier/PIB

**Tableau 15: Demande de charbon pour couvrir les besoins en production d'acier de la sous-région de l'Afrique Centrale en l'an 2000 (procédé de réduction directe utilisant un réducteur solide) (en tonnes)**

Pays	M*/	A*/
1. Cameroun	192.800	249.600
2. Congo	55.600	88.300
3. Gabon	289.200	390.100
4. République Centrafricaine	9.000	14.400
5. Rwanda	18.900	29.700
6. Tchad	12.600	17.100
7. Zaïre	559.400	741.500
Total	1.137.500	1.530.700

Source: Estimation basée sur la consommation moyenne du charbon

Le projet dans son ensemble devrait donc permettre d'exploiter les diverses matières premières et autres intrants sus-mentionnés pour la fabrication de 1,3 à 1,7 millions de tonnes de produits sidérurgiques.

### **3. Stratégie de mise en oeuvre**

Le projet contient deux volets distincts et complémentaires:

- exploitation minière et
- transformation industrielle

Ces deux volets pourraient être réalisés dans un complexe sidérurgique intégré, incluant toutes les activités, de l'exploration à la fabrication de produits finis. Il serait également possible, pour atténuer la lourdeur et les contraintes de financement d'un tel complexe, d'envisager la création de plusieurs entreprises moyennes, spécialisées dans les différentes activités concourantes à la fabrication des produits sidérurgiques:

- production du minerai de fer
- collecte & achat de mitraille
- production de charbon
- production des principaux intrants
- mini aciéries

Un système de participations croisées entre ces différentes entreprises favoriserait entre autres une bonne coordination et une planification des activités.

### **C. CADRE JURIDIQUE ET/OU INSTITUTIONNEL**

Tous ces objectifs devraient être réalisés dans le cadre d'entreprises privées, individuelles et/ou sociétaires. Toutefois, compte tenu de l'importance des capitaux et des technologies à mobiliser, des sociétés de capitaux offriraient le cadre le plus approprié, avec, si possible, des partenaires européens ayant une solide expérience dans ce secteur.

### **D. BESOINS FINANCIERS - INVESTISSEMENTS - INFRASTRUCTURES**

Les études déjà réalisées avec le concours de la CEA/MULPOC n'ont pas procédé à l'évaluation d'un tel projet, les options pour sa mise en oeuvre étant diverses. Il reviendra aux opérateurs économiques et investisseurs intéressés d'évaluer et d'adapter les besoins en investissements selon les formes d'intervention qui leur paraîtront les plus optimales.

### **E. APPORTS & RISQUES**

Les opérateurs économiques apporteront les capitaux et la technologie nécessaires pour le montage des entreprises et unités de production, selon le mode d'intervention qu'ils auront retenu.

Les états de l'Afrique Centrale apporteront aux investisseurs les concessions minières aux meilleures conditions, ainsi que les avantages et autres mesures incitatives prévus par les codes nationaux des mines, des douanes, des impôts, des investissements.

Les institutions régionales de coopération - CEEAC & CEPGL - assureront la coordination du projet, notamment les négociations entre les opérateurs économiques et les ministères chargés des mines et de l'industrie dans les états membres. Elles accorderont aux entreprises ainsi créées les régimes préférentiels, les facilités en matière de paiements et les autres avantages prévus dans leurs traités respectifs.

La CEA/MULPOC (Yaoundé & Gisenyi) apportera une assistance technique ponctuelle, par le biais des Secrétariats Exécutifs de la CEEAC et de la CEPGL, pour la réalisation des études complémentaires.

Les risques restent limités à ceux ordinairement encourus par des entreprises industrielles et commerciales similaires de la région, notamment l'usine sidérurgique de Maluku (Zaïre) ou le Laminoir de Solado (Cameroun).

## **2.7. FICHE DE PROJET VII: INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE**

### **A. CONTEXTE DU PROJET**

#### **1. Description du secteur**

La sous-région des Grands Lacs, comme la plupart des zones tropicales humides est une région de grande endémicité. A ce facteur géographique, sont venus s'ajouter les effets conjugués de la récession économique de la décennie 80, la réduction des programmes sociaux dans le cadre du budgets d'austérité (ajustements structurels) et les troubles politiques intervenus entre 1992 et 1994, le tout rendant plus aléatoire la couverture sanitaire des populations et la disponibilité des produits pharmaceutiques de base.

Quelques unités de production existent dans les différents états, mais leur capacité cumulée ne dépasse pas 20% des besoins du marché. La sous-région est donc grande importatrice de produits de base et d'antibiotiques notamment.

Cette forte dépendance extérieure implique d'importantes allocations en devises (balance des paiements courants), des problèmes courants d'approvisionnement et un surcoût sur le maigre budget des ménages, surtout en milieu rural.

#### **2. Stratégie sous-régionale**

En matière de santé, la politique poursuivie par les états de la sous-région vise une meilleure couverture sanitaire des populations, avec principalement, une plus grande disponibilité des médicaments essentiels à des coûts accessibles au pouvoir d'achat des ménages, une pleine utilisation des plantes médicinales et de la pharmacopée traditionnelle, et un développement des programmes de recherche contre les maladies tropicales transmissibles.

Cette politique devrait se traduire, entre autres, par une augmentation et une diversification des capacités sous-régionales de production des médicaments essentiels, pour répondre aux besoins réels des populations, établis à partir des principaux profils de morbidité identifiés.

#### **3. Actions antérieures**

Les instances dirigeantes de la CEPGL avaient déjà adopté, depuis le milieu de la décennie 80, le principe de créer un complexe pharmaceutique régional avec une usine de production des médicaments essentiels, un laboratoire communautaire de contrôle des médicaments et des activités de recherche sur les plantes médicinales et la pharmacopée traditionnelle. A cette fin, des études de faisabilité ont été réalisées avec l'assistance technique de la CEA/MULPOC. Elles ont mis l'accent sur la situation actuelle des états de la CEPGL en matière d'approvisionnement, de contrôle et de distribution des médicaments, et fait des recommandations pour la mise en place de l'industrie pharmaceutique sous-régionale.

## **B. JUSTIFICATION DU PROJET**

### **1. La situation actuelle**

Deux entreprises publiques - LAPHAKI (Zaïre) et OPHAR (Rwanda), une société d'économie mixte - ONAPHA (Burundi) - et une dizaines d'entreprises privées zaïroises assurent présentement l'essentiel de la production locale. L'unité la plus importante - LAPHAKI - a une capacité annuelle de

80.000 de comprimés  
7.000.000 de gélules  
50.000 mg de poudres  
19.000 litres de solution  
25.000 mg de pommades  
1.900.000 suppositoires et  
22.000 litres de perfusions

La production reste néanmoins très réduite nonobstant le fait que cette capacité installée est déjà insuffisante pour les seuls besoins des officines publiques et des hôpitaux zaïrois. Dans le cas du Burundi, la production est handicapée par la vétusté des machines et autres installations techniques et les "normes de bonne fabrication" (GMP) édictées par l'OMS sont insuffisamment respectées.

Les activités d'importation sont, quand à elles, indifféremment réalisées par des Offices ou Services Publics - ONAPHA au Burundi, OPHAR au Rwanda, DCMP au Zaïre - des organismes appartenant à des missions religieuses - BUFMAR - et par plusieurs pharmacies privées, dont la firme allemande HOECHST.

### **2. Objectifs - Situation escomptée**

L'objectif majeur est le développement de ce sous-secteur en vue de couvrir les besoins locaux en médicaments essentiels et atténuer ainsi la dépendance extérieure. Au terme du projet, l'espace CEPGL devrait disposer d'une industrie pharmaceutique à dimension sous-régionale avec des activités de production portant sur quatre catégories:

- les produits dits généraux
- les antibiotiques
- les autres produits contenant la pénicilline et
- les produits colorants

Les spécialités pharmaceutiques seraient fonction des profils de morbidité et des principales maladies sévissant dans la région. En tout état de cause, la diversité des substances

actives n'a pas d'incidence majeure sur le coût des investissements, la fabrication des comprimés, sirops, dragées, pommades ou capsules se faisant, pour chacune des formes de présentation, par un même équipement, indépendamment des substances utilisées et du produit fini.

Eu égard aux besoins identifiés, l'unité sous régionale devrait avoir une capacité de production de

- 300.000.000 de comprimés pour un nombre cumulé de 25 types de produits		
- 13.000.000 de dragées	"	2
- 28.000.000 de capsules	"	4
- 2.000.000 de sachets de poudre ORS (à 27,59)	"	1
- 400.000 tubes de pommades/crèmes	"	4
- 500.000 suppositoires	"	1
- 857.000 litres de sirops, suspensions & solutions	"	13

Quelques produits vétérinaires courants pourraient être ajoutés à cette gamme, sans toutefois que cela n'implique un accroissement massif des coûts d'investissement.

### **3. Stratégie de mise en Oeuvre**

L'unité industrielle pourrait être conçue et programmée pour la fabrication des différentes spécialités décrites ci-dessus et constituer ainsi un ensemble intégré entièrement autonome.

Une autre approche pourrait néanmoins être envisagée dans le souci d'une intégration verticale et d'une plus grande synergie avec les unités de production déjà existantes. Dans cette hypothèse, le projet sous-régional aurait comme principale vocation de produire des substances pures et des extraits totaux de principes actifs. Ces produits intermédiaires (ou semi-finis) seraient livrés aux firmes pharmaceutiques locales pour la préparation de médicaments proprement dits et aux facultés de pharmacie équipées de services galéniques pour les besoins didactiques. Les extraits totaux d'alkaloïdes - réserpine, physostigmine, vincalécoblastine notamment - pourraient être exportés vers les pays habituellement importateurs de substances végétales zaïroises à l'état brut: écorces de *Rauwolfia*, graines de *voacanga* et de *physostigma*.

### **C. CADRE JURIDIQUE ET/OU INSTITUTIONNEL**

Comme les autres projets d'industrie légère, cette unité sous-régionale serait mise en place dans le cadre d'une ou plusieurs entreprises privées, individuelles et/ou sociétaires, ayant le statut d'entreprise communautaire. Les unités industrielles existantes, les principales firmes exportant sur le marché des Grands Lacs et les grandes officines privées constitueraient le noyau des entrepreneurs chefs de file. Aux quelques formalités et obligations générales existantes pour la création de sociétés, s'ajouteraient, dans le cas présent, les normes spécifiques édictées par l'OMS pour la fabrication de produits pharmaceutiques.

#### **D. BESOINS FINANCIERS**

Sur la base des besoins quantitatifs décrits plus haut, les études réalisées avaient abouti entre autres, à une estimation des coûts d'investissement initiaux de l'ordre de 5 millions de dollars US y compris les achats des machines et équipements techniques, le coût des bâtiments industriels, des constructions auxiliaires et des autres travaux de génie civil.

Ce montant pourrait être retenu comme une hypothèse de base, les dimensions et coûts réels du projet pouvant être révisés par une actualisation des données techniques et des besoins.

#### **E. APPORTS & RISQUES**

Les opérateurs économiques investisseurs et autres partenaires techniques apporteront les capitaux et la technologie nécessaires au montage de la société et au démarrage de l'usine. Les états et les institutions sous-régionales de coopération apporteront au projet les facilités et avantages prévus par les instruments nationaux et communautaires de promotion des investissements: exemptions fiscales, régimes tarifaires préférentiels CEPGL, CEEAC & COMESA; facilités de paiement, autres.

Les risques restent limités à ceux ordinairement encourus par les entreprises industrielles et commerciales.

***CHAPITRE III: PROJETS SOUMIS AUX OPERATEURS  
ECONOMIQUES ET AUX ONGs DE  
DEVELOPPEMENT***



## **FICHE DE PROJET No VIII:      DEVELOPPEMENT DE LA PECHE CONTINENTALE DANS LES PAYS DES GRANDS LACS**

### **A.      CONTEXTE DU PROJET**

Comme son nom l'indique, la première particularité de la sous-région des Grands Lacs réside dans la densité de son réseau de voies d'eau intérieures. Fleuves, lacs, étangs et rivières constituent ici, plus que partout ailleurs en Afrique, un facteur physique au potentiel multidimensionnel, autour duquel peuvent s'articuler et se développer plusieurs secteurs stratégiques de l'économie:

- agriculture
- pêche
- énergie
- transports.

De par leurs dimensions, les lacs Tanganyika, Victoria, Mweru, Mobutu, Kivu et autres s'apparentent en effet à de véritables mers intérieures dont certaines potentialités ne sont pas encore pleinement exploitées.

Si au niveau régional de multiples actions ont été initiées pour la mise en valeur de ce potentiel de développement, notamment pour les volets "énergie", "transports" et "agriculture", le secteur de la pêche, lui, n'a pas connu un essor significatif, nonobstant la faible couverture des besoins de la population en protéines animales. En effet, selon des études\* réalisées par la FAO (Définition de la politique agricole commune au sein de la CEPGL et Commercialisation des produits agricoles dans la CEEAC), une forme de malnutrition proteino-calorique sévirait de façon chronique dans la région, se traduisant notamment par des taux élevés d'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans et d'anémie chez les femmes enceintes ou qui allaitent.

Le potentiel halieutique existant, qui devrait permettre une meilleure couverture des besoins en protéines animales (dont le niveau actuel ne dépasserait pas 58% de la ration journalière requise), reste, dans l'ensemble régional, faiblement exploité pour des raisons multiples, dont:

- le caractère artisanal et rudimentaire des méthodes et des équipements de pêche;
- le faible niveau d'encadrement technique des artisans pêcheurs;
- l'insuffisance des infrastructures de conservation;
- les problèmes de transport entre les zones de pêche et les grands centres urbains;
- le sous-développement de la pisciculture (aménagement des étangs).

Ainsi, en guise d'illustration, la production \* de poisson du lac Tanganyika dans son ensemble (Burundi, Tanzanie, Zaïre, Zambie) serait, en 1988-89, de l'ordre de 85000 tonnes, sur un potentiel évalué à 295000 tonnes, soit une moyenne de 28,8%.

Plusieurs états de la sous-région seraient de gros importateurs de poissons et produits dérivés (63,1 millions de dollars US pour le seul Zaïre en 1992, 400.000 pour la Tanzanie).

## **2. Stratégie régionale**

Les objectifs poursuivis en la matière par les institutions de coopération sous-régionale visent essentiellement un accroissement sensible de la production locale de poisson à travers le développement d'un secteur de pêche industrielle là où cela est possible, un meilleur encadrement des artisans pêcheurs en milieu rural, une réduction des pertes après capture et une plus grande fluidité dans la distribution entre les zones de pêche et les principaux centres de consommation.

A cette fin, les états et leurs institutions de coopération entendent promouvoir davantage l'initiative privée dans les activités de pêche pour une mise en valeur optimale du potentiel halieutique.

## **3. Actions antérieures**

Plusieurs études réalisées par la FAO dans le cadre de la définition des politiques agricoles de la CEEAC et de la CEPGL ont porté entre autres, sur un inventaire exhaustif des zones de pêche, du potentiel de production et des espèces existantes. Pour sa part, la CEA/MULPOC de Gisenyi a réalisée en 1988, une étude préliminaire sur l'amélioration du stockage, du traitement et de la distribution du poisson.

Quelques projets et entreprises existent également au niveau national, notamment au Burundi et au Zaïre, mais totalisent dans l'ensemble, une capacité de capture et de commercialisation en deçà des besoins identifiés.

## **B. JUSTIFICATION DU PROJET**

### **1. La situation actuelle**

Elle reste caractérisée par une sous-exploitation du potentiel existant notamment au Zaïre et en Tanzanie, le manque d'infrastructures et d'équipements de traitement/conservation, et la faiblesse du réseau de distribution, le tout se traduisant par une dépendance de certains états en produits importés. Les statistiques fournies par la FAO montrent, entre autres, le faible niveau de la production en ce qui concerne la pêche continentale. Les données récentes sont les suivantes:

---

\* Statistiques FAO

Tableau 16

Captures en tonnes (pêche continentale)				Potentiel 1993 en tonnes
Pays	Année	1987	1992	1993
Zaïre		166.000 tonnes	121.900 tonnes	147.250 tonnes
Ouganda		nd	250.000 "	219.814 "
Tanzanie		nd	289.000 "	300.000 "
Rwanda		1630 "	3.697 "	3.553 "
Burundi		5009 "	23.033 "	22.000 "
Kenya			190.483 "	180.630 "
Total			878.113	873.247

Sources: Statistiques FAO

nd: non disponible

Ce niveau de production donne une moyenne régionale de 7kg de poisson par personne et par an, soit 19g par personne et par jour.

Si l'exploitation du potentiel existant semble optimale au Burundi, en Ouganda et au Kenya, elle reste à un très faible niveau au Zaïre - environ 29% - et est susceptible d'être améliorée en Tanzanie où le total des prises en 1993 (pêche marine + continentale) soit 345000 tonnes ne représente que 72,6% des ressources disponibles. Une bonne illustration des écarts entre potentiel et production est donnée par les statistiques relatives à la pêche sur le lac Tanganyika en 1989-90.

	Potentiel existant	Captures en tonnes
Burundi	23.000	16.000
Tanzanie	121.000	25.000
Zaïre	133.000	30.000
Zambie	<u>18.000</u>	<u>14.000</u>
Total	295.000	85.000

Avec un taux d'exploitation de l'ordre de 29%, les ressources du lac Tanganyika offrent de grandes opportunités de développement des activités de pêche tant industrielle qu'artisanale.

## **2. Objectifs du projet - Situation escomptée**

L'étude préliminaire sur les mesures d'amélioration du stockage, du traitement et de la distribution du poisson dans les pays du MULPOC de Gisenyi, réalisée en 1988, estimait à 21kg de poisson/habitant et par an, la moyenne de consommation susceptible de procurer 11,5 grammes de protéines animales, soit 57% des besoins journaliers. La couverture de ces besoins suppose donc un triplement de la production par rapport à son niveau de 1993, soit un volume total de captures de 2.620.000 tonnes/an pour toute la sous-région des Grands Lacs.

L'essentiel des ressources non encore exploitées concerneraient le fleuve Zaïre et ses affluents, les Lacs Tanganyika, Mweru, Mobutu et Kivu.

La création d'entreprises de pêche industrielle et semi-industrielle et la mise à disposition de petits équipements aux artisans pêcheurs dans le cadre de coopératives seraient de nature à relever sensiblement le niveau de la production, particulièrement pour le Zaïre, le Rwanda et la Tanzanie.

## **3. Stratégie de mise en oeuvre**

La pêche industrielle et semi-industrielle devrait être promue sur les principales formations lacustres de la région, dans le cadre d'entreprises privées, regroupant les opérateurs économiques des états riverains.

Sur les fleuves, rivières, étangs et petits cours d'eau, un meilleur encadrement des artisans pêcheurs pour la formation de coopératives, l'utilisation d'équipements plus élaborés, l'accès au petit crédit et la vulgarisation de l'aquaculture, semble être la stratégie la plus appropriée, l'exploitation de ces plans d'eau ne se prêtant pas à la dimension d'unités industrielles.

Ce projet de développement de la pêche continentale dans les pays des Grands Lacs pourrait donc être réalisé en deux volets distincts. Le premier volet mobiliserait les opérateurs économiques et autres investisseurs pour la création d'entreprises privées sur chacune des formations lacustres avec des équipements modernes de pêche, de traitement, de conservation et de distribution.

Pour le second volet, il s'agirait d'orienter l'intervention des ONGs de développement vers la promotion de groupements coopératifs de pêcheurs artisans avec des actions de formation et d'encadrement, ainsi que de petits financements. Ce volet pourrait ainsi avoir des impacts majeurs en milieu rural, par l'augmentation des revenus monétaires, un meilleur équilibre nutritionnel et la préservation de l'éco-système des plans d'eau.

### **C. CADRE JURIDIQUE & INSTITUTIONNEL**

La création d'unités industrielles devra émaner de l'initiative exclusive de promoteurs privés à travers des entreprises individuelles ou sociétaires, avec des partenaires régionaux et/ou étrangers. En particulier, des sociétés de capitaux - SA ou SARL - seraient des structures idéales pour l'exploitation des ressources des lacs dont sont riverains deux ou plusieurs états (Tanganyika, Mobutu, Edward, Kivu, Mweru).

Pour le volet "pêche artisanale", l'intervention des ONGs devrait être organisée et canalisée par les services nationaux chargés de l'encadrement rural, des pêches et de l'action coopérative.

Un réseau de sous-traitance ou d'intermédiaires devrait compléter ce dispositif pour d'une part, l'approvisionnement des unités industrielles installées et, d'autre part, la collecte, la conservation et la commercialisation des excédents de captures des artisans pêcheurs situés loin des centres urbains.

### **D. BESOINS FINANCIERS - INVESTISSEMENTS**

Aucune estimation n'est faite dans le cadre du présent document. Pour le volet industriel, qui est laissé à l'initiative exclusive du secteur privé, la taille des unités, les investissements et les besoins en financement devraient être fonction du niveau d'engagement des opérateurs économiques et investisseurs, intéressés par la pêche continentale.

Pour la pêche artisanale, les services nationaux compétents et les ONGs de développement devraient aider les artisans pêcheurs à évaluer leurs besoins, formuler leurs projets et les mettre en oeuvre pour une exploitation rationnelle des plans d'eau.

### **E. APPORTS & RISQUES**

Les opérateurs économiques et autres investisseurs intéressés par le projet apporteront les capitaux et la technologie nécessaires au montage des unités industrielles, en particulier pour l'acquisition des navires, des équipements de pêche, des camions frigorifiques et l'installation des chaînes de froid.

Les états apporteront à titre gratuit les droits de pêche, et les institutions sous-régionales et régionales accorderont aux entreprises ainsi créées les avantages et bénéfices de leurs instruments et mécanismes de coopération.

Pour le volet "pêche artisanale", les apports des ONGs seront fonction des besoins identifiés dans chaque requête: formation en matière d'aquaculture, fournitures de petits équipements, amélioration des techniques de conservation, subventions, encadrement institutionnel...etc.

Les services nationaux chargés des pêches, de l'action coopérative et de l'encadrement rural assisteront les artisans pêcheurs dans la formulation de petits projets et édicteront des normes et procédés pour les techniques de préservation des espèces en milieu aquatique.

Il n'y a pas de risques particuliers susceptibles d'entraver la mise en oeuvre des différents volets du projet.

## **FICHE DE PROJET IX: MACHINISME AGRICOLE**

### **A. CONTEXTE DU PROJET**

#### **1. Description du sous-secteur**

L'espace CEPGL - OBK est une sous-région à vocation essentiellement agricole. 90% de la population au Rwanda, au Burundi, en Tanzanie, 80% en Ouganda et environ 58% au Zaïre vivent de l'agriculture et des activités connexes. La part du secteur agricole dans le PIB est restée prépondérante sur les cinq dernières années:

entre 48 et 61 % en Tanzanie  
 48 et 51 % au Burundi  
 30 et 51 % en Ouganda  
 38 et 40 % au Rwanda  
 23 et 32 % au Zaïre

L'essentiel des équipements de production est constitué par un petit outillage simple et très diversifié: houes, machettes, haches, faucilles, serpettes, couteaux, coupe-coupes, pelles et autres outils manuels.

Ils sont utilisés dans la quasi totalité des exploitations familiales de type traditionnel pour les activités de semence, culture, récolte, traitement après récolte, transport, aménagement, construction et entretien en milieu rural.

Présentement, la production de ces petits équipements est assurée dans la sous région par l'artisanat non structuré (particuliers forgerons) des organismes confessionnels et par quelques unités industrielles (Rwandex Chillington & Rwanda Steel au Rwanda, Chanimetal & UMAZ au Zaïre). Mais, dans l'ensemble sous-régional, la production reste faible par rapport à la demande réelle et aux besoins sur le moyen terme.

#### **2. Stratégie des institutions sous-régionales en la matière**

L'objectif d'accroissement de la production agricole à la fois pour consolider l'autosuffisance alimentaire, développer les cultures d'exportation et améliorer le niveau de vie en milieu rural suppose une plus grande mécanisation des activités agricoles, une augmentation des quantités produites pour faire face à la demande, une amélioration et une diversification des équipements actuels, un développement de nouveaux matériels avec des technologies simples et adaptées aux conditions physiques, environnementales, économiques et financières du milieu rural.

Pour les institutions régionales d'intégration, les actions doivent viser une structuration, dans le cadre d'ateliers, de l'artisanat local pour une utilisation plus rationnelle des moyens et

une amélioration de la qualité des produits, le renforcement et la redynamisation des unités industrielles existantes et la création de nouvelles unités pour répondre à la demande régionale.

### **3. Actions antérieures**

La CEPGL, avec le concours de la CEA/MULPOC de Gisenyi a déjà initié une étude de marché des petits équipements et machines agricoles et organisé une réunion consultative des producteurs potentiels. Les principales conclusions émanant des rapports de ces étude et rencontre sont résumées dans la présente fiche de projet.

## **B. JUSTIFICATION DU PROJET**

### **1. La situation actuelle**

La production locale (artisanat et industrie confondus) ne représente que 47% de l'offre globale, soit 3062 tonnes par an. Les importations, **officiellement enregistrées**, couvrent 53 % de ce marché, soit 3480 tonnes.

Les secteurs industriel et artisanal ne produisent respectivement que 38 et 9% de l'offre locale, les unités industrielles ne tournant qu'à 20% de leur capacité totale au Zaïre et 70% au Rwanda (avant les troubles politiques intervenus en 1994 dans ce pays).

En 1992 la demande était estimée à 19000 tonnes. La clientèle du petit outillage et du machinisme agricole comprend

- les petits exploitants (paysannerie);
- les grands propriétaires terriens;
- les coopératives agricoles;
- les collectivités (pour les travaux communautaires);
- les centres de redressement;
- les projets publics;
- ...etc.

### **2. Objectifs visés - Situation escomptée**

L'objectif premier est de couvrir entièrement la demande locale, d'améliorer la qualité des produits actuels, tant pour les outils manuels que pour les équipements de la traction animale, de développer la motorisation conventionnelle (motoculteurs et tracteurs, matériel tracté et autres appareils équipés d'un moteur). Le tableau annexe 3 donne l'évolution récente de la demande globale.



### **3. Stratégie de mise en oeuvre**

Le projet fait apparaître deux volets distincts et complémentaires.

- a) un volet artisanal pour lequel les actions devraient être orientés vers une meilleure structuration des forgerons particuliers, à travers la multiplication et le renforcement des ateliers et des forges communes, le développement et la vulgarisation des techniques de production pour une meilleure qualité des produits et l'organisation des circuits de commercialisation. L'intervention des ONGs serait requise à ce niveau, à la fois pour le financement, la formation, l'encadrement et l'organisation des circuits de vente.
- b) Un volet industriel pour lequel il s'agira d'abord d'optimiser les capacités installées qui totalisent un potentiel de 11200 tonnes mais dont la production réelle dépasse à peine les 3000 tonnes. Un apport important de capitaux et de nouvelles technologies est nécessaire pour redynamiser les unités existantes. De nouvelles unités de production seront également envisagées pour un doublement des capacités actuelles, indispensable pour répondre à la demande sous-régionale.

### **C. CADRE JURIDIQUE ET/OU INSTITUTIONNEL**

Pour le secteur artisanal, l'intervention des ONGs pourrait se faire directement avec les coopératives et les groupements d'artisans, là où ils existent (subventions, encadrement, formation) en coopération avec les services publics chargés de l'encadrement en milieu rural.

Pour le secteur industriel, le cadre le plus approprié pour un développement durable du machinisme agricole serait des entreprises privées: Sociétés anonymes, SARL, entreprises individuelles. Il s'agira donc de privatiser et/ou d'ouvrir le capital des sociétés existantes à de nouveaux opérateurs économiques et de promouvoir la création de nouvelles unités, notamment au Burundi. Les quatre entreprises existantes (Rwandex steel, Chillington, UMAZ & Chanimetal) devraient jouer le rôle d'unités chef de file.

### **D. BESOINS FINANCIERS**

Les études présentement disponibles ne contiennent pas une estimation des investissements nécessaires à la couverture des besoins régionaux.

Pour le secteur artisanal, il reviendra aux services nationaux d'encadrement et aux groupements déjà existants de soumettre aux ONGs intéressées des projets à financer.

Dans le domaine industriel, les besoins financiers concernent à la fois les ressources nécessaires à la remise en marche et/ou la pleine exploitation des quatre unités existantes et les coûts de nouvelles unités. Les entreprises chefs de file pourraient notamment procéder à cette évaluation avec le concours technique du SEP/CEPGL et de la CEA/MULPOC. Un rapport d'évaluation sera soumis aux investisseurs potentiels.

## **E. APPORTS & RISQUES**

Les opérateurs économiques et autres investisseurs apporteront les capitaux et la technologie pour la restructuration et la relance des unités existantes et éventuellement la création de nouvelles unités.

Les institutions sous régionales et les états membres accorderont au projet les avantages prévus par les instruments et mécanismes nationaux et communautaires de promotion des investissements.

Les risques sont ceux ordinairement encourus par toute entreprise commerciale.

Pour le volet artisanal, il sera requis des financements et/ou éventuellement des assistances techniques ponctuelles par le biais des structures nationales d'encadrement du milieu rural et des associations coopératives agréées.

## TABLEAUX ANNEXES

## 1. PRODUCTION DANS LES PAYS DE LA CEPGL

## BURUNDI

- Production du centre de GITEGA: 5.700 pièces toutes confondues
- Production artisanale non structurée: 35.4000 pièces toutes confondues

## RWANDA

- Production RWANDEX CHILLINGTON
- a) Houes : 850.000 pièces (1987) 900.000 (1988)
- b) Brouettes : 5.700 pièces (1987) 9.000 (1988)
- Production RWANDA STEEL
- Houes: 250.000 pièces (prévisions fin 1988)
- Forge de Nyabisindu 20.000 pièces (chiffre arrondi) environ 21,8 tonnes)
- Coopérative des forgerons de gishamvu: 11.250 pièces (14,6 tonnes)
- Cercle de développement de la Commune de Shyorongi: 2.500 pièces (3,2 tonnes)
- Coopérative des forgerons de Munini: 5.000 pièces (6,5 tonnes)
- Production des forgerons du virons du village: (300.000 pièces (39 tonnes)

## ZAIRE

## CHANIMETAL:

- a) Houes : 15.000 pièces (1985) et 67.000 houes moyennes annuelle sur 6 ans (91 tonnes)
- b) Machettes, pelles, bêches, pioches et pics : 474.000 pièces (1985) et 417.000 pièces (moyenne annuelle sur une période de 6 ans (542 tonnes)
- c) Râteaux : 7.000 pièces (1983) et 3.000 pièces (1984) la moyenne annuelle sur les deux ans est de 5.000 pièces (6,5 tonnes)
- d) Brouettes : 1.400 pièces (1985) et la moyenne annuelle sur la période de 6 ans est de 3.100 pièces (62 tonnes).

## UMAZ:

a)	Houes 1,26kg	:	45.700 pièces (1987); 60.750 (moyenne)
b)	Houes 0,75kg	:	34.300 pièces (1987); 21.300 (m. annuelle)
c)	Machettes courtes	:	2.100 pièces (1987); 91.270 (moyenne/an)
d)	Machettes longues	:	50 pièces (1987); 20.760 (moyenne/an)
e)	Pelles	:	50 pièces (1987); 60.000 (moyenne/an)
f)	Haches	:	2.000 pièces (1987); 7.200 (moyenne/an)
g)	Coupe-coupes	:	40 pièces (1987); 42.200 (moyenne/an)
h)	Bêches	:	20.200 (1987); 10.760 (moyenne/an)
i)	Râteaux	:	20.200 (1987); 730 (moyenne/an)
j)	Ramasse herbes	:	20.200 (1987); 479 (moyenne/an)
k)	Binettes	:	20.200 (1987); 670 (moyenne/an)
l)	Binettes pointues	:	20.200 (1987); 200 (moyenne/an)
m)	Coupe-spéciale	:	20.200 (1987); 6.100 (moyenne annuelle)
n)	Cambrure	:	134,5 (1987); 134.500 (moyenne an.) soit une production moyenne annuelle de 248,6 tonnes.

## 2. CARACTERISTIQUES DES UNITES FONCTIONNELLES SPECIALISEES DANS LA FABRICATION D'OUTILS MANUELS

	UMAZ	RWANDEX CHILLINGTON	RWASTEEL
1. Capacité théorique	2.200 tonnes d'outils par an soit:  1.350.000 pièces/an dont 600.000 houes 720.000 machettes 100.000 faucilles 100.000 bêches 50.000 haches	2.300 tonnes d'outils par an  1.250.000 houes/an 30.000 brouettes/an	6.000 tonnes d'outils/an dont 3.500.000 houes, tridents haches/an 2.006.00 machettes, faucilles et pelles/an 25.000 brouettes seules les houes 2.600.000 pièces/an
2. Capacité de production	400 tonnes d'outils	850.000 houes/an en 1987	250.000 houes jusque fin 1988. 7 à 8 pièces/minute soit environ 10.000 pièces dans 24 heures.
3. Provenance de la matière première	Chine	Kenya - Angleterre Zimbabwe	Belgique
4. Perspectives	Abandonner les houes, produire seulement les outils laminés à froid (machettes, faucilles)	Installation d'une fonderie vers fin 1988. Production de $\pm 500.00$ machettes.	Installation d'une fonderie. Production de toute la gamme des outils aratoires.

## 3. Evolution de la demande de petit outillage pour la période 1988-1992 à la CEPGL

No.	Désignation outil	Tonnes					
		1987	1988	1989	1990	1991	1992
1	Houe	8.090	8.206,4	8.324,92	8.445,65	8.568,6	8.693,83
2	Pelle et bêche	269,7	272,52	275,38	278,27	281,21	284,18
3	Pioche et pic	391,12	395,03	398,97	402,95	406,99	411,07
4	Machette	1.275	1.288,9	1.302,88	1.317,03	1.331,36	1.345,87
5	Hache et hachette	719,1	727,68	736,5	745,45	754,54	763,77
6	Trident, fourche, râteau	1.236,3	1.249,19	1.262,23	1.275,43	1.288,78	1.302,29
7	Sécateur (petit)	170,7	172,42	174,16	175,93	177,71	179,52
8	Scie à main à bois	130,9	132,36	133,85	135,35	136,88	138,42
9	Faucille volante	243,05	245,42	247,82	250,24	251,10	255,17
10	Serfouette, binette, racloir	986,45	997,65	1.009,01	1.020,53	1.032,21	1.044,07
11	Serpette	85,7	87,03	88,39	89,77	91,17	92,61
12	Brouette	3.276,26	3.312,95	3.350,12	3.387,8	3.425,99	3.464,71
13	Pulvérisateur	571,3	577,69	584,17	590,73	597,39	604,13
14	Machine récolte et battage	290,4	294,32	298,31	302,38	306,51	310,71
15	Machine, engin et appareils	58,7	59,23	59,76	60,31	60,86	61,42
	TOTAL	17.794,68	18.018,79	18.246,47	18.477,81	18.711,30	18.951,77

**CHAPITRE IV: PROJETS SOUMIS AUX DONATEURS ET  
BAILLEURS DE FONDS BILATÉRAUX  
ET MULTILATÉRAUX**

## **FICHE DE PROJET X: HARMONISATION DES POLITIQUES, LEGISLATIONS ET INSTRUMENTS SUR LE TRANSPORT DE TRANSIT ENTRE LES ETATS DE LA SOUS-REGION DES GRANDS LACS - CEPGL - OBK - ACTT**

### **A. CONTEXTE DU PROJET**

#### **1. Description du sous-secteur**

La problématique du transport de transit se pose avec une très grande acuité dans la sous-région des Grands Lacs eu égard à l'enclavement de trois pays - Ouganda, Rwanda, Burundi - et de toute la partie orientale du territoire du Zaïre.

Les flux d'échanges commerciaux - importations & exportations - de ces états & régions se faisant principalement avec les ports de Mombasa et Dar-Es-Salaam sur l'océan indien, plusieurs couloirs et corridors de transit ont été identifiés, aménagés, et ont fait l'objet d'accords bilatéraux et/ou multilatéraux entre les états concernés.

En 1993, le tonnage des marchandises en transit au départ ou à destination de ces deux ports était estimé respectivement à 1.209.977 et 2.152.721 tonnes. Les corridors aménagés ont, entre autres particularités, la longueur des trajets - de 1200 (Mombasa - Kampala) à 2100km (Mombasa - Bujumbura), l'inadéquation ou la vétusté de certaines infrastructures, l'usage combiné de divers modes de transport (ferroviaire, routier et lacustre), le passage de plusieurs postes frontaliers et la juxtaposition de législations et réglementations souvent différentes, le tout générant des délais de route assez longs (jusqu'à 37 jours) et des surcoûts financiers de 183 (Dar-Es-Salaam - Bujumbura) à 285 US Dollars (Mombasa - Bujumbura) par tonne de marchandises transportées.

#### **2. Stratégie régionale**

La stratégie régionale en matière de transport de transit est définie dans les traités et accords auxquels les Etats de la sous-région sont parties prenantes: COMESA, CEEAC, ACTT, CEPGL. Pour ces différentes institutions, les objectifs majeurs en matière de transport sont l'harmonisation des politiques et programmes, le développement et l'interconnexion des voies de communication, la libre circulation des personnes et des biens. En particulier, l'Accord de Transit du Corridor Nord a pour objet:

- de faciliter le transit des marchandises;
- d'éviter ou minimiser les fraudes douanières;
- de simplifier et harmoniser les règles, les procédures et les documents de transit;
- de réduire les délais de route.

Définir les couloirs de transport en transit international, identifier les bureaux des douanes habilités à traiter les marchandises en transit et les institutions financières agréées pour la caution en douane, uniformiser les documents douaniers d'accompagnement et les modèles de "lettre de voiture", constituent quelques uns des domaines d'action dans lesquels les états de la sous-région déploient leurs efforts de coopération en matière de transit, parallèlement aux objectifs plus ambitieux de développement et d'entretien d'un réseau régional des transports.

### **3. Actions antérieures**

Plusieurs études et actions ont été initiées dans le cadre sous-régional pour la mise en oeuvre des politiques et stratégies définies par les traités, protocoles et autre accords inter-états. On en notera:

- l'étude sur les procédures administratives en matière de trafic frontalier et de transit dans les pays du Corridor Nord, réalisée par la CEE;
- le rapport N° 3224/EAF/Banque mondiale sur les goulots d'étranglement des transports internationaux du Rwanda et du Burundi; décembre 1980;
- le projet PNUD/CNUCED/RAF/78/015 d'assistance en matière de transit pour la sous région enclavée de la partie orientale de l'Afrique Centrale; Mars 1981;
- l'étude sur l'harmonisation et la coordination des différents modes de transport dans les sous-régions de l'Afrique Orientale et Australe; CEA; décembre 1986;
- l'étude sur les corridors des Grands Lacs; Banque Mondiale, Mars 1990; et
- le projet PNUD/CNUCED/RAF/88/015 relatif au trafic de transit et à l'appui au secteur des transports en Afrique Orientale et Australe.

Ce dernier projet - en particulier - a couvert l'Ouganda, le Zaïre, la Tanzanie, le Kenya, le Rwanda et le Burundi. Ses objectifs étaient de:

- créer et mettre en place un système opérationnel pour suivre le mouvement et améliorer le flux des marchandises;
- promouvoir un système de transport en transit efficace, fiable, rapide et peu coûteux par le biais d'une coopération technique et institutionnelle entre les pays enclavés et les pays de transit;
- promouvoir une gestion rationnelle de la logistique de transport sur les principaux axes et itinéraires;



- assister les états en vue de l'amélioration de leurs cadres économique, juridique et administratif régissant les mouvements de marchandises dans la sous-région;
- renforcer les compétences nationales par une utilisation optimale de l'expertise nationale et sous-régionale.

Le rapport final de ce projet a fait l'objet de recommandations pertinentes et d'activités diverses, notamment des ateliers et séminaires nationaux, avec la participation des institutions sous-régionales: ACTT, OBK, CEPGL.

#### **4. Cadre institutionnel**

Le présent projet, initié par la CEA/MULPOC de Gisenyi, fait suite à l'étude sur l'harmonisation des politiques nationales de transport des pays de l'OBK et du Corridor Nord, étude réalisée en 1995 par ledit MULPOC, sur requête du Secrétariat Exécutif de l'OBK. Cette action devra donc être située dans le cadre de l'assistance technique que la CEA, à travers son bureau régional, apporte aux Etats de la sous-région et à leurs institutions de coopération: CEPGL, OBK, IGADD, ACTT/Corridor Nord.

### **B. JUSTIFICATION DU PROJET**

Comme souligné plus haut, le trafic de transit entre les états et/ou zones enclavés de la sous-région et les ports de Mombasa et Dar-Es-Salaam sur l'océan indien est en constante augmentation et occupe une place stratégique dans l'économie des états concernés. Ainsi, entre 1991 et 1993, le trafic des marchandises en transit est passé de 527.418 à 1.209.977 tonnes pour le port de Mombasa et de 1.969.583 à 2.152.721 tonnes pour celui de Dar-Es-Salaam.

Mais, nonobstant l'importance de ce trafic et l'existence de plusieurs cadres juridiques et institutionnels de coopération, de multiples problèmes restent encore non résolus, gênant grandement la mobilité des opérateurs économiques, alourdissant les coûts et allongeant les délais d'acheminement des marchandises.

#### **1. La situation actuelle**

La plupart des problèmes recensés trouvent leurs causes soit dans la non application de certains accords régionaux, soit dans l'adjonction, à coté de ces textes, de normes nationales plus contraignantes et parfois en opposition avec les premiers. Ainsi, pour le Burundi, l'utilisation du corridor nord présente trois handicaps majeurs:

- le nombre des frontières: les transporteurs burundais doivent traverser 3 pays avant d'arriver au port de Mombasa;

- le surcôt financier: ce trajet revient 20 à 30 dollars US plus cher que la voie routière Dar-Es-Salaam - Bujumbura;
- le surplus de formalités douanières: en plus de la DTDR adoptée dans le cadre de l'ACTT, l'Ouganda et le Kenya exigent leurs propres documents de transit, le dépôt d'une caution dans chaque pays et le paiement d'une commission d'intervention de 0,25 % de la valeur CAF des marchandises transportées.

Sur le corridor central, les transporteurs burundais se plaignent essentiellement du coût exorbitant des péages routiers, qui serait de 16 dollars US par 100km en Tanzanie, soit le double du taux préalablement convenu et fixé dans le cadre de la ZEP/COMESA.

Du côté Ougandais, des plaintes similaires sont formulées, notamment sur les temps impartis pour la mise à disposition de conteneurs à Mombasa, la formation des escortes policières, le double contrôle des charges à l'essieu (Athi River & Marakani), le coût jugé exorbitant des tarifs portuaires, les formalités douanières supplémentaires exigées par les Douanes Kenyanes, en plus de la DTDR (Déclaration de Transit Douanier par la Route)/ACTT.

Pour les autorités Kenyanes la préoccupation essentielle serait la préservation et l'entretien des infrastructures de transport, d'où une réglementation très stricte relativement à la charge à l'essieu, aux caractéristiques techniques des véhicules et au péage routier.

De multiples problèmes se posent donc aux différentes parties et limitent ainsi la portée des accords de coopération passés en matière de transport/transit dans le cadre des institutions régionales et sous-régionales: divergences entre les réglementations sur la charge à l'essieu, multiplicité des formalités et des cautions douanières requises, nombre des contrôles routiers, coûts élevés des tarifs portuaires, temps de formation des convois pour l'escorte policière ou douanière, dégâts causés aux infrastructures de transport par la surcharge des véhicules.

Ici et là, les normes édictées dans le cadre régional ne sont pas entièrement observées par les états membres, ou coexistent encore avec des réglementations nationales plus contraignantes.

## **2. Situation escomptée à la fin du projet**

L'objectif du projet est d'aplanir toutes ces divergences pour rendre plus fluide le trafic de transport en transit entre les pays de la région de l'Afrique Orientale. Une plus grande harmonie serait réalisée entre les textes régionaux, les réglementations nationales, les contraintes propres à chaque état et l'objectif de coopération et d'intégration régionales. Elle devrait se traduire notamment par l'application d'un régime uniforme de transit.

### **3. Les bénéficiaires cibles**

Ce projet bénéficierait - en premier lieu - à tous les opérateurs économiques et services publics impliqués dans le transport & transit inter états: Transporteurs, transitaires, importateurs & exportateurs, conseils des chargeurs, administrations des douanes, services nationaux des transports. Ses effets induits devraient cependant se ressentir sur l'activité économique dans son ensemble et sur le processus d'intégration régionale en particulier.

### **4. Stratégie de mise en oeuvre & modalités d'exécution**

Plutôt qu'une étude de plus, la mise en oeuvre du présent projet devrait se traduire essentiellement par une enquête/évaluation sur les textes régionaux et/ou nationaux, les mécanismes et instruments existants en matière de transport de transit et sur la pratique au quotidien. Le recensement exhaustif des problèmes rencontrés par les uns et les autres (pays enclavés et pays de transit) serait assorti de propositions concrètes d'adaptation et d'harmonisation des réglementations nationales avec les accords régionaux, après analyse et prise en compte des contraintes propres à chaque pays.

Les résultats de cette enquête/évaluation et les propositions de solutions seraient examinés dans le cadre d'un séminaire régional regroupant les administrations nationales des douanes et des transports, les représentants des conseils des chargeurs, des groupements professionnels des transporteurs, des transitaires agréés, les banques et établissements financiers intervenant dans les opérations de caution en douane et les représentants des institutions sous-régionales de coopération (CEPGL, ACTT, OBK, COMESA).

### **C. Objectifs de développement**

Les objectifs majeurs restent le renforcement et l'accélération du processus d'intégration régionale à travers son volet "transport/transit" qui est d'une importance vitale pour l'économie des pays enclavés et semi-enclavés. L'élimination des barrières non physiques au trafic des marchandises en transit devrait avoir des impacts positifs multiples sur les activités de production, les coûts rendus magasin des importations et la compétitivité des produits d'exportation.

### **D. Objectifs immédiats**

Les objectifs spécifiques sont de deux ordres:

- éliminer les barrières d'ordre juridique, douanier, administratif et sécuritaire tout le long des couloirs de transit; et

- harmoniser les caractéristiques techniques des véhicules, notamment les limites légales de charge à l'essieu pour maintenir en bon état le réseau routier, dont le coût d'entretien et de réhabilitation est assez élevé.

Il s'agira de trouver des solutions pertinentes, tant pour le Corridor Nord que pour le Corridor Central, à la non application - ou l'application partielle - des accords existants, à leurs lacunes éventuelles, à l'existence de documents douaniers de transit faisant double emploi avec la DTDR, au coût élevé des tarifs portuaires, à la multiplicité des contrôles, des taxes de transit et des cautions. Sur toutes ces questions, une bonne et exhaustive perception des contraintes des différents partenaires (Etats membres) doit permettre l'élaboration et la mise en oeuvre d'un régime de transit unifié et souple.

De même, les divergences sur les législations en matière de charge à l'essieu et les spécifications techniques des véhicules autorisés pour le trafic de transit devrait être aplanies, en tenant compte, pour les uns, de l'impératif de maintenir en bon état leur réseau routier et pour les autres, du temps de renouvellement du parc automobile existant.

#### **E. Activités/Apports**

La réalisation de ce projet requiert une double expertise technique, respectivement en matière de transit douanier et de normes techniques des véhicules de transport lourd. Ces experts auront en charge l'identification et l'évaluation des obstacles existants et la définition d'une législation régionale unifiée et adaptée aux contraintes spécifiques de chaque état. Cette action devrait s'étendre sur 45 jours, y compris les missions d'enquête et d'information sur le terrain.

Dans un second temps, les constats, conclusions et propositions de solutions formulés par ces deux experts devraient être examinés dans le cadre d'un séminaire/atelier régional regroupant toutes les parties concernées.

Une allocation de 50.000 dollars US permettrait de couvrir les honoraires des deux experts, les frais de mission dans les états et les coûts d'organisation du séminaire/atelier.

Le concours financier des partenaires au développement - PNUD, Union Européenne, USAID, Banque Mondiale - serait requis, et la CEA/MULPOC apporterait une assistance technique pour la formulation, la mise en oeuvre et la gestion du projet.

#### **F. Risques**

Les seuls risques encourus restent ceux inhérents à une pérennisation des divergences et difficultés actuelles: multiplication des obstacles non physiques au trafic de marchandises, délais de transit assez longs, surcoûts financiers, détérioration rapide des infrastructures, retard dans le processus d'intégration régionale.

### **G. Obligations générales**

Les états et leurs institutions de coopération - ACTT, OBK, CEPGL - apporteront toutes les informations juridiques, fiscales, douanières et techniques disponibles pour une bonne évaluation des problèmes posés.

La CEA/MULPOC assurera la coordination et la gestion des activités identifiées dans le cadre de la réalisation du projet, notamment la réalisation de l'enquête/évaluation et l'organisation du séminaire/atelier.

### **H. Suivi et évaluation du projet**

Le présent projet fera l'objet de contrôle, de suivi et d'évaluation, conformément aux règles et procédures en vigueur à la CEA. En particulier, les rapports d'enquête et les résultats du séminaire seront notifiés formellement aux donateurs, aux États membres et aux institutions sous-régionales.

La CEA/MULPOC et l'ACTT élaboreront, en temps opportun des rapports sur le suivi et la mise en oeuvre des décisions qui émaneront du séminaire/atelier.

### **I. Cadre Juridique**

Le projet serait exécuté et suivi dans le cadre institutionnel de la CEA/MULPOC.

## **FICHE DE PROJET XI: CREATION D'UN CENTRE SOUS-RÉGIONAL D'INFORMATION, DE DOCUMENTATION ET DE PROMOTION COMMERCIALES POUR LES PAYS DES GRANDS LACS CEPGL - OBK - ACTT**

### **A. CONTEXTE DU PROJET**

L'intégration régionale - allant de pair avec les réformes structurelles de l'économie - apparaît aujourd'hui comme une voie incontournable pour éviter au continent africain une marginalisation dans le commerce mondial. Si la part de l'Afrique dans ce commerce mondial est quasiment stationnaire depuis une décennie - entre 1 et 2% -, les échanges intra - africains ne sont guère plus dynamiques - environ 6% -.

Dans sa structure, le commerce de la plupart des pays africains est resté caractérisée par la prédominance des exportations de quelques matières premières et produits de base, sans ou avec une très faible valeur ajoutée, et une forte dépendance en produits finis importés, y compris des biens de consommation courante et même des produits alimentaires.

Les réformes structurelles engagées dans tous les états ont pour principal objectif d'inverser cette tendance, par une redynamisation du secteur productif et une meilleure compétitivité des industries nationales. Entre autres mesures d'accompagnement de ces réformes, l'information et la promotion commerciales s'avèrent indispensables pour une meilleure connaissance des potentialités, des opportunités, et des conditions de marché.

Les pays des Grands Lacs et leurs institutions de coopération ne disposent pas présentement d'instruments performants de saisie, de traitement et de diffusion de l'information commerciale à la dimension des besoins des opérateurs économiques de la sous-région.

### **2. Stratégie régionale**

Les pays des Grands Lacs sont membres à part entière d'institutions régionales et sous-régionales d'intégration ou de coopération économique dont les traités ou accords constitutifs accordent une large place au commerce inter-états de produits originaires.

A cette fin, de multiples efforts sont déployés vers la création d'un système intégré d'échanges d'informations commerciales entre les états, mais aussi avec le reste du monde de manière à offrir des données fiables aux opérateurs économiques.

### **3. Actions antérieures**

La pertinence de ce projet a justifié les nombreuses démarches déjà entreprises pour sa réalisation. Ainsi le Secrétariat Exécutif de la CEPGL avait introduit, en 1992, une requête de financement auprès du PNUD dans le cadre du 5<sup>e</sup> cycle de programmation multinational. La

CEA/MULPOC de Gisenyi a également initié une démarche similaire auprès du FASNUDA dans le cadre de son programme d'assistance aux états de l'Afrique Orientale.

## **B. JUSTIFICATION DU PROJET**

La stratégie de mise en oeuvre du Traité instituant la Communauté Economique Africaine - CEPA - repose essentiellement sur le renforcement des communautés régionales et sous-régionales existantes et, à terme, la convergence de leurs politiques et programmes sectoriels.

### **1. La situation actuelle**

De multiples accords et conventions ont été signés dans la sous-région de l'Afrique Orientale pour promouvoir les échanges commerciaux de produits originaires. On en citera l'exemple de la CEPGL qui compte à son actif, entre autres, un accord commercial et de coopération douanière, un arrangement monétaire, un accord sur la libre circulation des personnes et des biens ou encore un tarif préférentiel.

Nonobstant l'existence de tout ce dispositif juridique, la région Afrique Orientale accuse un faible taux d'échanges intra-régionaux (moins de 1%) par rapport aux autres régions du continent - Afrique de l'Ouest et Afrique Australe notamment.

### **2. Objectifs de développement**

Le présent projet a pour finalité le renforcement du processus d'intégration régionale à travers son volet commercial qui accuse un retard considérable par rapport aux autres politiques sectorielles (Transports, énergie, agriculture, recherche scientifique) et par rapport aux autres espaces africains d'intégration.

Les Traités, accords et protocoles instituant la CEPGL, l'ACTT et l'OBK comportent d'importants volets en matière d'échanges commerciaux, perçus à la fois comme un instrument moteur et un baromètre de l'évolution du processus d'intégration. Les dispositifs juridiques et institutionnels mis en place doivent cependant être complétés par une politique et des outils promotionnels performants afin que le commerce sous-régional amorce une croissance durable et stimule les activités de production.

### **3. Objectifs spécifiques - Situation escomptée**

Pour réaliser les objectifs définis en matière d'échanges commerciaux, les Secrétariats Exécutifs de la CEPGL, de l'OBK et de l'ACTT doivent disposer, entre autres, d'un important réseau d'informations commerciales, complètes et fiables. A cette fin, il est préconisé la mise en place d'un centre d'information et de documentation commerciales, doté notamment d'une bourse des échanges et d'un périodique. Il s'agira de concevoir et rendre opérationnel, sur support informatique, une banque de données, régulièrement mises à jour, à l'usage des opérateurs économiques des Etats membres et des principaux partenaires commerciaux de la

sous-région.

Les informations à traiter devraient concerner:

- Les produits agricoles, industriels et les services disponibles dans la sous-région;
- Les produits agréés aux régimes tarifaires préférentiels;
- Leurs spécificités techniques, labels de qualité, noms commerciaux, prix;
- Les coordonnées, spécialités et capacités des opérateurs économiques, producteurs et/ou exportateurs sous-régionaux;
- Les demandes intra et extra régionaux de produits CEPGL et OBK;
- Les cours des principaux produits d'exportation des Etats membres;
- Les offres et demandes de services de transport - transit inter-états;
- Les offres des principaux produits importés dans la sous-région;
- Toute autre information jugée utile par les opérateurs économiques régionaux.

Toutes ces données devraient être disponibles à tout moment et dans tous les Etats de la région, à la fois sur support informatique et par l'édition d'un bulletin spécialisé.

Une fois réalisé, ce projet devrait permettre à la CEPGL, à l'OBK et à l'ACTT de disposer de véritables instruments de promotion des échanges avec:

- Le tenue à jour d'un fichier complet des biens et services disponibles dans l'espace sous-régional,
- La publication des offres et demandes de biens et services dans la région,



- La possibilité de mettre en relation directe et rapide les opérateurs économiques des Etats membres entre eux, et avec leurs partenaires commerciaux extérieurs,
- Un répertoire - avec coordonnées - des opérateurs économiques régionaux, par pays et par branche d'activités,
- Un répertoire des principaux clients et fournisseurs des Etats de la sous-région.

#### **4. Stratégie de mise en oeuvre**

La réalisation du projet se fera à travers les activités ci-après:

- i) Une réunion préparatoire de concertation - Secrétariats CEPGL - OBK, ACTT, CEA/MULPOC, Donateurs;
- ii) Une étude prospective auprès des opérateurs économiques régionaux pour identifier leurs besoins en information commerciale;
- iii) Des missions d'information, de collecte de données et de suivi du projet;
- iv) La conception d'un système d'information (programme informatique) pour la saisie, le stockage, le traitement, la mise à jour et la diffusion des données commerciales;
- v) L'acquisition et l'installation d'un matériel informatique complet et approprié;
- vi) Une étude d'opportunité et de faisabilité pour l'édition et la publication d'un bulletin d'informations commerciales "Marchés des Grands Lacs" comme instrument d'appoint et relais du réseau informatique;
- vii) L'acquisition d'un véhicule de liaison tout terrain;
- viii) Une réunion d'évaluation du projet;
- ix) Un comité des Experts des Etats membres des trois institutions pour la prise en charge du Centre.

A moyen terme, d'autres études seraient réalisées sur les possibilités d'interconnexion du centre d'information commerciale avec des terminaux qui seraient localisés auprès des chambres consulaires des Etats membres et avec le CCI (Genève).

### **C. APPORTS**

Il est requis des donateurs bilatéraux et multilatéraux le financement des études identifiées, l'acquisition et l'installation du matériel et accessoires informatiques, l'achat d'un véhicule tout terrain, la prise en charge des experts consultants et du personnel d'appui du projet, le tout pour un coût global de 600.000 dollars US.

Les états membres mettront à la disposition du projet toutes les informations y afférentes, notamment celles disponibles auprès des services, centres ou offices nationaux du commerce extérieur, des chambres d'industrie, d'agriculture, d'artisanat et de commerce. Lesdits services et institutions assisteront les Secrétariats de la CEPGL, de l'OBK et de l'ACTT dans la conception et la mise en oeuvre du projet.

Les Secrétariats Exécutifs de ces institutions fourniront les locaux, le mobilier et matériel de bureau, et définiront le cadre organique et institutionnel du Centre. Le personnel chargé de l'animation du Centre fera partie intégrante du staff permanent du Secrétariat Exécutif de l'institution qui sera désignée pour l'abriter.

La CEA apportera une assistance technique ponctuelle et d'autres services consultatifs pour la mise en oeuvre et le suivi du projet.

### **D. RISQUES**

Il n'existe pas de risques spécifiques à la réalisation de ce projet.

### **E. OBLIGATIONS & CONDITIONS SPECIALES**

Néant

## **F. CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL**

Le présent projet s'insère dans le cadre INSTITUTIONNEL de la CEA et du MULPOC de Gisenyi.

## **G. CONTROLE ET EVALUATION DU PROJET**

Le projet fera l'objet de contrôle, de suivi et d'évaluation conformément aux règles et procédures en vigueur à la CEA. Un rapport périodique sur l'exécution et l'état d'avancement du projet sera élaboré par la CEA/MULPOC de Gisenyi, agent d'exécution.

**Tableau 18. BUDGET PREVISIONNEL**

<b>Ligne budgétaire</b>	<b>Description</b>	<b>Coût en US\$</b>
10.00	Personnel	
11.00	Experts/Consultants	
11.01	Experts en commerce extérieur	36.000
11.02	Experts en informatique	36.000
11.03	Expert en communication (Presse écrite)	24.000
11.04	Expert traducteur	36.000
11.99	<b>sous-total</b>	<b>132.000</b>
13.00	Support administratif	19.200
15.00	Voyage et perdiem (MULPOC)	107.212
16.00	Missions	6.344
19.00	<b>sous-total</b>	<b>132.756</b>
31.00	Réunion des Experts	21.844
42.00	Fourniture de bureau	8.000
46.00	Equipement Matériel informatique & accessoires	237.600
	Vehicule de liaison tout terrain	60.000
51.00	Carburant & Entretien	4.000
52.00	Rapports & Publications	800
53.00	Communications & Divers	2.000
	<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>600.000</b>

## **FICHE DE PROJET XII:           ECOLE POLYTECHNIQUE DES PAYS DES GRANDS LACS EPGL**

### **A. CONTEXTE DU PROJET**

#### **1. Description du sous - secteur**

La sous - région des Grands Lacs accuse un faible niveau de développement en matière de recherche scientifique et technique, une absence quasi - générale de banques de données et une insuffisance notoire d'institutions communautaires de formation et de recherche spécialisées.

Les structures nationales d'enseignement supérieur manquent de filières post universitaires de spécialisation dans les domaines de la haute technologie appliquée. Dans le même temps, les troubles politiques des années 1992 - 94 ont affecté, dans certains états, le potentiel existant tant du point de vue des infrastructures que des ressources humaines.

Dans le contexte de l'ajustement structurel pour les uns et de l'urgence des programmes de reconstruction/réhabilitation pour les autres, le coût élevé des investissements et de l'encadrement constitue un handicap majeur pour la réalisation d'écoles d'ingénieurs au niveau national ou sous-régional.

#### **2. Stratégie régionale**

La valorisation des ressources humaines en tant que facteur de développement est l'une des priorités de la CEPGL. A cette fin, les états membres envisagent la mise en commun de leurs moyens pour la réalisation d'une école polytechnique régionale. Cette option offre, dans l'immédiat, l'avantage d'une optimisation des investissements à réaliser, et à long terme, les effets induits d'un brassage de l'élite intellectuelle et scientifique, formée dans un même creuset.

#### **3. Actions antérieures**

Les états membres de la CEPGL ont formellement adopté, en mars 1991, un accord portant création de l'Ecole Polytechnique des Grands Lacs, en abrégé EPGL, et faisant de celle-ci un organisme spécialisé de la Communauté.

Pour sa réalisation, un document de projet a déjà été élaboré et introduit auprès du PNUD dans le cadre de son 5<sup>e</sup> cycle de programmation, pour le financement des achats d'équipements des laboratoires et des coûts de l'assistance technique. Une démarche similaire a également été entreprise en direction du Fonds Européen de Développement - FED - pour la réalisation des infrastructures de génie civil - bâtiments administratifs, amphithéâtres et autres salles de cours, campus, logement du personnel d'encadrement.

## **B. JUSTIFICATION DU PROJET**

La similitude des besoins en matière de formation et l'existence du cadre de coopération sous-régionale militent en faveur d'une approche et d'une action communes dans la recherche de solutions au problème posé.

### **1. La situation actuelle**

Elle se caractérise entre autres par un important déficit numérique en ingénieurs nationaux dans plusieurs secteurs de l'activité économique, une insuffisance notoire du personnel enseignant au niveau secondaire, technique et supérieur, et un faible développement de la recherche scientifique et technologique. Cette situation découle essentiellement de l'insuffisance, au niveau des universités nationales, de structures de formation dans les filières spécialisées de l'ingénierie et de la recherche.

### **2. Objectifs de développement**

Ce projet a pour objectifs majeurs la construction, l'équipement et la mise à disposition d'une assistance technique pour la réalisation et le fonctionnement de l'Ecole Polytechnique - EPGL - dont la création a été décidée par la conférence des Chefs d'états, en application de l'Accord Culturel, scientifique et technique signé entre les états membres en 1975. L'Ecole aurait pour mission de former, en nombre suffisant, des hommes capables d'élaborer, de mettre en oeuvre et de gérer des techniques et procédés modernes de production de biens et services pour les besoins de l'économie. Sa vocation serait située dans les trois principaux axes ci-après:

- l'enseignement supérieur en génie,
- la recherche scientifique et technologique et
- les services et applications au profit des unités de production.

### **3. Objectifs spécifiques - Situation escomptée après la réalisation du projet**

Dans l'immédiat l'Ecole est appelée à former

- des ingénieurs de conception en
  - \* électronique
  - \* informatique
  - \* technologie alimentaire
  - \* génie chimique et
- des ingénieurs techniciens en
  - \* électromécanique de maintenance

Sur le moyen terme, l'Ecole devra également former des experts en gestion du niveau de la maîtrise, organiser des cours de recyclage et des séminaires sur les hautes technologies, accueillir et encadrer des chercheurs désireux de poursuivre leur travaux de recherche ou de se spécialiser dans des filières. Sur le long terme, l'école pourrait avoir une dimension régionale, incluant les autres états de la région des Grands Lacs et de l'Afrique Centrale.

#### **4. Les bénéficiaires cibles**

Ce seront en premier lieu les jeunesses scolaires et estudiantines des états de la sous-région qui auront, à travers cette école, une institution de formation et de recherche scientifique de très haut niveau, qui plus est, située dans leur propre environnement géographique et humain. L'institution devrait également profiter aux chercheurs nationaux qui disposeront à la fois d'un cadre scientifique et d'équipements performants pour la poursuite de leurs travaux. Des services divers pourront également être apportés aux opérateurs économiques sous - régionaux dans divers domaines d'application (Bâtiments & Travaux Publics, industrie chimique, informatique & gestion, électromécanique ...etc).

Pour les états membres de la Communauté et les autres états de la sous-région engagés dans des programmes de reconstruction, réhabilitation ou restructuration de leurs économies, ce projet offre la possibilité d'accélérer le processus de valorisation des ressources humaines, à de moindres coûts et dans un cadre directement intégré aux réalités nationales et régionales.

#### **5. Stratégie de mise en oeuvre**

En tant qu'institution spécialisée de la Communauté, l'Ecole devrait être réalisée dans une démarche commune des trois états membres, sous la supervision du Secrétariat Exécutif de la CEPGL. Des requêtes seront introduites auprès des différents partenaires au développement, bilatéraux et multilatéraux, pour le financement des divers volets du projet: génie civil, équipements scientifiques, assistance technique.

### **C. INVESTISSEMENTS; APPORTS & RISQUES**

Le coût de réalisation du projet était estimé, pour l'exercice fiscal 1993, à 19.417.427 US Dollars répartis comme suit:

4.760.625 US\$ pour les infrastructures abritant les services académiques (Bâtiments administratifs, bibliothèque, auditorium, laboratoires)

1.808.677 US\$ pour divers équipements scientifiques

720.000 US\$ au titre de l'assistance technique

12.128.125 US\$ pour le campus, les logements du personnel d'encadrement & autres lieux communs.

Les financements sont requis, pour l'essentiel, de divers partenaires au développement, entre autres

- La France
- La Belgique
- L'Union Européenne (FED)
- Le PNUD
- L'UNESCO
- La Banque Mondiale et
- L'USAID

Les états membres apporteront un terrain viabilisé et prendront en charge, à travers les organes de la Communauté, les frais de fonctionnement de l'école, notamment les salaires du personnel local, les frais d'entretien des ouvrages & équipements et les autres charges récurrentes.

Des requêtes officielles seront introduites auprès des partenaires potentiels sus-mentionnés par les états membres et le secrétariat exécutif de la CEPGL.

Aucun risque particulier n'est à signaler.

### **Besoins en infrastructures et équipements**

**Tableau I. Génie civil**

Auditoires	2756 m <sup>2</sup>
Laboratoires	2500 m <sup>2</sup>
Bâtiments administratifs	1158 m <sup>2</sup>
Bibliothèque centrale	300 m <sup>2</sup>
Bureaux des professeurs	903 m <sup>2</sup>
Logements du personnel d'encadrement	9753 m <sup>2</sup>
Campus des étudiants	7970 m <sup>2</sup>
Divers	1682 m <sup>2</sup>
	-----
Total	27.022 m <sup>2</sup>

**Tableau II: Equipements techniques****1. Laboratoire d'électronique****Principaux équipements  
(prix en milliers de FRW)****Description**

5	Oscilloscopes, double trace, 10 MHZ	375
3	Oscilloscopes, quadruple trace, 100 MHZ	337,5
2	Oscilloscopes, double trace, 15 MHZ	75
5	Générateurs de fonction audio, 5 HZ à 500 KHZ	60
5	Générateurs de fonction basse fréquence, 5 HZ à 500 KHZ	60
2	Générateurs de fonction haute fréquence, 0,0001 HZ à 20 MHZ	24
5	Fréquences inerties, 20 HZ à 200 KHZ	300
15	Multimètres digitaux, 5 fonctions	225
15	Multimètres analogiques, 5 fonctions	
2	Multivoltmètre, RF, 30/min, 100 V max	
2	Enregistreurs x - y, 2 plumes	225
10	Autotransformateurs, 220/110 V	90
	Alimentation stabilisée DC	50
10	Alimentations stabilisées: plus ou moins 15V	50
3	Ponts universels: 0,1 - 1M	
	10H 100 Volt	
	10 PF 100 F	180
	Pont de wheatstone: 0,01 à 1M	180

**Accessoires**

Fer à souder ERSA 30	
Fer à souder 110V	
Pompes à dissoudre	
Perceuses pour circuits imprimés	
Plaquettes de montage	
Autres accessoires (câbles, pinces soudiles, outillage)	1.000
	-----
S/Total	3.231,5



## 2. Laboratoire de communication

### Principaux équipements (prix approx. en milliers de FRW)

Ligne de transmission postale	
- 200 m de câble à 4 fils	450
- 1 modèle de câble	
Ligne de transmission coaxiale	
- 100 m de câble standard 50	45
- 100 m de câble RGB/4 50	
Système à démonter les ondes stationnaires (ventres et noeuds) en fonction de charge	135
Banc micro-onde (environ 5 GHZ° en Kit complet)	2.250
2 Emetteurs/Récepteurs à 70 cm	
2 Radios Emetteurs FM 12 DC - 220 V AC	
- 2 antennes Yagi à 70 cm	1.800
- 1 antenne Hélcoidale à 70 cm	
1 mât avec moteur électrique et indication de direction	
- 2 boîtes d'adaptation avec reflectomètres	
2 walky - talky FM à 70 cm	
Modulateur AM	450 KHZ
Filtres (LE/céramique)	450 KHZ
Démodulateur AM	450 KHZ
Modulateur FM	10,9 MHZ
Filtre (DC/crystal)	10,9 MHZ
	2.250
Filtres (LE, céramiques)	450 KHZ
Démodulateur AM	450 KHZ
Modulateur FM	10,9 MHZ
Filtre (LC) comtolo	10,9 MHZ
Démodulateur FM	10,9 MHZ
Modulateur/Démodulateur	
Récepteur TV avec signaux principaux	1.800
Générateur de signaux test TV	
Caméra Vidéo	
Enregistreur vidéo	

Oscilloscope digital 500 MHZ avec imprimante  
 Oscilloscope digital 200 MHZ avec imprimante  
 Oscilloscope 60 MHZ  
 Générateurs Modulables AM/FM 100 MHZ  
 Analyseur de spectre  
 Atténuateurs (500 MHZ)

### **Composantes**

- Transformateurs à point milieu 450
- Transistors, diodes, capacités variables
- Outils
- Ferrites

**S/Total**

**14.580**

### **3. Laboratoire d'automatisme et des asservissements**

#### **Principaux équipements (prix en milliers de FRW)**

- 10 Simulateurs logiques
- 1 Programmeur EPRON 27512
- 6 Microprocesseurs (famille 8085) 3.600
- 2 Simulateurs analogiques
- 4 Modèles de contrôle (To, niveau, vitesse, pression)
- 1 Microcontrôleur
- 1 Kit de démonstration en robotique 4.500
- 2 Micro-ordinateurs 900

**S/Total**

**9.000**

### **4. Laboratoire de physique**

#### **Principaux équipements (Prix en milliers de FRW)**

- 10 Pieds à coulisse
- 10 Microètres
- 5 Montages expérience de Hooke
- 5 Pendules pesant à accès mobile
- 5 Pendules de Kater 3.600
- 5 Moment de Torsion
- 5 Frottements

- 5 Collision à dimensions
- 5 Mesure directe de g
- 3 Oscillations forcées
- 10 Chronomètres

#### **D. CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL**

Ce projet devrait être réalisé dans le cadre et sous la supervision directe des organes de la CEPGL, notamment son Secrétariat Exécutif. Les accords de financement pourraient être négociés et conclus soit dans le cadre multilatéral (secrétariat CEPGL), soit à un niveau bilatéral (états membres - partenaires au développement) avec des conventions de rétrocession des prêts & subventions au profit de la Communauté.

La réalisation des ouvrages et équipements sera sous la responsabilité directe du Secrétariat Exécutif de la CEPGL.

#### **E. SUIVI & EVALUATION DU PROJET**

Le projet serait suivi par un comité ad hoc composé des représentants des états membres, des donateurs ou bailleurs de fonds et du Secrétariat Exécutif de la Communauté. Ce comité de suivi élaborerait un rapport semestriel sur l'état d'avancement du projet et un rapport final d'évaluation.

Une fois réalisée, l'Ecole aura des organes autonomes de gestion - Conseil d'administration, comité scientifique, direction générale et commissaires aux comptes -. Ces différents organes feront des rapports annuels aux instances de la Communauté et aux partenaires financiers et techniques.

## **CHAPITRE V: PROJETS SOUMIS AUX ONGS**

## **FICHE DE PROJET XIII: FEMMES ET TECHNIQUES DE CONSERVATION DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES**

### **A. OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT**

1. La pauvreté dans la région des Grands Lacs se manifeste sous diverses formes. Elle a essentiellement pour causes: - l'inadéquation des moyens et méthodes de conservation après récolte, - une faible maîtrise des technologies adaptées et appropriées dans le domaine de la production agro-alimentaire, - une insuffisance de revenus en milieu rural, - une inégale répartition des richesses et des revenus au niveau national et local, - la récession économique et - le lourd fardeau de la dette extérieure. Cette situation de pauvreté est aggravée par un contexte critique en ce qui concerne la sécurité alimentaire, la disponibilité ainsi que la distribution des produits alimentaires, y compris ceux de l'élevage. Les femmes, sur qui reposent aussi bien les cultures de rente que celles de subsistance et l'élevage, sont celles pour qui la situation alimentaire est la plus précaire. Cela pour la simple raison que dans ces zones, il manque de politiques de maîtrise des étapes post-récoltes de même que de vraies politiques pour un développement durable. A cet effet, il conviendrait d'accroître la capacité productive des femmes dans cette sous-région des Grands Lacs en leur donnant accès à la formation et aux facteurs de production afin de leur permettre d'accéder à une maîtrise des technologies de production agro-alimentaire capables d'améliorer leur propre condition de vie au sein de leurs familles et ainsi être mieux à même de lutter contre la pauvreté qui sévit dans la sous-région.

### **B. OBJECTIFS IMMEDIATS**

2. Il convient d'aider les femmes à réaliser des actions pratiques pour réduire et éliminer de façon durable la pauvreté et consolider la sécurité alimentaire. Les actions à envisager devraient contribuer à leur doter de connaissances et informations sur la maîtrise des opérations post-récolte et les technologies les plus appropriées, particulièrement en matière de stockage, de conservation et de transformation des produits alimentaires par une formation appropriée en matière d'acquisition et de mise en oeuvre desdites technologies ainsi qu'en matière de fixation, de contrôle et de stabilisation des prix de ces mêmes produits.

### **C. CONSIDERATIONS GENERALES**

3. La Plate-forme d'action africaine adoptée par la Vème Conférence régionale africaine sur les femmes tenue à Dakar au Sénégal du 16 au 23 novembre 1994 constitue une réaffirmation de l'engagement des Gouvernements africains en tant que schéma directeur pour la poursuite de la mise en oeuvre accélérée des stratégies prospectives de Nairobi en faveur de la promotion de la femme africaine. Le Plan d'action mondial adopté par la IVème Conférence mondiale sur la femme tenue à Beijing en septembre 1995 intègre tous les principaux domaines de préoccupation de cette Plate-forme d'action africaine. La pauvreté chez la femme, sa sécurité alimentaire insuffisante et son manque de pouvoir économique, qui constituent quelques-uns des

principaux domaines de préoccupation, s'inscrivent dans les priorités nationales de développement des Pays des Grands Lacs en vue d'accéder à un développement durable.

#### **D. JUSTIFICATION**

4. La lutte contre la pauvreté constitue une des priorités des Gouvernements des Etats de la sous-région des Grands Lacs dans leurs programmes visant un développement durable, notamment pour la sécurité et l'autosuffisance alimentaires. Aussi, le transfert et la maîtrise de technologies appropriées pour le traitement des produits agricoles ( stockage, conservation, transformation et conditionnement, congélation, séchage... etc), des produits d'élevage ainsi que des connaissances sur les mécanismes de fixation et de contrôle des prix de ces produits constituent une action primordiale et un préalable à la lutte contre la pauvreté et pour un développement durable dans la sous-région des Pays des Grands Lacs.

#### **E. RESULTATS ESCOMPTEES**

5. Les résultats escomptés par la mise en oeuvre des activités du Projet sont :

- (i) Amélioration des conditions de vie dans les ménages, y compris le renforcement de la sécurité et de l'autosuffisance alimentaires vis-à-vis de la femme;
- (ii) Développement et mise en oeuvre de technologies adaptées et appropriées en matière de conservation, de stockage et de transformation des produits agro-alimentaires et ;
- (iii) Stabilisation des prix du marché des produits agro-alimentaires.

#### **F. ACTIVITES**

6. Les activités ci-après seront menées:

- (i) Organisation d'une formation spécialement dans les domaines ci-après :
  - diffusion et adoption de technologies adaptées en matière de stockage, de conservation, de conditionnement et de transformation des produits agro-alimentaires et ;
  - mécanismes de fixation et de contrôle des prix des produits agro-alimentaires .
- (ii) Etudes sur les cycles et les processus de commercialisation pour une meilleure rationalisation des mécanismes de fixation et de contrôle des prix des produits agro-alimentaires;

- (iii) Identification et évaluation des besoins et des thèmes en matière de formation, y compris la sélection des Conférenciers et Animateurs ainsi que des participants et ;
- (iv) Rédaction et reproduction des documents didactiques et du rapport d'activités du Projet.

## **G. APPORTS**

### **(i) Contributions des Etats membres de la sous-région des Grands Lacs**

7. Les Etats mettront à la disposition du Projet toutes les informations disponibles de même que celles qui le seraient ultérieurement en rapport avec les activités programmées.

### **(ii) Contribution de la Commission Economique pour l'Afrique CEA/MULPOC de Gisenyi**

8. La CEA/MULPOC de Gisenyi apportera une assistance technique et d'autres services consultatifs, nécessaires à la mise en oeuvre et à l'évaluation du Projet. Elle sera en outre l'agent d'exécution du Projet.

### **(iii) Contribution des ONGs**

9. Il est requis des ONGs de développement de prendre financièrement en charge les éléments ci-après:

- \* Un Expert Consultant, spécialiste en techniques de conservation et en commercialisation de produits agro-alimentaires;
- \* Frais inhérents au support administratif, aux voyages et per-diem, etc... et ;
- \* Frais de formation.

## **H. CADRE INSTITUTIONNEL**

10. Le présent Projet de formation en faveur de la femme en matière de lute contre la pauvreté dans la région des Grands Lacs sera réalisé dans le cadre et sous la supervision de la CEA/MULPOC de Gisenyi.

**I. OBLIGATIONS ET CONDITIONS SPECIALES**

Néant

**J. CONTROLE ET EVALUATION**

11. Le Projet fera l'objet de contrôle, de suivi et d'évaluation conformément aux règles et procédures en vigueur au sein de la Commission Economique pour l'Afrique. Un rapport sur l'exécution des activités du Projet sera élaboré par la CEA/MULPOC de Gisenyi, agent d'exécution.

---



**Tableau 20. BUDGET D'EXECUTION**(i) Budget couvrant la contribution des ONGs

<b>Ligne Budgétaire</b>	<b>Description</b>	<b>1996</b>	
		<b>h/m</b>	<b>USD</b>
10.00	Personnel		
11.00	Expert/Consultant		
11.01	Expert en agro-industries et en commercialisation des produits agro- alimentaires	1	10.000
11.99	<b>Sous-total :</b>	<b>1</b>	<b>10.000</b>
13.00	Support administratif		2.000
15.00	Voyages et per-diem		8.600
16.00	Missions		2.000
19.00	<b>Sous-total :</b>		<b>12.600</b>
31.00	Réunion des Experts nationaux		-
32.00	Formation		68.000
41.00	Fournitures de bureau		200
52.00	Rapports		800
53.00	Communications et divers		400
	<b>Total Général :</b>	<b>1</b>	<b>92.000</b>

NATIONS UNIES COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Centre Multinational de Programmation et d'Exécution des Projets  
B.P.: 3005; Fax: 251 - 1 - 515907; Tel: 251 - 1 - 515827  
ADDIS ABEBA - ETHIOPIE

## FICHE D'INSCRIPTION POUR LA PARTICIPATION A LA RENCONTRE

A remplir par les opérateurs économiques des pays des  
Grands Lacs à la recherche des partenaires

**(Secteurs économiques ciblés: 1. Agriculture et alimentation: Infrastructure et équipements de stockage et de conservation après récolte, Technologies de transformation alimentaire dans l'agro-industrie; 2. Industries sidérurgique, forestière, de la pêche, chimique; 3. Transports aérien, lacustre, fluvial, routier; 4. Communications; 5. Energie; 6. Santé et Education)**

1. Nom de la société:

:  
:  
:

2. Raison sociale:

:  
:  
:

3. Siège social (adresse complète):

:  
:  
:

Téléphone:

Fax:

Telex:

:  
:  
:

4. Brève présentation de la société:

:  
:  
:  
:  
:  
:  
:

100

100

100

1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840.

7.2. Description du projet qui nécessite la participation du partenaire (Investisseurs/ONG):

1. The first group of students (Group A) was assigned to read the text and identify the main idea of each paragraph. They were then asked to write a short summary of the text in their own words.

### 7.3. Objectif du projet:

[illegible]

#### 7.4. Activités à entreprendre :

[illegible]

**7.5. Coût (à ventiler):****7.6. Résultats escomptés:**

----- le ----- 1996

**Le Responsable**  
**(Noms et Signature)**

NATIONS UNIES COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Centre Multinational de Programmation et d'Exécution des Projets  
B.P.: 3005; Fax: 251 - 1 - 515907; Tel: 251 - 1 - 515827  
ADDIS ABEBA - ETHIOPIE

**REUNION DE CONCERTATION TRIPARTITE CEPGL & OBK  
- OPERATEURS ECONOMIQUES - ONGs SUR LES PROJETS  
INTEGRATEURS ET NATIONAUX DE LA REGION DES GRANDS LACS  
27 - 28 Septembre 1996**

**Fiche d'inscription pour la participation à la rencontre  
A remplir par les Investisseurs à la recherche de partenaires**

Nom ou raison sociale -----

Adresse & coordonnées -----  
-----

Secteur ou branche d'activités -----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----

Secteurs dans lesquels vous souhaiteriez intervenir -----  
-----  
-----  
-----

Modes éventuels d'intervention: capitaux, technologie, savoir - faire, autres

Contacts souhaités:

Opérateurs économiques

Administrations & Institutions

Autres

Information complémentaires souhaitées

\_\_\_\_\_  
Signature

NATIONS UNIES COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Centre Multinational de Programmation et d'Exécution des Projets

B.P.: 3005; Fax: 251 - 1 - 515907; Tel: 251 - 1 - 515827

ADDIS ABEBA - ETHIOPIE

**REUNION DE CONCERTATION TRIPARTITE CEPGL & OBK  
- OPERATEURS ECONOMIQUES - ONGs SUR LES PROJETS  
INTEGRATEURS ET NATIONAUX DE LA REGION DES GRANDS LACS  
27 - 28 Septembre 1996**

**Fiche d'inscription pour la participation à la rencontre  
A remplir par les Investisseurs à la recherche de partenaires**

Nom ou raison sociale -----

Adresse & coordonnées -----

Secteur ou branche d'activités -----

Secteurs dans lesquels vous souhaiteriez intervenir -----

Modes éventuels d'intervention: capitaux, technologie, savoir - faire, autres

Contacts souhaités:

Opérateurs économiques

Administrations & Institutions

Autres

Information complémentaires souhaitées

\_\_\_\_\_  
Signature

NATIONS UNIES COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Centre Multinational de Programmation et d'Exécution des Projets  
B.P.: 3005; Fax: 251 - 1 - 515907; Tel: 251 - 1 - 515827  
ADDIS ABEBA - ETHIOPIE

**REUNION DE CONCERTATION TRIPARTITE CEPGL & OBK  
- OPERATEURS ECONOMIQUES - ONGs SUR LES PROJETS  
INTEGRATEURS DE LA REGION DES GRANDS LACS  
27 - 28 SEPTEMBRE 1996**

**Fiche d'inscription pour la participation à la rencontre  
A remplir par les ONGs**

Non ou raison sociale -----

Adresse & autres coordonnées -----  
-----

Domaines habituels d'intervention -----  
-----  
-----  
-----

Modalités d'intervention; Financement, formation, encadrement, autres -

Contacts souhaités:

Administrations & Institutions

ONGs locales

Mouvements coopératifs ou associatifs

Autres informations souhaitées

\_\_\_\_\_  
Signature